

RUMEUR A MOSCOU

**M. Brejnev
aurait été hospitalisé**

LIRE PAGE 30

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Abonnement 2 DA : Maroc, 3,00 DA ; Tunisie, 2,80 DA ;
Algérie, 1,50 DA ; Libéria, 14 DA ; Belgique, 25 F ;
Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes ; G.-B., 45 p ;
Grèce, 45 dr ; Iran, 125 rls ; Italie, 70 L ;
Japon, 1.000 ¥ ; Liban, 325 F ; Luxembourg, 25 F ;
Norvège, 2,00 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl ; Portugal, 80 esc ;
Séoud, 275 F CFA ; Suède, 4,75 kr ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 35 d.

Tarif des abonnements page 12
2, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 03
Tél. Paris 2° 630572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Nouvelle donne au Vietnam

La redistribution des cartes qui vient d'avoir lieu à Hanoï lors du cinquième congrès du parti communiste a placé les principaux dirigeants du pays et confirmé à son poste de secrétaire général M. Le Duan.

Très remarquée, la disgrâce du général Giap n'a toutefois qu'une portée réduite, car il ne jouait plus un grand rôle dans les affaires militaires et de l'Etat. Avec lui, pourtant, disparaît non seulement une des dernières figures de proue de la révolution vietnamienne, mais surtout l'un des partisans les plus ardents de la modernisation et de l'ouverture économique, fasciné par les succès des nouveaux pays industriels d'Asie.

Derrière la pérennité des grands cadres et l'entrée au bureau politique de « jeunes » sexagénaires, derrière le compromis de façade qui donne à chaque sensibilité des satisfactions pour compenser ses revers — conformément à la tradition vietnamienne — s'amorce une nouvelle donne. Le joueur qui se retrouve avec le plus d'atouts est sans doute M. Le Duan. Certes, il reste le numéro cinq et ne devient pas secrétaire général, comme certaines sources l'avaient laissé penser. Cependant, la plupart des nouveaux promoteurs au bureau politique peuvent être classés parmi ses partisans.

M. Tho se retrouve à soixante-deux ans l'honneur de la politique vietnamienne, entre ces deux rivaux de longue date que sont MM. Le Duan et Truong Chinh. Il est le responsable du Sud et du Cambodge ; il est chargé depuis trois décennies de l'organisation au sein du parti ; il aurait été le premier délégué des forces armées au cinquième congrès. Or, on assiste depuis 1975 à une « militarisation » du P.C.V. Le bureau politique compte désormais quatre généraux ; la majorité des membres des Jeunesses Ho Chi Minh et plus de la moitié des nouveaux membres du parti sont des militaires. Les forces armées constituent le noyau le plus solide, mais aussi le plus « dur » du régime.

Une fois écartés les champions du congrès, les problèmes demeurent. Sans doute les autoritaires de MM. Le Duan, Dong et Tho sont-elles sincères ; mais celles qui ont été entendues au précédent congrès l'étaient tout autant et n'ont pas été suivies des résultats espérés. En dépit de bonnes récoltes, les difficultés économiques restent énormes ; la « libéralisation » des méthodes de gestion ne s'effectue que lentement et à peine à s'imposer dans l'industrie. Dans le domaine politique, l'ardeur des appels de M. Le Duan aux purges et à l'« unité » témoigne d'un malaise persistant.

Sur le plan diplomatique, le Vietnam, déjà très isolé depuis l'invasion du Cambodge, a certainement accueilli avec appréhension les récentes propositions de réconciliation faites à la Chine par M. Brejnev. Offre que Pékin semble accueillir avec réserve, mais qui ne pourrait se matérialiser qu'au détriment du Vietnam. D'où, sans doute, la fébrilité inhabituelle d'un congrès déjà si difficile à préparer, et les démonstrations appuyées de solidarité avec l'U.R.S.S.

En affirmant que l'alliance avec l'U.R.S.S. était « un principe, une stratégie et en même temps un sentiment révolutionnaire », M. Le Duan a sans doute voulu lier le Vietnam à l'U.R.S.S. Dans ce contexte, on ne saurait exclure que sa réélection soit un geste donné au Kremlin. Les dirigeants de Hanoï savent mieux que les autres combien les Soviétiques placent leurs propres intérêts avant ceux des pays « frères ».

(Lire nos informations page 6.)

LA RENTRÉE DU PARLEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DES RÉFORMES

Le gouvernement entend mieux ordonner l'application de sa politique

Nouvelles pressions sur le franc

Avant l'ouverture, vendredi 2 avril, de la session parlementaire de printemps, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a invité les députés socialistes réunis à Paris à se montrer « tous solidaires » du gouvernement. M. Pierre Mauroy entend, pour sa part, mieux programmer la mise en œuvre des réformes.

Cette volonté d'une plus grande rigueur dans l'action gouvernementale intervient au moment où, sur le marché des changes, le franc a été soumis le jeudi 1^{er} avril à de nouvelles attaques après un bref redressement technique les deux derniers jours de mois de mars. Les monnaies francophones ont sensiblement fléchi vis-à-vis du deutschemark, dont le cours à Paris est remonté d'un coup à 2,51 F contre 2,5050. Ce nouvel accès de faiblesse ne laisse pas de préoccuper les autorités monétaires.

Le gouvernement a respecté le calendrier qu'il s'était imposé : en répondant à l'impétuosité de leurs électeurs — chez lesquels l'attente s'accompagne déjà, parfois, d'un certain dépit.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 3.)

Le projet sur l'audiovisuel prévoit une Haute Autorité calquée sur le Conseil constitutionnel

La publicité interdite aux radios privées

M. Georges Fihoud, ministre de la communication, devait remettre, jeudi 1^{er} avril, à la délégation parlementaire pour l'audiovisuel le projet de loi qu'il a soumis la veille au conseil des ministres.

Au cours de ce conseil, le président de la République a lui-même demandé que soit modifié le principe de la Haute Autorité jusqu'alors retenu par le premier ministre et par le ministre de la communication. Elle sera finalement composée de neuf membres, nommés par le chef de l'Etat et les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Toutes les dispositions concernant le financement des organismes du service public sont, d'autre part, exclues du texte et devraient être prises par voie réglementaire.

L'opposition a d'ores et déjà manifesté son hostilité au projet que nous analysons page 23 tandis que page 2 les « idées » sont consacrées à l'audiovisuel.

Deux surprises de taille ont marqué le passage du projet de loi sur l'audiovisuel devant le conseil des ministres. Deux surprises que l'on doit au chef de l'Etat et qui, sans modifier pour l'essentiel la physionomie du texte, touchent pourtant des points névralgiques.

C'est en premier lieu la Haute Autorité qui, par décision du président de la République, passe de six à neuf membres, et se modèle sur ce Conseil constitutionnel que le parti socialiste, sinon le gouvernement, estimait naguère bon à jeter aux orties.

Ainsi, exempté de représentants nommés par les présidents de la Cour des comptes et du conseil trouve « politisée », donnant d'Etat, la Haute Autorité se dote et déjà à l'opposition, l'occasion de partir avec une vigoureuse décapée à l'assaut de cette nouvelle institution.

L'autre surprise est la disparition, dans le projet de loi, de tout ce qui est relatif aux financements des divers organismes de l'audiovisuel. La redevance ou les redevances, ainsi que la part de la publicité dans ce financement, retrouvent donc la nature réglementaire qu'elles avaient avant la loi de 1974.

Corollaire de cette disparition : le président de la République a insisté pour que ne soit créée aucune nouvelle redevance ou taxe qui ne correspondrait à de nouveaux services, à de nouveaux produits.

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 23.)

AU JOUR LE JOUR

Et inversement...

Le Conseil constitutionnel ? Impartial, dit la droite. Partiale, dit la gauche.

La haute autorité pour l'audiovisuel ? Partiale, dit la droite. Impartiale, explique la gauche.

Bref, on dirait cette fameuse scène où deux frères Marx se trouvent de part et d'autre d'une place sans tain et font des gestes identiques, mais inversés bien sûr. L'ennuï, évidemment, c'est que, dans cet exercice, seuls les frères Marx ont été jusqu'à présent capables de nous faire rire.

TIRSIAS.

CÉZANNE, CHAGALL, CÉSAR A LIÈGE

Le sentiment et le paysage

Trois expositions — Cézanne, Chagall — viennent d'être inaugurées à Liège, dans deux musées. Elles valent le détour, comme disent les guides de voyage, et même le déplacement.

Au musée de la Boverie, entouré d'une roseraie en bord de Meuse, soixante sculptures de César nous placent dans l'embrasé au centre d'un paysage de machines qu'il a, comme on sait, compressées, expansées, assemblées... Puis, dans deux salles silencieuses, on trouve l'œuvre lithographique de Chagall depuis 1950.

Une vue « cavalière » de ces soixante-huit pièces, qui éclatent de couleurs tissées de traits noirs, dit comment, sur des thèmes éternels, Chagall invente des images nouvelles, se répite et se réinvente, réussit et échoue. C'est un monde rêvé et vécu, que ces fiancées couvertes

CHÈRE SANTÉ

L'évolution des dépenses de l'assurance-maladie, observée par la Caisse nationale d'assurance-maladie, marque un inquiétant dérapage à la fin de février 1982. Avec un rythme de progression annuel de 19,8 %, c'est près de cinq points supplémentaires de croissance des dépenses qui sont enregistrés par rapport à il y a un an.

Certes, février, au cœur de l'hiver, est traditionnellement un mois fort. Il est également vrai que les retards de règlement du centre informatique de la région parisienne ont dû peser lourdement. Mais le fait est là ; après une légère décélération à la fin de décembre 1981, la courbe des dépenses de l'assurance-maladie remonte de nouveau sensiblement. Une situation préoccupante.

Tous les postes de dépenses sont en hausse sur un an, qu'il s'agisse des honoraires privés, des dépenses hospitalières ou des prescriptions. On peut penser que la dérive des frais de séjour hospitalier est due pour une part à un phénomène classique de rattrapage en début d'année. Les hôpitaux attendent d'être fixés sur le montant des prix de journée pour arrêter leurs factures. Mais en un an la croissance des frais hospitaliers est de quatre points supplémentaires.

Plus inquiétant, même en cette période de l'année où la consommation est plus élevée, est le dérapage des prescriptions et notamment de la pharmacie qui atteint le taux de progression record de 22,3 %.

Lorsque, le 10 novembre dernier, le gouvernement avait arrêté son plan de financement de la Sécurité sociale, il avait prévu une économie de 3,8 milliards de francs pour 1982. Mais une économie ne se décrète pas ; elle suppose des dispositions conséquentes pour parvenir à une meilleure maîtrise des dépenses de santé.

La santé n'a pas de prix, dit-on, mais elle a un coût. Faute d'en prendre conscience et d'en tirer les conséquences, les pouvoirs publics risquent de se trouver dans une impasse alors que 15 milliards de recettes supplémentaires doivent être trouvés pour la Sécurité sociale en 1983. Mieux vaut la maîtrise que la contrainte.

(Lire page 27.)

Page 26

**QUEL AVENIR
POUR LES COOPÉRATIVES ?**
Le début d'une enquête de JOSEF DOYÈRE.

Un entretien avec M. Enrico Berlinguer

Il faut démontrer la possibilité d'un socialisme fondé sur la démocratie nous déclare le secrétaire général du P.C.I.

Avant son départ de Paris, M. Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, nous a accordé une interview, déclarant :

« Au cours de votre conférence de presse avec M. Lionel Jospin, vous avez réaffirmé que vous ne considériez plus l'Union soviétique comme un modèle. Que représente-t-elle donc ? — Voilà bien longtemps que nous avons cessé d'évoquer le « modèle soviétique ». Nous reprenons le concept même de modèle. Nous essayons d'éviter les formules trahissantes, les résurgences en un seul mot. Nous pensons que les bases d'une société socialiste ont été créées, mais nous constatons que des contradictions se sont produites essentiellement avec la superstructure politique et institutionnelle, et agissent aussi sur la structure.

« Bien que l'Union soviétique ait connu de grandes périodes de développement, nous constatons qu'une régression s'est produite en arrière, frappant aussi bien la société soviétique que celles des pays alliés de l'U.R.S.S. Elle ne constitue pas un modèle pour les sociétés occidentales. Nous disons même qu'en voulant imposer ce modèle aux pays d'Europe orientale une erreur a été commise, et elle est une des origines des déformations qu'on observe dans ces sociétés.

« Comment qualifieriez-vous les récents événements intervenus entre le P.C.I. et l'U.R.S.S. ? Pour vous, s'agit-il d'une brouille, d'une rupture, d'un schisme ?

« C'est très simple. Il n'y a pas eu rupture et nous ne recherchons pas une rupture. Il y a une poignée de main.

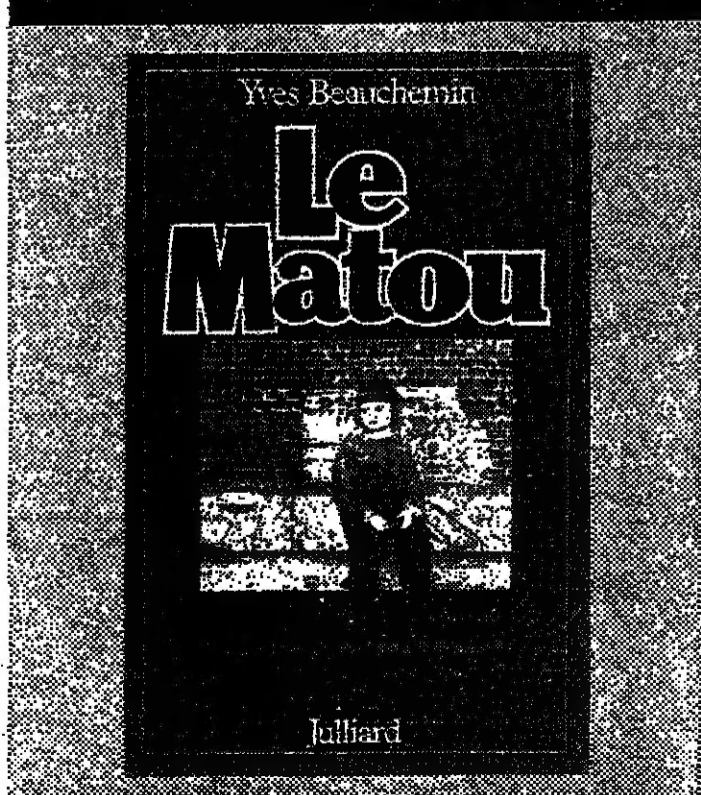
« Ce que vous reprochez le plus au parti communiste français, c'est son alignement sur certaines positions soviétiques ?

« Je ne pense pas que les positions du parti communiste français soient déterminées par son souci de s'aligner sur les positions soviétiques. Ce sont simplement des choix différents des nôtres sur certains points.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC, JACQUES NOBECOURT, et PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 3.)

« Un formidable conteur. Drôle, émouvant, picaresque. Une révélation ! »
BERNARD PIVOT « APOSTROPHES »



(Lire nos informations page 6.)

de Von Meier... l'ingénierie absolue des produits... S'il y a séparation... CLAIRE DEVARRIEUX.

Le Monde

idées

Un service public, pour quoi faire?

par JEAN-MARIE DROT (*)

AUDIOVISUEL

Le projet de loi sur l'audiovisuel vient d'être examiné par le conseil des ministres. Jean-Marie Drot demande pourquoi l'on ne donne pas plus la parole aux réalisateurs dans la discussion sur les transformations des médias audiovisuels. L'essentiel, pour M. Paul Collowald, citant M. de Bourbon-Busset, est que chacun des responsables d'émission annonce bien la couleur. Enfin, Jean-Noël Jeanneney fait campagne pour que l'on crée un organisme public chargé de conserver les archives audiovisuelles à l'instar de la Bibliothèque nationale.

DEPUIS peu, il est de bon ton, dans les beaux quartiers, de cracher au visage de dame-Télé. C'est un véritable concert d'imprécations que répercutent, avec délices, certains journalistes. Un peu partout on organise des sondages, comme en Espagne des corridos. A grands frais, au chevet de la malade, on fait venir des États-Unis, et du Canada, d'éminents spécialistes : les politiciens consultent les augures, les cartomanciens, et, curieusement, jamais les professionnels de télévision.

Il y a, d'ailleurs, un certain paradoxe à demander asile au Monde pour réfléchir sur l'avenir de la télévision, alors que, en toute logique, nous devrions en débattre, jour et nuit, avec ceux qui la dirigent. De ce côté-là, peu de dialogue, peu de concertation, les portes directoriales s'ouvrent sur le vide et sur le silence (sauf à Antenne 2 où, autour de Pierre Desgrupes, quelques professionnels de qualité tentent une aventure de TV qui autorise une espérance).

Ainsi, comme par le passé, le créateur de télévision est aujourd'hui un homme seul : chacun sait que la déception peut facilement susciter la nostalgie. Une nouvelle loi s'annonce. Pour nous, ce sera probablement la cinquième ou la sixième, dont nous aurons à décrypter les clauses juridiques, pour lesquelles, une fois de plus, personne ne nous aura demandé notre avis. Bien sûr, entre nous, nous allons en commenter les dispositions, mais nous n'ignorons pas que les projets législatifs les plus judicieux ne sont pas forcément la meilleure télévision. Pour plusieurs d'entre nous, cette prodigieuse aventure TV est assez longue déjà pour nous rappeler que « les heures chaudes de la télévision française » furent toujours proposées aux différents publics, grâce à la complicité, à l'amitié, au dialogue en un mot, d'un grand directeur de la télévision française, avec l'ensemble des « saltimban-

ques ». Sur ce point, les Jean d'Arcy, les Albert Olivier, les Jacques Thibaut, pour ne citer qu'eux, ne nous contrediraient pas.

Comme l'écrit justement Francis Mayor, dans *Télérama* du 3 mars 1982, « vous n'imaginez pas de même pas que nous allons nous laisser entraîner de force et tourmenter malgré nous dans cette danse du scalp autour de la télévision, à laquelle se livrent, hystériques et suspects, tant de journaux en ce moment ». La vraie vertu de la loi sur l'audiovisuel ne serait-elle pas plutôt d'inciter les uns et les autres à une trêve, à un retour vers la réflexion, vers la préparation, tous ensemble, par la reconstitution d'une télévision de service public, « de vrais lendemains qui chantent ».

Le roi « sondagiste »

L'ancien régime, lui, avait découpé la télévision en tranches ; pour la digérer plus facilement. Pour atteindre plus rapidement au paradis de la privatisation, et au partage de la « manne », il avait préparé des structures qui divisaient les professionnels. Afin de vider les programmes de toute saveur, de toute ambition, il avait organisé entre les chaînes TV un rodéo concurrentiel où le « sondagiste » était devenu roi, l'homme du jour, la Mme Soleil des lendemains télévisés, celui par qui le réalisateur triomphait ou par qui, encore, le plus souvent, nous allions perdre notre tête sur l'échafaud. La qualité des émissions avait été directement mise en cause par la loi inflexible de leur seule rentabilité.

Ainsi, n'avait-on pas craint, avec les derniers publics, d'organiser le décalage de tout un public.

Que s'est-il passé ensuite avec et après le « changement » ? Pour en

juger, il faut savoir qu'en France la télévision est perçue dans les milieux politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche, par la seule lunette déformante de l'information. Après le journal télévisé, ceux qui décident de tout quant à l'avenir de la TV ne sont plus devant elle : ils sont partis dîner en ville. Comment sauraient-ils, dans ces conditions, que pour beaucoup, en France comme ailleurs, n'en déplaise à certains, la télévision reste le « lieu culturel » par excellence, l'occasion de rencontrer les amis de la famille. Après et avec le « changement », les journalistes sont venus remplacer, sur la passerelle du commandant, les énarques de l'ancien régime ; bientôt, la télévision tout entière n'a plus parlé que leur langue.

Une fois de plus, les programmes ont été oubliés, les réalisateurs, auteurs et interprètes éconduits. Faire du seul événement ou de la seule actualité un critère unique de production à la télévision, c'est aboutir à un appauvrissement aussi grave que la prise en considération des seules normes de rentabilité. La parole — la jactance plutôt — remplace l'image ; la confrontation culturelle se métamorphose en un didactisme pédant ; bientôt on pourra dire dans les salons, et ailleurs, que la télévision est devenue aussi ennuyeuse que la lecture du code civil.

Et pourtant, avec le 10 mai, nous flûtons beaucoup parmi les professionnels de la télévision française pour imaginer — peut-être avec une certaine naïveté — que tout allait renaitre et que, soutenus par le nouveau président — François Mitterrand n'est-il pas lui aussi, comme nous, un auteur ? — tous ensemble, grâce à une télévision redevenue un vrai service public, nous allons tenter de proposer une véritable « culture populaire ». Avec enthousiasme et détermination. De nouveau, nous avons espéré que la nouvelle télévision, en même temps qu'elle serait distraction, information, elle serait aussi — comme il se doit dans un pays moderne et démocratique — un lieu de dialogue, de rencontre entre les hommes, une sorte d'agora où les problèmes de notre temps seraient traités à visage ouvert, honnêtement, mais aussi selon des formes spécifiques à la télévision et grâce à des réalisations spectaculaires, remarquables, dues à l'ensemble des professionnels, qui, ainsi, auraient retrouvé leur véritable vocation. Qui aurait pu prévoir que, très vite, nous en arriverions à une télévision-parlotte, faite au rabais par des hommes en gris qui causent, qui causent... Car, répétons-le ici, chaque plus personne ne semble l'entendre, ces rythmes d'images et de sons, cette façon subtile de toucher à la fois sensibilité, intelligence et cœur, ce pouvoir de susciter l'émotion et la participation du téléspectateur, tel est le domaine réservé des auteurs, réalisateurs, interprètes et techniciens, sans lesquels toute télévision, de gauche ou de droite, retombe vite de très haut pour n'être plus bientôt qu'une lamentable « radio à image fixe ».

gène, ainsi qu'aux mille regards du monde entier.

En parcourant de nombreux pays « A la recherche des arts du monde entier, avec André Malraux », j'ai pu mesurer un peu partout cette attente si émouvante, si patiente pour ce qui vient de France. Malheureusement, depuis des années, les créations de l'audiovisuel français ont pratiquement disparu à l'étranger. Le projet de loi qui sera bientôt discuté au Parlement prévoit, avec beaucoup de discernement, d'assurer la naissance d'un organisme dont la tâche sera, justement, de promouvoir la vente et la diffusion, aux quatre coins de la Terre, de nos émissions de télévision. Il convient d'applaudir à cette idée, de souhaiter à cette nouvelle société de service public les moyens dont elle aura manifestement besoin et que, cette fois, les créateurs de TV y seront enfin directement associés au « futur » de leurs œuvres après passage à l'antenne.

Puisse-t-on se souvenir, en haut lieu, qu'un des plus grands malheurs de la télévision c'est d'avoir organisé la promotion de tout et de tous, sauf elle-même. L'INA, par exemple, a pu engranger un des patrimoines audiovisuels les plus riches qui soient. Pourquoi n'en a-t-elle pas largement assuré la diffusion ? Pourquoi, en sept ans d'existence, pas un seul cinéma, ni à Paris ni en province, où l'on puisse régulièrement revoir ces « heures chaudes de la télévision française », des moments forts de « Cinq Colonnes à la une » au portrait de Montand par Avery ; du *Don Juan* de Marcel Bluval au *Bachelard* d'un Jean-Claude Briquier, des *Liasons dangereuses* d'un Charles Brabant, à la *Chambre* d'un Michel Mitran, aux *Perles* de Jean Prat, etc ? Pourquoi tant d'indifférence, pour ne pas dire tant de mépris ? Que serait la réputation d'un François Truffaut si chacun de ses films était condamné à n'être vu qu'une seule fois, et ensuite, rien ?

Un des rôles fondamentaux d'une télévision de service public, c'est d'assurer la diffusion des richesses culturelles d'un pays, mais aussi de produire un patrimoine audiovisuel spécifique. Cette nouvelle société de diffusion de l'audiovisuel vers l'étranger, elle pourra, bien entendu dans le respect des accords passés avec les sociétés d'auteurs, puiser à pleines mains dans le trésor de ces trente dernières années de la télévision française, mais dans le présent, et dans l'avenir ?

Encore faudrait-il très vite qu'un tel organisme puisse, par le biais des coproductions, assurer la continuité, l'épanouissement même, de ces richesses culturelles qui font d'une télévision de service public une sorte d'« arbre merveilleux », comme l'entendent les peintres naïfs, c'est-à-dire un arbre où poussent à la fois tous les fruits dont l'homme a besoin pour se nourrir, et, disent-ils, « pour devenir plus intelligent que son père ».

* Auteur-réalisateur de : « Les heures chaudes de Montparnasse », « Les Jours de voyage », « L'Art et les Hommes ».

ANNONCER LES COULEURS

par PAUL COLLOWALD (*)

« J'IMPLORE », dit l'un (1), « l'explose », dit l'autre (2) puis, l'un « apostrophe » en disant : « taisez-vous... ».

C'est peut-être le moment de se souvenir d'un travail entrepris, dans la sérénité, il y a vingt ans sous l'impulsion de Gaston Berger. Dans sa « réflexion prospective », il avait mobilisé un certain nombre de professionnels pour examiner « le développement des moyens d'expression ».

Sous ce titre fut alors publiée au printemps 1962 une synthèse (3) comportant en particulier une contribution intitulée « La radio-télévision dans l'État » de Gabriel Celseux, ancien directeur de la R.T.F. et, sous forme de conclusion, quelques remarques de Jacques de Bourbon-Busset. J'ai relu, vingt ans après, les offres à la réflexion de vos lecteurs et des parlementaires bientôt appelés à discuter et à voter la nouvelle loi sur l'audiovisuel.

« Peut-être vaudrait-il mieux, note Jacques de Bourbon-Busset, que chacun annonce franchement ses couleurs. Il n'y a jamais de honte à cela. Que le gouvernement fasse sa propagande et la dise. Que les diversitaires diversifient et ne s'engagent pas en matière de pensée. Que les amateurs de recherche désintéressés s'adressent à leurs pairs et ne prétendent pas exercer un magistère social. Que les vulgarisateurs vulgarisent, fonction essentielle qui ne se confond ni avec l'enseignement ni avec la prédication politique. »

Et notre ancien diplomate, désormais académicien, de poursuivre son analyse : « L'essentiel est de savoir à quel niveau s'établira le langage commun des moyens d'expression. La réponse est liée à la situation politique du pays considéré. Dans un climat de liberté, le degré d'indépendance, et de compréhension croît nécessairement. Ce qui permettrait d'aboutir à l'état parvenu clair au grand nombre, quelques années plus tard. Peu à peu se fait une imprégnation, une osmose entre les chercheurs de points et le gros de la troupe. Il en va, tout naturellement, d'une société où la liberté de l'esprit n'est pas reconnue comme la valeur fondamentale. Alors, sous prétexte d'efficacité immédiate, on qui est gratuit est éliminé. L'invention n'a plus qu'une valeur utilitaire. Elle est même considérée comme suspecte, voire dangereuse. Très rapidement, l'alignement se fait sur le bas et sur la bassesse ». Et Jacques de Bourbon-Busset de conclure : « La société défigurée contemplant dans le miroir grossissant des moyens d'expression ce qu'elle est devenue, ce qu'elle s'est laissée devenir... ».

Ne serait-il pas affligeant de voir de plus en plus de téléspectateurs et d'hommes politiques, d'observateurs et de commentateurs, accéder à la tentation soit de s'emparer du miroir, soit de le briser pour ne pas voir la Société, notre société.

(*) Ancien fonctionnaire européen.

- (1) « Point de vue » de Jean Bertolino (*Le Monde* 20 février 1982).
- (2) Multiples sondages indiquent l'humour d'un pourcentage important de téléspectateurs.
- (3) « Prospective », n° 9 - (Presses universitaires de France) 1962.

Pour une mémoire collective

VOICI venu le temps d'une loi sur l'audiovisuel qui, si elle répond aux espoirs des plus optimistes, devrait marquer autant que celle de 1981 sur la presse. Or, parmi le bruitant concert qui entoure son élaboration, on perçoit à l'horizon de la loi d'un appel spécifique : le moment est venu que les archives audiovisuelles reçoivent l'attention que mérite leur dimension nationale.

Ambition simple et haute : qu'à côté de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales soit installé, avec une égale majesté et une autorité semblable, l'organisme public qui assure la mission de servir la mémoire collective du pays sous sa forme audiovisuelle.

Il est temps, en effet, que l'évidence s'en impose à tous, bousculant les timidités intellectuelles et les paresseuses de l'habitude : la télévision a conquis désormais, dans notre vie collective, une importance trop grande pour que l'apport en soit négligé par l'histoire contemporaine, car la connaissance des trois dernières décennies au moins en serait amputée d'une dimension cardinale.

Que serait une histoire politique qui ignorait la télévision, constituée à la fois en champ clos et en enjeu des conflits les plus décisifs, ce lieu spécifique où se rétracte l'ensemble du jeu des forces ? Et que serait aussi une histoire des comportements sociaux qui n'étudierait pas les conséquences de la télévision sur la vie des collectivités, des écoles, des familles ? Que serait une histoire culturelle qui négligerait ce formidable instrument de diffusion du patrimoine intellectuel et artistique de la nation, ce formidable facteur d'uniformisation des modèles et des références ?

Il s'agit ici de nos modes de vie, de nos mentalités, tout cet univers vers quoi se porte une historiographie qui a fait cracker, depuis deux générations au moins, le carcan de préoccupations trop étroitement politiques. Prenons, presque au hasard, quelques grands thèmes qui ont occupé, la mode aidant, l'attention des chercheurs attachés aux périodes plus reculées, du Moyen Âge au XIX^e siècle : la fête, la mort, la folie, les équilibres familiaux, la condition féminine, la place de l'enfant... Toutes ces curiosités, appliquées aux trente dernières années, trouveront une provenance sans pareille dans les émissions de télévision conservées : et pas seulement celles qui traitent explicitement de ces sujets, mais aussi beaucoup d'autres qui, sans s'être donné l'objectif d'en parler, reflètent, au hasard de leurs images, et à l'insu souvent de leurs auteurs mêmes,

par JEAN-NOËL JEANNENEY (*)

immergés qu'ils sont dans leur temps, une foule de données foisonnantes.

Comment en donner ? A l'avenir, les travaux de recherche historique « lourde », non pas ceux qui recourent à l'infinité des précédents, mais ceux qui avancent la connaissance vraie du passé collectif, ne pourront se dispenser ni d'étudier l'institution de la télévision, ni de faire appel aux sources audiovisuelles, car les s'inscrivent à la fois d'une interrogation primordiale et d'une richesse immense d'information (1).

Or chacun comprendra que rien de solide ne pourra se construire sans que les moyens soient donnés aux chercheurs d'un accès libre aux images. Malheureusement, les mécanismes de conservation et d'ouverture restent encore entravés, en pratique, par une conception trop étroite de leurs finalités. A l'origine, la cinématheque de notre télévision s'est créée (grâce à diverses initiatives individuelles de grand mérite) avec le but quasi exclusif de préserver des pellicules qu'on pourrait réutiliser sur le petit écran, au gré de l'actualité : d'innombrables richesses ont été ainsi gaspillées à coups de ciseaux portés dans les originaux.

La suite de l'INA.

Les choses, ensuite, se sont améliorées — et l'Institut national de l'audiovisuel, fondé en 1974, a assumé efficacement la tâche de préserver l'essentiel et de mettre en place, au moins pour les nouveaux programmes, un système d'inventaire informatisé. Étape majeure. Mais, en fait, le département des archives de l'INA a continué de se consacrer presque exclusivement au service des chaînes (et, dans une certaine mesure, à la diffusion dans les circuits d'enseignement, d'émissions anciennes à intérêt pédagogique), sans avoir les moyens matériels et psychologiques de favoriser une large recherche historique (2).

Affirmons donc l'heure venue de confier à l'institution qui va prendre la suite de l'INA une vocation qui dépasse la seule fourniture de bandes anciennes aux nouvelles productions télévisées et d'élargir généralement sa mission — à partir de prestige avec la Bibliothèque natio-

nale (ce qui ne veut pas dire d'ailleurs forcément en situation administrative, semblable).

En termes concrets, il s'agit d'ouvrir directement les fichiers à l'investigation scientifique (imaginerait-on une bibliothèque où les lecteurs ne pourraient pas accéder eux-mêmes à la salle des catalogues ?) Il s'agit de tenir compte désormais, dans l'organisation de tout le système de classement et de repérage, des nécessités intellectuelles des sciences humaines autant que des besoins pratiques des journalistes. Il s'agit de faire un puissant effort de restauration des documents anciens. Il s'agit surtout de permettre la consultation gratuite des archives audiovisuelles sur cassette de magnéto-copie ou sur table de montage.

Non qu'on puisse garantir, hélas ! ce service à tous les citoyens. Le coût de la communication demeurera toujours hors de proportion avec son équivalent dans le domaine de l'imprimé, mais on pourrait au moins imaginer, dans les limites d'un budget spécifique, des mécanismes équitables de sélection des chercheurs qui, de temps en temps, à titre comparatif, à savoir que les États-Unis montrent l'exemple. S'il est vrai que les chaînes privées n'ont pas eu dans ce pays de politique de conservation des images avant 1964, on s'est bien rattrapé depuis : une loi de 1976, dite loi Atré, autorise la reproduction des documents audiovisuels à des fins d'étude désintéressée et prévoit la constitution d'archives de radio et de télévision à la bibliothèque du Congrès.

Tout cela coûtera de l'argent ? Assurément. Et c'est bien d'une décision politique qu'il est question. Mais comment accepter sérieusement l'idée qu'un pays comme le nôtre ne se montre pas capable de se donner la force d'assumer cette grande tâche collective, au service d'une meilleure connaissance de lui-même ? La profit n'en sera pas étroitement universitaire. Il sera civique.

(1) La création récente du Comité d'histoire de la télévision, présidé par Jean d'Arcy, est le signe, parmi d'autres, d'une prise de conscience (21, boulevard Jules-Ferry, Paris-17^e).

(2) Certes, je n'aurai garde d'oublier que la compréhension des responsables m'a permis d'initier, depuis cinq ans, de concert avec Monique Sauvage, mon séminaire de l'Institut d'études politiques consacré à ce domaine, mais ce fut toujours de façon précaire, par une sorte de « bricolage » aux marges de la vie de l'INA, avec de surcroît un rétroscopage progressif des possibilités matérielles. Ainsi avons-nous dû frayer ou décourager plusieurs vocations enthousiastes de jeunes chercheurs.

Une attente étonnante

Était-ce vraiment un rêve ? Est-il vraiment impossible, au moment même où se discute la loi, de se lancer « tous ensemble », ceux des variétés, des dramaturges, des grands documentaristes, comme ceux de l'actualité et de l'information, dans le projet global d'une télévision vivante, ambitieuse, chaleureuse, dans la réalisation d'une sorte d'encyclopédie de l'an 2000 (il nous reste dix-huit ans pour atteindre ce cap), où la vie des hommes d'aujourd'hui, où tout ce qui se crée, s'écrit, se chante, se peint, se sculpte, se construit en France, serait filmé avec amour, enregistré, proposé aux quatre coins de l'Hexa-

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Général : Jacques Favre, directeur de la publication.
Claude Julien.

Imprimerie de « Le Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-DC

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

LES LOBBIES FACE AU POUVOIR SOCIALISTE

Les lobbies, grands et petits, n'ont pas baissé les bras depuis le 10 mai. Mais les règles du jeu ont changé.

Enquête de Daniel Schneider

LES LIEUX DE RENCONTRE DES FÉMINISTES

Le Mouvement des femmes a engendré, à Paris d'abord puis en province, une multitude de lieux de rencontre et d'activité pour les femmes.

Dossier de Maryse Wolinski

سكول من زليجل

Le Monde

étranger

EUROPE

ITALIE

Un entretien avec M. Enrico Berlinguer

(Suite de la première page)

— Envisagez-vous des discussions avec les Soviétiques ou laissez-vous la polémique se développer ?

— Des rencontres ne sont pas prévues pour le moment mais nous pensons que ce serait un acte en avant et nos camarades soviétiques publient nos réponses à leurs critiques et s'ils abandonnaient le ton de l'anathème, de l'excommunication au profit de celui de la discussion conduite avec objectivité. Nous craignons que ce ton ne porte de graves dommages au mouvement ouvrier.

La situation en Pologne

— Pensez-vous qu'on soit sur la voie de la normalisation en Pologne ou faut-il s'attendre à un nouvel affrontement ?

— C'est difficile à prévoir. Depuis l'état de siège, je n'ai rien vu qui permette de prévoir un relâchement de la répression et de la rigidité du régime militaire. Naturellement, je n'écarterais pas un nouvel affrontement qui serait désastreux non seulement pour les Polonais mais pour la situation internationale. Je pense aussi que la politique de rétorsion, de sanctions, n'est pas la meilleure.

— Votre parti a-t-il pris position sur le problème de la dette ?

— Nous n'avons pas pris position sur le problème particulier de la dette, mais nous sommes favorables, en revanche, au maintien et même au développement des rapports économiques avec la Pologne. Des mesures de rétorsion seraient interprétées par l'ensemble des Polonais comme un acte d'hostilité et affaibliraient les chances d'obtenir la répression et d'ouvrir la voie pour l'établissement des libertés syndicales et politiques. Les forces de gauche en Europe et les gouvernements occidentaux devraient continuer à réclamer l'arrêt de la répression, le retour des libertés. Je ne vois pas de contradiction dans ces positions car une politique de sanctions entraînerait un nouveau durcissement.

— Croyez-vous à une possibilité de réforme du système soviétique ? ou pensez-vous qu'il est en pleine régression ?

— Des réformes sont absolument nécessaires pour que la société soviétique puisse reprendre sa marche en avant. Mais je ne vois aucun signe actuellement qui l'indiquent dans cette direction.

— Cela ne me paraît pas impossible, mais il y a également deux conditions extérieures : d'une part, le développement positif du processus de réforme en Union soviétique et dans les sociétés d'Europe de l'Est ; d'autre part, le mouvement

comme ce fut le cas en 1948 de la polémique avec la Yougoslavie.

— A-t-il à l'intérieur du parti communiste italien une minorité qui mène la lutte en faveur des thèmes soviétiques ?

— Il existe à l'intérieur du parti des gens qui expriment librement des réserves sur notre politique. Il y a aussi certaines initiatives du parti communiste de l'Union soviétique qui visent à discréditer notre parti et à combattre nos positions.

— A l'intérieur de votre parti ?

— Il faut clarifier ce point. Mais à l'extérieur sûrement.

flexions de Gramsci sur le rôle des intellectuels ?

— Gramsci a donné une contribution décisive à l'analyse des rapports de la classe ouvrière et des intellectuels. Mais, naturellement, ceux-ci ont beaucoup changé. L'industrialisme a une importance particulière à deux catégories d'intellectuels : les intellectuels d'État et les préteurs. Nous nous sommes à présent nous concentrés à donner la même attention aux intellectuels, bien sûr, mais nous nous sommes concentrés sur les intellectuels que la modernisation technologique dans la vie économique en général fait surgir tous les jours. Il s'agit d'une couche qui a un poids décisif dans la vie économique et pour le progrès en Italie.

— N'est-il pas paradoxal que vous quez d'antiquité de concepts dans cette recherche d'une troisième voie avec certains partis socialistes étrangers ?

L'alternative démocratique

— Dans la perspective de la « troisième voie » comme dans celle de l'« alternative », vous êtes en fait en train de proposer un compromis historique ?

— J'ai décidé depuis quelques temps de ne plus l'utiliser. Je me suis fatigué à préciser inutilement des centaines de fois qu'il ne s'agit pas d'une alliance de gouvernement entre le parti communiste et la démocratie chrétienne. Ce n'était pas une proposition de coalition, mais l'idée qu'il était nécessaire que se regroupent les masses qui se regroupent en Italie dans les trois grands courants : communiste, socialiste et catholique.

— Mais nous nous proposons l'« alternative démocratique » : une alliance entre les forces de gauche et éventuellement avec d'autres forces démocratiques pour gouverner l'Italie. Cela ne signifie pas qu'avec ce pacti on ne puisse pas établir une certaine convergence sur certains principes ou se réunir pour des élections, mais nous ne participerons pas à la Constitution républicaine. Le moment est venu de l'« alternative démocratique ».

— En ce qui concerne la troisième voie, vous parlez d'une « alternative démocratique », on a le sentiment que des incertitudes règnent à la base du P.C.I. après la polémique sur la dette. Comment définissez-vous la spécificité du P.C.I. par rapport au parti socialiste ?

L'importance du pacifisme

— Quelle analyse faites-vous du mouvement pacifiste en Europe ?

— Très positive. C'est l'un des événements les plus importants des dernières années en Europe. Cette poussée spontanée a surgi de larges couches de la population, dans la jeunesse, dans les Eglises, dans le mouvement catholique, dans les partis socialistes et social-démocrates, par peur de voir l'Europe devenir le théâtre d'une guerre mondiale présumée limitée. Je ne crois pas qu'elle serait limitée, mais l'Europe serait certainement le centre d'une telle guerre.

— D'autres motifs de mécontentement et d'insatisfaction sont liés à la volonté de mobilisation contre la guerre atomique et pour la réduction des armements.

— N'est-ce pas en désaccord fondamental avec l'analyse du parti socialiste français ?

— Il y a un désaccord à cet égard. J'ignore s'il dépend du caractère différent que le mouvement pour la paix a en France par rapport à l'Italie. En tout cas, que le développement de ce mouvement est nécessaire en tenant compte aussi des événements de Pologne qui ont donné un certain coup. Mais les conditions de sa reprise existent, et il faut lui lier la revendication de la fin de la répression en Pologne. Une seconde fois, nous pensons que ce mouvement compte tenu de son caractère dans différents pays d'Europe — mais je veux parler surtout de l'Italie — ne doit pas être unilatéral, c'est-à-dire se prononcer contre la politique étrangère des États-Unis en approuvant celle de l'Union soviétique. Nous présentons, il s'est adressé aux deux grandes puissances.

— Mais pratiquement, il a surtout eu de l'effet sur les pays occidentaux. Il n'a eu aucun effet dans les pays de l'Est.

— Cela ne dépend pas de nous.

— Comment alors concilier un mouvement pacifiste unilatéral avec le désarmement équilibré que vous réclamez ?

— Nous demandons, bien sûr, qu'il y ait une réduction des armements des deux côtés qui tienne compte des besoins de sécurité soit de l'U.R.S.S., soit de l'U.S.A., soit du pacte de Varsovie, soit du pacte atlantique.

— Pour parler concrètement, le développement de ce mou-

vement, plutôt qu'avec le parti socialiste italien ?

— C'est vrai en partie et cela s'explique peut-être par les différences des perspectives actuelles entre les deux partis et aussi par le fait que, en Italie, on essaie de nier ou de minimiser l'importance des nouveautés que notre parti a réalisées et va réaliser.

— Pensez-vous qu'un parti comme le S.P.D. ouest-allemand appartienne à l'« Europe » ?

— Il n'est pas question de dresser la liste des partis qui pourraient ou non en relever. Selon notre conception, ce terme s'applique à toutes les formations qui ont une base plus ou moins large dans la classe ouvrière et qui se réclament du socialisme, du progrès vers le socialisme. Beaucoup de différences nous séparent de la S.P.D., mais c'est un grand parti de la classe ouvrière d'Allemagne.

dans l'impasse, le mouvement doit se développer sur une voie qui s'adresse aussi bien à l'Union soviétique qu'aux États-Unis, et qui concerne aussi les SS-20. Il est très intéressant de voir qu'une majorité de la Chambre américaine s'est prononcée pour le gel des armements nucléaires, ce qui pourrait constituer la première condition pour traiter de la réduction des armements.

— Quelle est votre position en ce qui concerne les armements conventionnels en Europe ?

— Sur ce sujet, il y a une supériorité soviétique. Pour ce qui est de l'armement nucléaire, il est si difficile d'en faire le bilan qu'on ne peut établir si cette supériorité existe. Elle n'est d'ailleurs pas exclusive, mais nous devons qu'il faut considérer l'ensemble des armements nucléaires et des fusées, pas seulement installés au sol mais les États-Unis et l'Union soviétique, mais aussi ceux d'autres pays comme la France et la Grande-Bretagne.

— Vous estimez donc que la force de frappe française doit être prise en compte dans une négociation ? Ce serait un très grave désaccord avec le parti socialiste français.

— Avec tous les Français, peut-être aussi avec le parti communiste français. Nous, communistes italiens, pensons que toutes les forces doivent entrer en jeu dans une réduction progressive des armements. Mais l'essentiel pour le moment c'est de faire un premier pas qui concerne les armements soviétiques et américains.

— Je ne crois pas à l'éternité d'une guerre menée avec les armes conventionnelles actuellement en Europe.

— Quelle place le développement du terrorisme, notamment en Italie, tient-il dans votre analyse des rapports de force internationalisés ? Est-ce que le terrorisme est dû strictement à des causes italiennes ou globales ?

— Nous n'avons jamais exclu que le terrorisme italien ait des liaisons internationales. Il faudrait établir lesquelles. Le terrorisme est un phénomène politique. Je dirais même politique plutôt que social, qui a des racines sociales mais plonge ses racines dans la vie politique italienne.

— On a parfois estimé que le développement du terrorisme en Italie était dû au fait que le P.C.I. était un parti trop rigide, trop structuré, qu'il ne laissait pas assez de souplesse aux jeunes générations, à tous ces gens qui avaient envie de s'exprimer et qui se retrouvaient dans le terrorisme.

— On a entendu cette analyse superficielle : le terrorisme, phénomène des jeunes devenus extrémistes. Il faut savoir d'abord que le terrorisme n'est pas le fait des jeunes ; deuxièmement, il faut distinguer — et nous faisons cette distinction d'ailleurs — entre les jeunes qui ont des tendances extrémistes au sein de la gauche et ceux qui prennent la voie du terrorisme. En ce qui nous

concerne, nous faisons une différence : nous discutons avec les jeunes tentés par l'extrémisme. En même temps, nous nous opposons fondamentalement à ceux qui choisissent le terrorisme. Nous avons parmi nos militants des milliers, même des dizaines de milliers de cadres qui ont fait l'expérience non du terrorisme mais de l'extrémisme et qui maintenant acceptent notre politique. C'est dire que nous avons fait du travail dans ce domaine bien qu'il y ait encore des insuffisances.

— Pourriez-vous développer cette idée selon laquelle le terrorisme est plutôt un phénomène politique que social ?

— Si vous étudiez — et ces études ont été faites — la composition sociale des organisations terroristes, vous trouverez des gens qui viennent de toutes les couches de la société. Vous trouverez, bien sûr, des ouvriers, mais aussi des instituteurs, des étudiants et en nombre non négligeable, des personnes qui viennent des couches les plus riches de la société.

— C'est une analyse sociale ne donne donc rien. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de raison sociale au terrorisme. Mais je dis politique, car le terrorisme est un phénomène étroitement lié à l'instabilité de la situation politique en Italie.

— En ce moment, on parle beaucoup de torture en Italie ?

— Je ne sais pas si on peut parler exactement de torture. Il s'agit plutôt de cas de mauvais traitements. En tout cas, nous avons posé la question devant le Parlement. Nous avons demandé des mesures énergiques contre le terrorisme, mais nous sommes absolument opposés à n'importe quel procédé qui ne serait pas fondé sur le respect de règles définies par notre Constitution et par nos lois. Bien que le terrorisme dure en Italie depuis environ trente ans, la lutte contre lui, dans l'ensemble, est maintenue dans le respect de la démocratie.

L'expérience française

— Quel jugement portez-vous sur l'expérience socialiste en France depuis le mois de mai ?

— En principe, je ne veux pas parler de la situation politique intérieure française. Je peux cependant dire que dans l'ensemble, le jugement est positif. L'expérience de gauche qui est tentée.

— Que pensez-vous par exemple des nationalisations ?

— Je ne veux pas rentrer dans les détails et porter un jugement sur chaque mesure prise. L'expérience française de l'union de la gauche a une grande importance sur le plan européen. Pour l'Italie, elle représente un grand encouragement pour une solution de renouveau. Ceci dit, les situations sont très différentes en France et en Italie. Vous savez qu'en Italie nous avons un secteur d'économie publique très étendu.

— Comment analysez-vous le secteur : un phénomène de capitalisme d'État ou un phénomène permettant une avancée du socialisme ?

— Si vous voulez utiliser ce jargon pour initier, on peut dire que cela relève du capitalisme d'État. Ce secteur public peut constituer un levier important pour une transformation de la société dans un sens socialiste. Mais nous ne pensons pas que le socialisme doive prévoir une élimination de l'ensemble de la vie économique, une large place doit être laissée aux entreprises et au marché.

Propos recueillis par JACQUES NOBECOURT, JACQUES AMALRIC, PHILIPPE PONS.

M. MITTERRAND A RECU M. BERLINGUER

M. François Mitterrand et M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, ont eu un entretien le mercredi 31 mars à 15 heures. M. Berlinguer s'est borné à indiquer, à sa sortie de l'Elysée, les thèmes qui avaient été abordés pendant une heure : situation internationale, en particulier en Amérique centrale, et réduction des armements, rapports franco-italiens, situation politique dans les deux pays.

L'élaboration du concept d'« euro-gauche » ne semble pas avoir progressé durant le séjour à Paris de M. Berlinguer. L'entretien sur les principes n'est pas difficile à trouver, a-t-il indiqué aux journalistes italiens, mais il y a un retard sensible sur les questions de programme, en raison de la disparité des analyses.

Il a ajouté que, si le P.C.I. se sentait très proche des socialistes français ou suédois « en ce qui concerne les nouveautés à introduire dans les voies du socialisme », il s'entendrait mieux avec les sociaux-démocrates allemands qu'avec M. Mitterrand et Joseph sur les questions de politique étrangère, de la défense et de la sécurité en Europe.

Le « plan Prior » de dévolution des pouvoirs à la province se heurte à de vives oppositions

Le gouvernement britannique doit examiner, jeudi 1^{er} avril, le projet de loi désormais connu sous le nom de « plan Prior », du nom du secrétaire d'État à l'Irlande du Nord qui l'a préparé. Ce texte organisera une dévolution progressive de pouvoirs politiques à l'Ulster (« le Monde » du 22 janvier), mettant fin au régime d'administration directe par Londres, en vigueur depuis 1972, et auquel on avait déjà vainement tenté de substituer un système plus satisfaisant en 1973-1974.

Le succès d'un tel plan, ou même simplement sa mise en œuvre, serait un tournant important dans l'histoire si tumultueuse de l'Irlande du Nord. Mais l'opération ne s'engage pas sous des auspices très favorables, bien que l'armée et la police britanniques aient récemment marqué des points dans leur lutte contre l'I.R.A. et l'INLA (armées nationale de libération irlandaises et l'Armée populaire irlandaise). Les principales forces politiques légitimes de la province, dans l'une et l'autre communauté, ont, en effet, indiqué qu'elles désapprouvaient certains des dispositions du plan Prior. Le secrétaire d'État cherche depuis lundi, au cours d'une série d'entretiens aux places avec les dirigeants de ces mouvements, à les convaincre de tenter au moins l'expérience. Mais il risque d'éprouver bien des difficultés à être entendu.

Dans la majorité protestante, on approuverait volontiers le recours à la représentation proportionnelle pour les élections d'une future assemblée locale, héritière du Stormont. Un tel scrutin assurerait aux unionistes une confortable suprématie parlementaire. On s'oppose, en revanche, à des degrés divers dans le refus (le pasteur Paisley se montrant comme toujours le plus irréductible) à l'établissement d'une majorité qualifiée au sein de ce Parlement régional, méthode qui garantirait à la minorité catholique certaines possibilités de blocage.

Mais, surtout, l'opposition des unionistes — du moins de ceux qui sont organisés en partis — à toute forme de « power sharing », de partage du pouvoir à l'échelon exécutif entre catholiques et protestants, demeure très vive. Or M. Prior n'ignore pas que son plan, pour avoir quelque chance de réussir, suppose la participation de représentants de la minorité à la gestion des affaires. L'autre point sur lequel les aspirations de la minorité catholique et nationaliste d'Irlande du Nord risquent fort de se heurter à l'intransigeance des unionistes, davantage sans doute qu'à celle de l'armée et de la police, est la question de l'établissement d'un système associant Dublin à Belfast — même de façon symbolique au début — dans l'administration de la province.

Des liens privilégiés existent entre la République d'Irlande et l'Ulster, comme ils existent d'ailleurs avec l'ensemble du Royaume-Uni, contrairement à ce que l'on croit souvent à l'étranger. Mais de là à partager si peu que ce soit le pouvoir local avec Dublin, il y a pour les unionistes un fossé dont le franchissement marquerait le début d'un processus d'abandon.

A Dublin même, où M. Haughey a reçu récemment une délégation du principal parti catholique nord-irlandais, le S.D.L.P., on ne cache pas que le plan Prior semble « irréalisable », faute de « tenir compte de la dimension plus large du problème », comme l'a indiqué le premier ministre.

BERNARD BRIGOULEUX.

Le temps retrouvé d'un « pied-noir »

« Peu d'œuvres ont porté si tendrement de cette France étendue sur cent cinquante ans, plus de cent personnages de toutes conditions, caractères, origines, attendrissants ou sodo de leurs vagabondages cocasses, illustrant chaque épisode dramatique dans le temps et les lieux. Le narrateur exalte à réunir en images toutes ces vies jetées puis perdues dans le vent, au fil de dix-neuf récits prenants, vifs, colorés ».



Albin Michel

ingérance absolue des produits étrangers. Mais il a eu des conséquences néfastes, qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants ind-

quelqu'un comme ça, MK2 Diffusion, 14-juillet, ne peut qu'applaudir sur tout la volonté d'ou-

S'il y a séparation du Centre Gaumont-Pathe, on coupe l'argent des deux parties, le mi-istère a

CLAIRE DEVARRIEUX.

AMÉRIQUES

États-Unis

Washington envisage d'ouvrir cet été les négociations avec Moscou sur les armements stratégiques

Un commentateur de l'agence TASS a réaffirmé, mercredi 31 mars que l'U.R.S.S. n'accepte aucun accord de réduction des armements qui « accorderait des avantages unilatéraux » aux États-Unis. L'agence soviétique accuse les États-Unis d'avoir bloqué le traité SALT 2, le plus important peut-être de tous les accords sur le contrôle des armements et d'afficher sans cesse une attitude négative à l'égard de la conclusion d'accords qu'ils soient.

Au cours de la conférence de presse qu'il tenait le même jour, M. Reagan s'est dit « enclin » à considérer comme « partie de la campagne de propagande » de l'Union soviétique la menace formulée par M. Brejnev de prendre des mesures de représailles contre les États-Unis si ces derniers installent en Europe les missiles prévus par la décision de l'OTAN. Si Moscou installait des armes nucléaires à Cuba, a-t-il dit, ce serait « en violation complète » de l'accord américano-soviétique de 1962. Nous avons dans ce cas, a-t-il ajouté, des options dont je préfère ne pas discuter.

De notre correspondant

Washington. — Comme on s'y attendait, M. Ronald Reagan a ouvert la neuvième conférence de presse de sa présidence, mercredi 31 mars, par une déclaration sur les armements nucléaires. Mais il n'a rien dit de bien nouveau : Washington souhaite une négociation avec l'U.R.S.S. sur la réduction des arsenaux stratégiques (START) et n'acceptera « ni un « gel » que lorsque l'équilibre sera rétabli entre les deux Grands. Aucune date n'a été proposée pour l'ouverture des START. En réponse à une question, le président s'est contenté d'espérer que ces discussions s'ouvriraient l'été prochain.

« Ne pas répéter les erreurs du passé »

La Maison Blanche se rattache donc comme prévu à la proposition de cinquante-huit sénateurs républicains et démocrates pour un « gel » des arsenaux nucléaires et des systèmes d'armes et de missiles « existants ». Cela veut dire qu'on commencerait par développer l'arsenal atomique américain pour égaliser l'U.R.S.S. et qu'on inviterait ensuite les Soviétiques à un arrêt mutuel de la production et du déploiement. À l'opposé vingt autres sénateurs, dont M. Edward Kennedy, appuient par cent cinquante représentants républicains, eux, le gel immédiat dans l'état actuel des forces.

« L'U.R.S.S. a une nette supériorité », a affirmé M. Reagan. Geler les arsenaux nucléaires dans ces conditions serait « dangereux » pour les États-Unis, et cela les priverait d'un moyen de pression essentielle pour amener l'U.R.S.S. à la table des négociations. En revanche, la proposition des cinquante-huit sénateurs est « une démarche importante dans la bonne direction », dit-il, « car elle accorde aux vues de ce gouvernement ».

À propos des START, les États-Unis ne veulent pas répéter les erreurs du passé. Ces négociations demandent une préparation minutieuse. M. Reagan a déclaré : « Quand nous serons prêts, il sera possible de fixer la date. Cela dépendra aussi de la situation internationale », espère-t-il, « nous pourrions la faire cet été ».

La Maison Blanche n'a pas encore reçu les conclusions des experts. Plusieurs options devaient lui être présentées d'ici un mois environ. Ce qui permettrait à M. Reagan de faire une proposition publique avant le sommet de cet été en Europe. Les lenteurs de l'administration républicaine s'expliquent par l'ambition de ses projets de réduire les arsenaux et pas seulement les limiter — mais surtout par sa volonté de privilégier d'abord le réarmement des États-Unis.

Rassurer les Américains

Un autre facteur retarde les START : les dissensions rencontrées par les Américains à Genève aux négociations sur les armes à moyenne portée en Europe. « Je suis au regret de dire que M. Brejnev a adopté une attitude très dure, déclarait jeudi, M. Eugene Roslow, directeur de l'Agence pour le contrôle des armes et le désarmement. Cela n'a pas été une sérieuse négociation. » Un peu moins négatif, le négociateur américain à Genève, M. Paul Nitze, précisait : « Des progrès substantiels ont été faits sur des questions secondaires ».

Le but principal de cette conférence de presse était de rassurer les Américains eux-mêmes sur le risque de guerre. C'est pourquoi, en réponse à une question sur la possibilité de gagner un conflit atomique, M. Reagan a été très net : « Il n'y aurait pas de vainqueur, seulement des vaincus. » Quelques heures plus tôt, au Sénat, un responsable du Pentagone, M. Jones, avait abondé dans le même sens, niant avoir jamais défendu la possibilité de survivre à une guerre nucléaire.

Dans sa première conférence de presse, M. Reagan avait eu des mots très durs pour l'Union soviétique, traitant ses dirigeants de « menteurs ». On lui a demandé jeudi et à son vif déplaisir, comment le Krenin avait changé. « Non, ils n'ont pas changé d'habitudes », a répondu le président, mais ils sont dans une situation économique beaucoup plus déses-

APRÈS LES ÉLECTIONS AU SALVADOR

Les tractations continuent entre les principales formations politiques du Salvador, après les élections du dimanche 28 mars. La prédominance de la droite dans la future assemblée constituante pose de graves problèmes : la démocratie chrétienne participera-t-elle au gouvernement, en acceptant les conditions fixées par la majorité, ou se retranchera-t-elle dans une opposition systématique ? On pense à San Salvador que le gouvernement de Washington pourrait soutenir le nouveau régime, en échange de concessions accordées au parti de M. Napoleón Duarte : il accepterait que

celui-ci ne participe pas au gouvernement, à condition qu'il soit présent dans les organismes chargés de poursuivre les réformes et de donner au pays des institutions démocratiques.

Dans sa conférence de presse de mercredi à Washington, le président Reagan a reconnu qu'un gouvernement salvadorien d'extrême-droite abandonnant les réformes, créerait, aux États-Unis, « de grandes difficultés ». Dans plusieurs capitales latino-américaines — Bogota, San José de Costa-Rica, Caracas, Quito — c'est la forte participation électorale qui continue de retentir l'atten-

tion, car elle est interprétée comme un désaveu de la guérilla.

À Guatemala, où la junte qui a pris le pouvoir la semaine dernière vient de former un gouvernement de civils et de militaires, l'ambassade des États-Unis a été attaquée dans la nuit de mercredi à jeudi par des inconnus qui ont lancé des grenades et ouvert le feu avec des armes automatiques. Il n'y a pas eu de victimes. Les guérilleros ont continué leurs activités dans l'intérieur du pays, et tué quatre soldats dans une embuscade.

La participation au scrutin a été importante

Selon les derniers résultats officiels publiés le mercredi 31 mars au soir à San Salvador, et qui portaient sur 99 % des 458 588 urnes, 1,3 million de Salvadoriens avaient pris part au scrutin du 28 mars. Les résultats étaient les suivants : démocrate chrétienne : 466 662 (40,06 %) ; Alliance républicaine nationaliste (Avena), du commandant d'Armée, extrême droite : 334 280 (29,12 %) ; parti de conciliation nationale (P.N.C.), formation officielle de l'ancien régime (militaire) : 233 136 (20,17 %) ; Action démocratique (A.D.), droite : 88 329 (7,69 %) ; parti populaire salvadorien (extrême droite) : 34 513 (3,00 %) ; parti d'orientation populaire (extrême droite) : 10 847 (0,9 %) ; bulletins blancs et nuls : 155 121.

La question de la fiabilité de ces chiffres est évidemment dans tous les esprits. On peut estimer que la surveillance mutuelle à laquelle se livraient la démocratie chrétienne, le pouvoir et l'extrême droite, appuyée sur d'importants secteurs de l'armée, garantissait l'absence de fraude.

Reste le problème de la participation, évidemment important, puisqu'il donne une indication sur le degré de crédibilité dans la population d'une alternative politique à la violence actuelle. (Ceci, si admettant que les pressions officielles en faveur d'une participation aient été à peu près contrôlées par les pressions contre la participation dans les zones tenues par la guérilla.)

Son pourcentage est difficile à déterminer en raison de l'absence de registres électoraux. Les autorités avaient, avant le scrutin, fait état d'un nombre d'électeurs très sous-estimé (environ 1,5 million, moins que le chiffre officiel de la population), à l'évidence afin que la participation apparaisse la plus élevée possible.

Partant des chiffres de population du dernier recensement (1971), soit 3,56 millions d'habitants, et des projections, pour 1977, faites par les Nations unies (4,25 millions), on peut estimer que la population en 1982 est d'environ 4,7 millions d'habitants. À ce chiffre, il convient d'ôter de 300 000 à 400 000 personnes qui ont quitté le pays pour fuir la violence ou trouver du travail. Acceptons le chiffre de 500 000, retenu par l'opposition. Restent 4,2 millions de Salvadoriens résidant au pays en 1982. Les Nations unies suggèrent que les moins de dix-huit ans représentent environ 55 % de la population. Le pourcentage des électeurs vivants serait donc de 47 % — représentant près de 2 millions de personnes.

À retenir le chiffre de 1,3 million de votants, on obtient donc une participation d'environ 70 %. Ce pourcentage est élevé, à défaut d'être exact. Les forces démocratiques révolutionnaires, dont un porte-parole, à San José de Costa-Rica, a affirmé qu'au maximum 40 % des citoyens avaient voté.

M. Reagan estime qu'un gouvernement d'extrême droite créerait aux États-Unis de « grandes difficultés »

De notre correspondant

Washington. — L'enthousiasme des dirigeants américains n'est un peu refroidi. Après avoir été victorieux pour le taux de participation aux élections au Salvador et s'être félicités de la prédominance démocrate-chrétienne dans la future Assemblée constituante, ils s'interrogent avec préoccupation sur l'éventualité d'un gouvernement d'extrême droite au Salvador.

« Rien n'est joué », précise-t-on au département d'État. Les négociations entre les six partis ne font que commencer. Un peu d'optimisme régnait de nouveau mercredi soir 31 mars chez les collaborateurs du général Haig. Ils semblaient croire à un gouvernement de coalition auquel participeraient les chrétiens-démocrates de M. Duarte.

« Nous sommes scrupuleusement neutres dans ces négociations », nous a dit sans sourciller un responsable du département d'État. Il n'est pas interdit d'en douter. Depuis dimanche, l'ambassadeur américain au Salvador, M. Deane Hinton, déborde d'activité, multiplie les contacts, les pressions et les menaces. Le Congrès ne doit-il pas encore approuver 225 millions de dollars d'aide supplémentaire au Salvador ? Le département de Washington a mis tout son poids dans la balance pour empêcher les cinq autres partis de s'entendre sur le dos de la démocratie chrétienne, car il risquerait de perdre, à la fois, l'appui du Congrès et celui de pays démocratiques comme le Venezuela et la Costa-Rica, par où aussi le parti qu'il a fait depuis quatre mois contre l'avis des alliés européens.

Pour une politique de réformes

Dès la semaine dernière, l'administration Reagan avait pris ses précautions, affirmant qu'elle n'était pas attachée à un homme ou à un parti déterminés, mais à une politique de réformes. Son soutien économique et militaire à un quelconque gouvernement dépendrait des efforts de celui-ci dans trois directions : la démocratisation des institutions politiques, la réforme agraire et la défense des droits de l'homme.

Mais, désormais, tous les partis salvadoriens s'efforcent de réformer... « Fastidieux n'est-ce pas ? », rétorque notre interlocuteur du département d'État. « Aujourd'hui, au Salvador, si on n'est pas modéré, on n'a pas de chance de gouverner. Nous sommes contents : le futur gouvernement poursuivra la politique de réformes. »

Concrètement, si l'extrême droite arrive seule au pouvoir et s'engage à poursuivre la ligne Duarte, qu'arrivera-t-il ? Est-ce que Washington soutiendrait un président comme M. Roberto d'Aubuisson, leader de l'Alliance républicaine nationaliste, en qui le précédent ambassadeur américain à San Salvador, M. Robert White, voyait « un assassin psychologique » ? Réponse de notre interlocuteur : « Nous voulons un gouvernement qui puisse faire, de manière ordonnée, une politique de réformes. Je vous laisse méditer sur l'aspect crédible... Je ne veux d'ail-

leurs pas commenter des situations hypothétiques. »

Malgré leurs moyens considérables de pression, les dirigeants américains sont un peu coincés. Ils avaient entièrement misé sur la démocratie chrétienne et sur les élections. Or, l'un des résultats du scrutin a été de légitimer l'extrême droite de M. d'Aubuisson. On s'aperçoit — un peu tard — des inconvénients du système électoral à la proportionnelle, et on gémît aussi sur ces Européens qui n'ont pas bougé le petit doigt pour soutenir la démocratie chrétienne.

Washington continue à se féliciter bruyamment de la participation électorale. « On m'a raconté l'histoire de cette femme attendant pour voter, atteinte par le ricochet d'une balle, mais refusant de quitter sa place », dit-il, jeudi soir, M. Reagan au cours de sa conférence de presse. Dans un message à la junte, le président des États-Unis a exprimé « son admiration pour cette démonstration émue de la volonté populaire ». Il y voit un « clair refus de la violence » et un « engagement pour un avenir démocratique ».

Ce succès — admis unanimement par la presse américaine — n'a pas modifié pour le moment l'attitude de Washington à l'égard de la guérilla. « Il y a eu des élections, dit le responsable du département d'État. La gauche n'a pas voulu y participer, préconisant une solution de type négociation. Il y aura d'autres élections, législatives et présidentielles. Si les dirigeants de la guérilla ont pour leur sécurité, cela peut se régler. Ils ont peur de ne pas accéder aux médias, on s'arrangera aussi. Nous sommes prêts à toute négociation pour préparer des élections honnêtes. Mais nous ne négocierons aucun accord qui empêcherait le peuple salvadorien de décider de son sort autrement que par les urnes. »

La France vient de proposer que le secrétaire général des Nations unies mène une double enquête, sur les accusations du Nicaragua contre les États-Unis et réciproquement. Washington n'est ni d'accord ni intéressé. « L'ONU est mal placée pour conduire des enquêtes, affirme-t-on au département d'État. Au lieu de résoudre le problème, une telle proposition ne peut que l'aggraver. » — R.S.

Argentine

Après la manifestation de la C.G.T.

QUATRE CENTES PERSONNES RESTENT DÉTENUES

Buenos-Aires (A.F.P.). — La répression de la manifestation du mardi 30 mars à Buenos-Aires a provoqué une vague de protestations des syndicats, partis politiques et organisations de défense des droits de l'homme en Argentine. La Confédération générale du travail (C.G.T.) a publié un communiqué demandant la libération de son secrétaire général, M. Saul Ubaldini, et de plusieurs de ses dirigeants, toujours détenus.

Sur les quelque deux mille personnes arrêtées lors de la manifestation, quatre cents environ restent emprisonnées mercredi, selon des sources officielles. La majorité d'entre elles devraient être relâchées « sous peu », dit-on de même source, mais certaines pourraient être gardées à la disposition du pouvoir exécutif.

Dans son communiqué, la C.G.T. dénonce la « répression barbare et militariste », et annonce qu'elle « prendra tous les moyens nécessaires pour défendre ses camarades emprisonnés et blessés ». Une grève générale est envisagée.

La Commission multipartite, qui regroupe plusieurs partis d'opposition, dont les péronistes et les démocrates-chrétiens, a exprimé son « désaveu énergique de la violente répression policière », et demandé la libération des détenus.

Canada

Le Québec s'apprete à boycotter la visite de la reine d'Angleterre

En visite officielle en France, le vice-premier ministre et ministre des affaires intergouvernementales du Québec, M. Jacques-Yvan Morin, était le mercredi 24 mars l'hôte d'honneur d'un déjeuner de presse offert par le député général du Québec, M. Yves Michaud. Répondant aux questions des journalistes, M. Morin s'est montré très optimiste sur les perspectives de la visite que

M. Pierre Mauroy doit effectuer, fin avril, au Canada, et particulièrement au Québec. La visite aura bien lieu, ce qui suppose que M. Mauroy ne sera pas « chaperonné » — pour reprendre les termes de M. Morin (Le Monde du 30 mars) — par une personnalité fédérale durant son séjour au Québec.

De notre correspondant

taille jusqu'à ces derniers jours. Pour M. Pierre-Elliott Trudeau, cet événement représente une grande victoire d'importance historique. L'histoire retiendra son nom pour son action en faveur de l'accession du Canada à l'âge adulte par la suppression d'un anachronisme constitutionnel qui, depuis la colonie britannique, demandait l'autorisation de Westminster pour modifier la Constitution. Cette disposition avait été maintenue après l'accession du Canada à l'indépendance formelle en 1981 (statut de Westminster), car les provinces et le gouvernement fédéral étaient incapables de s'entendre sur la façon de modifier la Constitution. La reine Elizabeth II sera à Ottawa du 15 au 18 avril pour participer aux festivités qui entoureront la proclamation officielle de la nouvelle Constitution. Elizabeth II, dernière reine du Canada, où elle sera représentée par le gouverneur général.

Un droit de veto

Il y aura un grand absent à ces festivités. Le Québec a refusé de signer l'accord constitutionnel intervenu le 5 novembre entre le gouvernement fédéral et les neuf provinces anglophones (Le Monde du 7 novembre). Le premier ministre québécois, M. René Lévesque, estimait alors qu'un tel accord ne prévoyait pas de garanties suffisantes pour protéger la spécificité de la province francophone. De plus, il reprochait au gouvernement fédéral de s'être doté d'instruments (en particulier par le biais de la Charte des droits et libertés incluse dans la Constitution) qui pourraient être utilisés pour intervenir dans certains domaines de juridiction provinciale, notamment en matière linguistique.

Le volcan mexicain, El Chichón, situé au sud-est du Mexique, près de la ville de Villahermosa, est nouveau entré en éruption, mercredi 31 mars, pour la seconde fois en quatre jours. Dimanche dernier, les cendres et les roches fondues crachées par le Chichón, dont l'éruption a fait au moins cinquante victimes, s'étaient éparpillées à plus de 20 kilomètres à la ronde et avaient enseveli trois villages. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

BOLENS: l'anti corvée

2 types
à 2 et 4 roues

BOLENS

Une gamme complète de 3 à 8 cv en torques hydrauliques ou avec bac de remorque. Grâce à un double système de coupe, l'herbe PULVÉRISÉE est projetée sur le sol et se transforme en litière pour vos animaux. Finies les corvées de l'entretien de votre terrain. Le BOLENS se loue partout.

Documentation gratuite demandez BOLENS NOW.

Yvan Béal

21 Avenue de l'Indépendance
63014 CLERMONT-FERRAND CEDEX
Téléphone: (03) 51 53 31 - Téléc: 59 00 09

ISTH Enseignement Supérieur depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

• SESSION : JUILLET 1982 •
UNIVERSITÉ D'ÉTAT - NOUVELLE ANGLETERRE
Programmes Anglais adaptés aux :

- Prépa. H.E.C.
- Prépa. S.C.P.O.

CENTRE AUTEUIL
6, Avenue Léon-Berney
75016 Paris
224.10.72

• SESSION : AOÛT 1982 •
INTERNE :
- H.E.C. : Prépa.
Entrée Directe 2^e année
- S.C.P.O. : Prépa.
Entrée en 1^{re} 2^e année

CENTRE ITALIE-TOLBIAC
83/87, Av. d'Italie - La Pépinière
75013 Paris 585.59.35
Lignes groupées

Cisjordanie : D...
Coup...

30 MARS: LE D

50/50

PROCHE-ORIENT

Cisjordanie : Daoud contre Goliath

III. — Couper les ponts ?

De notre correspondant FRANCIS CORNU

Depuis l'accession au pouvoir de M. Begin, les Israéliens ont accentué leur mainmise sur la Cisjordanie, rebaptisée Judée-Samarie, qu'ils occupent depuis 1967. La longueur de cette occupation et la nature de la répression menée par les militaires ont suscité des humiliations et des colères qui entraînent, surtout dans la jeunesse, l'acte vague de violence. En effet, par une politique concertée, Israël crée des faits accomplis dans les territoires occupés, y multiplie les implantations de colonies et dépossède progressivement les Arabes, qui deviennent locataires de leur propre pays. (Le Monde des 31 mars et 1^{er} avril).

Jérusalem. — A l'aube, des files de taxis et de camions s'étirent sur les routes menant aux ponts Allenby et Damia sur le Jourdain, en attendant l'ouverture des postes de contrôle israéliens. Depuis le début de l'occupation de la Cisjordanie, la « frontière » entre Israël et la Jordanie — bien que les deux pays soient toujours en état de guerre — reste entrouverte, mais pour combien de temps encore ?

Tout récemment, à la veille de son offensive pour réduire au silence les partisans de l'O.L.P. et le mouvement nationaliste dans les territoires occupés, le gouvernement israélien, par la voix du nouvel « administrateur civil » de Cisjordanie, M. Meirav Milson, a menacé de remettre en cause la politique des « ponts ouverts », inventée il y a quatorze ans par Moshe Dayan, et qui, jusqu'à présent, n'a cessé d'être appliquée. Pour Moshe Dayan, c'était une « soupe de sécurité ». Mais, pour M. Begin, cette politique devient dangereuse, car elle autorise en fait les habitants de Cisjordanie et du territoire de Gaza à rester en contact avec le monde arabe, avec l'O.L.P., et elle préserve l'influence du régime jordanien sur ses anciens administrés. Déjà, les habitants de Ramallah, d'El-Birch et de Naplouse ont été interdits de voyage en Jordanie, après la vague d'agitation provoquée par la destruction des mairies de ces trois villes. Auparavant, les autorités israéliennes avaient donné l'ordre aux municipalités d'interrompre leurs relations avec la commission conjointe créée en 1978 par la Jordanie et l'O.L.P. pour distribuer dans les territoires occupés l'aide financière des pays arabes (1). Le gouvernement de M. Begin a manifestement la tentation de « couper les ponts » pour accentuer sa mainmise et son contrôle sur les territoires occupés. S'il prenait cette décision, disent les Palestiniens, ce serait un nouveau pas, peut-être le dernier, vers l'annexion formelle.

La menace est prise très au sérieux par les habitants de Cisjordanie et de Gaza, car, pour eux, les liens avec la Jordanie et, partant, avec l'ensemble du monde arabe sont vitaux. Les ponts facilitent la réunion des familles dispersées (70 % de la population de Jordanie est d'origine palestinienne), donnent la possibilité d'aller trouver du travail dans les pays du Golfe ou d'é-

duer dans les universités arabes, et surtout représentent un débouché important pour l'économie des territoires occupés. Leurs productions agricoles et industrielles sont exportées, pour plus du tiers, par cette voie (2). Arrêter ou limiter cette circulation des personnes ou des biens serait un nouveau moyen de restreindre le développement économique de la Cisjordanie et de Gaza.

Une dépendance économique croissante

L'administration israélienne se défend évidemment d'avoir un tel dessein et, pour répondre à cette accusation, produit des statistiques avantageuses. Selon un rapport publié en 1981 par le ministère de la Défense, la moyenne annuelle d'augmentation du produit national brut dans les territoires occupés a été de 13 % depuis 1967. Le document souligne particulièrement que le nombre des réfrigérateurs a presque quadruplé. Les Palestiniens affirment que cette présentation est à la fois partielle et fautive, et les économistes de l'université de Bir-Zeit, principal centre d'enseignement supérieur dans les territoires occupés, déclarent que les Israéliens ne peuvent s'attribuer le mérite de ce progrès, et ils prétendent que la croissance est en réalité très inférieure, en tout cas inférieure à ce qu'elle aurait pu être sans l'occupation israélienne. Ils font remarquer que la Jordanie a connu au cours des dernières années un incontestable boom économique, qui ne doit rien à Israël.

Les Palestiniens se plaignent essentiellement du fait que leur économie est de plus en plus dépendante de celle d'Israël. Il s'agit, en effet, d'une intégration progressive, mais qui paraît irréversible : les statistiques du ministère de la Défense le montrent : 60 % des exportations des territoires occupés étaient, en 1968, dirigées vers la Jordanie et les pays arabes et 40 % vers le marché israélien. En 1979, la proportion s'était déjà inversée. Plus grave : entre ces deux dates, les importations en provenance d'Israël sont passées de 75 % à près de 90 %. Il y a aussi un gain flagrant pour l'exploitation des réserves en eau. Les Israéliens ne s'en cachent pas : dans le projet d'autonomie, ils en exigent le monopole. Depuis 1967, une trentaine de puits à grande profondeur ont été forés en Cisjordanie au profit des colonies israéliennes, mais aucun pour la population locale. Quant à l'industrie, très artisanale, elle est en déclin.

Investir, moderniser ? Les capitalistes palestiniens préfèrent faire des placements en Jordanie ou ailleurs, car les Israéliens imposent aussi leur inflation (près de 100 % en 1981) et la dévaluation constante de leur monnaie. De toute façon, tous les établissements bancaires dans les territoires occupés sont israéliens, les banques arabes ayant été fermées en 1967 (une seule a été autorisée à rouvrir l'an dernier à Gaza).

« La plupart de nos demandes de permis concernant des projets importants de développement — en matière de construction de logements, de création ou d'extension d'entreprises, d'équipement pour les municipalités — sont refusées ou ne reçoivent pas de réponse », déclare M. El Masri, président de la chambre de commerce de Naplouse.

Autre forme de colonisation qui est vivement dénoncée dans les milieux politiques palestiniens : soixante-dix mille habitants des territoires occupés — soit un tiers de la main-d'œuvre de ces régions — franchissent tous les jours la « ligne verte » (la frontière de 1967) pour venir travailler en Israël ; encore s'agit-il d'une donnée officielle, qui ne tient pas compte des travailleurs « irréguliers » (dix à vingt mille, peut-être davantage, selon certaines estimations) — embauchés à bas prix, sans aucune garantie sociale. En février, le bureau du travail de Haïfa a protesté contre l'existence dans cette ville d'un « marché aux esclaves », où sont proposés chaque matin, au choix des entrepreneurs, quelque six mille travailleurs de Cisjordanie. Il faudrait ajouter aussi les centaines de Palestiniens employés dans les colonies israéliennes de Cisjordanie : il n'est pas rare de voir des paysans arabes participer à la construction d'une implantation pour laquelle ont été réquisitionnées des terres qu'ils cultivaient. Israël manque de bras pour les travaux les plus ingrats et les moins bien rémunérés. Aussi les territoires occupés sont-ils devenus un réservoir de main-d'œuvre indispensable.

« A la conquête de nos terres, s'ajoute la fraude dérobée de notre économie, nous dit un étudiant de Bethléem, car on veut vraiment nous faire comprendre que notre avenir est ailleurs. » Les Palestiniens sont effectivement profondément choqués par l'attitude des habitants des implantations israéliennes en Cisjordanie et de la complaisance des autorités à leur égard.

Une élite expatriée

A Hébron, on incite par la violence des voisins de l'implantation de Kyriat-Arba à démolir, au besoin à coups de grenades. Le 20 mars, au nord de Ramallah, un adolescent disparu depuis plusieurs jours a été retrouvé mort. Selon sa famille, il aurait subi des sévices avant d'être abattu d'une balle au front. Un colon a été arrêté, inculpé de meurtre, puis libéré sous caution. Le mois dernier, un ministre disait aux drouzes de Golan qui veulent rester syriens que le gouvernement pourrait se charger de « faciliter leur transfert » en Syrie.

L'œil ? La question est posée avec d'autant plus de gravité que l'émigration est un phénomène latent en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. Il est vrai qu'il est plus ancien que l'occupation militaire : les Palestiniens craignent qu'il ne s'accroisse maintenant, alors que la progression de la colonisation se développe. Selon des statistiques

réalisées au passage des ponts de 1968 à 1979, de dix mille à quinze mille habitants ont quitté les territoires occupés chaque année (en 1980, ils ont été vingt-quatre mille), soit environ 10 % de la population totale actuelle (3). C'est toute une élite professionnelle et intellectuelle qui, tous les ans, s'expatrie. Le directeur d'une école technique de Bethléem nous a indiqué que 70 % de ses élèves partaient à l'étranger immédiatement après la fin de leurs études. Il y a cependant une réaction : les familles de la diaspora palestinienne envoient davantage d'argent pour aider leurs parents à ne pas quitter le pays. Le gouvernement jordanien, pour sa part, avec l'appui des autres pays arabes, tente d'encourager les Palestiniens « de l'intérieur » à rester chez eux. Aux habitants du secteur de Jérusalem il fournit les crédits à la construction. Résultat : trente mille Palestiniens se seraient installés à Jérusalem et dans ses faubourgs au cours des deux dernières années. Cette indication est fournie avec regret par le ministre de la Défense, M. Ariel Sharon.

Selon des calculs réalisés par deux statisticiens, un israélien et un américain, les Arabes, ceux des territoires occupés et ceux qui vivent en Israël (six cent mille) seront majoritaires dans le Grand Israël de M. Begin en l'an 2010, et même peut-être avant. Ces calculs sont fondés sur une évaluation du taux d'accroissement des populations juive et arabe (17 pour 1000 dans le premier cas et 40 pour 1000 dans le second) compte tenu d'une prévision des mouvements d'émigration qui affectent l'une et l'autre communautés. Mais cela n'est pas fait pour rassurer les Palestiniens, qui craignent que la peur de la croissance démographique arabe n'amène à mettre au point une politique d'émigration dans les territoires occupés. « Pour cela, les ponts sur le Jourdain sont encore utilisés par les Israéliens, soupire un homme d'affaires de Jérusalem-Est. Fasse le ciel qu'ils ne deviennent pas, un jour, à sens unique ! »

Prochain article :

DES PALESTINIENS SUR MESURE

(1) De source palestinienne, on indique que cette aide devait s'élever en 1981 à 70 millions de dollars, ce qui représenterait environ 60 % du budget de fonctionnement des municipalités de Cisjordanie et près de 100 % de leur budget d'équipement.

(2) Agrumes, produits laitiers, huile d'olive, et des produits manufacturés tels que du savon et des chaussures.

(3) Un million trois cent mille habitants pour l'ensemble des territoires occupés (850 000 en Cisjordanie et 450 000 dans le territoire de Gaza).

• RECTIFICATIF. — A la suite d'une erreur de transmission, on pouvait lire dans le premier article de la série de Francis Cornu (Le Monde du 31 mars) que l'amende infligée aux manifestants de Cisjordanie était de 1 000 chekels. Il fallait lire 10 000 chekels, soit 3 300 francs.

RENOUVEAU JUIF

SUR FR 3

Tribune libre télévisée

Lundi 5 avril 1982 à 18 h 55

comment préparer...

SCIENCES-PO

(entrée en 1^{re} ou 2^e année) 200 pages. Présentation des L.E.P. (Paris, Provins), conseils de méthode, présentation des épreuves, annales, débouchés, etc.

les GRANDES ECOLES de COMMERCE

372 pages, liste des préparations avec leurs résultats, les épreuves des concours, annales et statistiques, présentations détaillées de 28 écoles, débouchés et salaires.

les ETUDES MEDICALES

116 pages, présentation de la réforme des études médicales, programmes et analyses des statistiques de PCEM 1 pour les CHU de Paris (proposé sur demande).

VENTE en librairie : diffusion VUBERT ou par correspondance 50 frs par guide en chèque à Groupe SIGMA - 16 rue du Cloître N-Dame - 75004 - T. 225.53.30

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL

Grandes tailles prêt-à-porter

COSTUMES LÉGERS

DEMI-SAISON

VESTES SPORT, BLAZERS,

BLOUSONS TOILE MODE,

IMPERFS TRENCHS,

ENSEMBLES SAHARIENNES.

BLOUSONS D'HIVER DU DAIN,

EXCLUSIVITE

JOHN RAPAL

PANTALONS LÉGERS,

JEANS, VELDURS, PULLS,

CHEMISES VILLE ET SPORT,

(4 LONGUEURS DE MANCHES)

40, rue de la République

75001 PARIS - Tél. 335.02.00

Ouvert du lundi au samedi

de 9 h 30 à 19 h sans interruption

Maison Propriétaire-Prestataire

RÉSIDENCES - CLUBS 3^e AGE

Spécialiste Côte d'Azur

Cabinet INDEXA

52, av. Jean Médecin - 06000 NICE

Tél. : (03) 80.98.31 (F.N.A.I.M.)

Machiavel au pays du marketing

R. LAUFER et C. PARADEISE

Le Prince bureaucrate

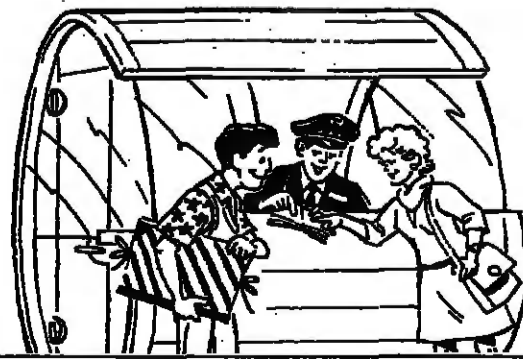


Flammarion

Socialistes et libéraux condamnent la bureaucratie. Elle concentre cependant l'essentiel des pouvoirs. Ce divorce entre principes et réalité inquiète les foules. Le Prince, lui, reste tranquille : quel est le secret de cette force tranquille ? le marketing. R. Laufer et C. Paradeise - Le Prince bureaucrate. 85 F.

Flammarion

30 MARS: LE DERNIER SALON OÙ L'ON CAUSE



de Von Kleist, mais de scène Patrick Guitard

et de la mise en scène avec le jeune théâtre National

l'urgence absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences néfastes, qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants ind-

quelqu'un comme MK-2. Diffusion : 14-juliet, MK-2. Diffusion : 14-juliet, MK-2. Diffusion : 14-juliet, MK-2.

S'il y a séparation au sein d'un couple, on coupe. Çaumont, çaumont, çaumont. Çaumont, çaumont, çaumont.

les deux verseront... CLAUDE DEVARREUX

PROCHE-ORIENT

LA VISITE DE LORD CARRINGTON A JÉRUSALEM

M. Begin estime qu'Israël est plus « généreux » pour les Cisjordanais que la France pour les Corses

Jérusalem (A.F.P.). — Le gouvernement israélien a exprimé sa « consternation » face à la « dénonciation » par la communauté européenne de sa politique en Cisjordanie et à Gaza, le jour où le chef de la diplomatie britannique, Lord Carrington, entamait mercredi 31 mars, à Jérusalem, deux jours de conversations avec les dirigeants israéliens.

La dernière déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement des Dix à Bruxelles, a jeté une ombre sur la visite de Lord Carrington, la première du secrétaire au Foreign Office depuis 1978.

Les Dix ont demandé qu'Israël mette fin aux « atteintes portées aux libertés et droits des habitants des territoires occupés ». Les Dix, a estimé le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, « ignorent la réalité présente en Judée-Samarie (Cisjordanie) et ne tiennent pas compte des incitations à la violence de l'O.L.P. ».

Le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Shamir, a critiqué la déclaration européenne durant un premier entretien de cinquante minutes en tête-à-tête avec le secrétaire au Foreign Office. De son côté, Lord Carrington a critiqué « modérément » la politique israélienne dans les territoires occupés, affirmant qu'elle pouvait « entraver le processus de paix au Moyen-Orient ». Il a été plus explicite au cours du dîner offert par M. Shamir : « Si nous demandons pour Israël le droit de vivre en paix et en sécurité, nous devons considérer que ces droits sont les mêmes pour d'autres », a-t-il affirmé. « Pour cette raison, nous pensons que les Palestiniens ont droit à l'autodétermination et doivent être partenaires de négociations concernant leur avenir. L'association de l'O.L.P. nécessite l'acceptation du droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité dans le cadre d'un règlement qui tienne compte aussi de ses aspirations ».

M. Shamir a réaffirmé l'opposition israélienne catégorique à la création d'un Etat palestinien, sous la direction de l'O.L.P. : « L'heure n'est pas venue pour nous de nous retirer, a-t-il dit, notre sensibilité pour chaque morceau de la terre d'Israël augmente ».

« Il doit être absolument clair, a-t-il poursuivi, qu'en aucune circonstance, nous n'accepterons ».

LE P.S. N'ENVISAGE PAS D'INVITER M. ARAFAT A PARIS

M. Huntzinger, secrétaire national adjoint du parti socialiste pour les affaires internationales, a reconnu, mercredi 31 mars, à l'Organisation de Libération de la Palestine, une « représentativité politique incontestable ». Il a cependant déclaré, au cours d'une conférence de presse, que pour le parti socialiste, une visite en France de M. Arafat, président de l'O.L.P., n'est « ni envisagée ni envisageable ».

Il a affirmé que le P.S. « envisage de soutenir toutes les initiatives visant à l'établissement des conditions d'un dialogue direct entre israéliens et palestiniens », et qu'il allait entreprendre une « large action d'information et d'éducation auprès de ses militants pour expliquer sa position », à la suite du voyage de M. Mitterrand en Israël.

« Il y a un peuple palestinien qui a le droit à l'autodétermination », ce processus, sous réserve d'une reconnaissance mutuelle et préalable entre israéliens et palestiniens, devra s'accomplir et aboutir à l'établissement d'un Etat palestinien qui ne peut être la Jordanie, a-t-il dit.

Commentant la répression en Cisjordanie, M. Huntzinger a estimé qu'il n'était pas possible de voir Israël au travers du comportement de M. Begin. « Il y a en Israël une société troublée par certains comportements manifestement condamnables et qui relèvent de la responsabilité du gouvernement israélien actuel », a-t-il dit. Il a indiqué qu'il rendrait en mai, à Alger, puis en juin en Israël pour y rencontrer les dirigeants travaillistes et ceux du Mapam (socialistes stalinistes).

LA GUERRE DU GOLFE

Avec les combattants de Dezful et leurs prisonniers irakiens

Dezful (A.F.P.). — « En nous attaquant, vous avez combattu l'islam », Traillis et rangiers sous sa robe traditionnelle du malak, l'hadjolestam Ali Ghaboni Nejhad, responsable politique et idéologique du front de Dezful, haranguait, lundi 30 mars, un groupe de deux mille prisonniers irakiens capturés au cours de l'offensive Fath (victoire).

« En combattant la République islamique iranienne, vous luttiez contre l'islam, contre Dieu. Les peuples iraniens et irakiens sont frères. Il faut une république islamique en Irak », proclame l'hadjolestam dans la cour d'une caserne de Dezful où sont rassemblés les prisonniers. Ceux-ci reprennent sans grande conviction les slogans « Mort à Saddam », (Saddam Hussein, chef de l'Etat irakien), « Mort à l'Amérique ».

« Nous avons été trompés par Saddam, de toute manière nous ne pouvions qu'obéir aux ordres », affirment certains prisonniers sur journalistes qui s'efforcent de leur faire des questions, alors qu'un soldat ose déclarer, très vite : « Vous savez, nous sommes des prisonniers, nous n'avons rien fait de mal, nous n'avons pas tué personne, nous sommes des soldats ».

Les plus désorientés sont les prisonniers non irakiens. Selon les officiers irakiens, ils seraient une centaine sur les quinze mille captifs, la plupart originaires de pays arabes tels l'Egypte, la Jordanie, le Yémen du Nord, le Soudan, le Liban et quelques-uns d'Afrique (Soudanais, Zambiens et Ougandais).

« Pourquoi est-il venu nous combattre, pour l'argent ? Tu ne comprends pas que nous défendons l'islam contre l'impérialisme », demande en anglais un soldat irakien à un jeune soudanais.

« Je te jure que je n'ai pas tiré une seule balle. J'ai été conduit de force sur le front et j'ai seulement tiré trois fois », répond celui-ci, visiblement effrayé. « Je te comprends, je te jure que je l'ai compris »,

Haider Saad, un magon libanais de vingt-trois ans, se dé-

ASIE

VIETNAM

APRÈS LE 6^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE La position de Hanoï sur le Cambodge demeure tout aussi intransigeante

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le vainqueur de Dien-Bien-Phu, le général Vo Nguyen Giap, éliminé du bureau politique : telle aura été la seule vraie surprise du 6^e congrès du parti communiste vietnamien qui s'est achevé, mercredi 31 mars, à Hanoï. Même si, derrière eux, la relève se prépare, les dirigeants communistes continuent de diriger le pays : MM. Le Duan, secrétaire général (soixante-quatre ans), Truong Chinh, président du Conseil d'Etat (soixante-quatre ans) et Pham Van Dong, premier ministre (soixante-seize ans).

M. Le Duan, que l'on disait prêt à céder le pouvoir pour des raisons de santé, apparaît toujours comme l'homme fort du régime. Dans son rapport d'orientation, M. Dong n'avait-il pas, in fine, invité le peuple à aller de l'avant sous la conduite de « l'ami camarade secrétaire général » ? La plupart des pays d'Europe de l'Est, la Mongolie et Cuba viennent de lui décerner leurs plus hautes distinctions, et l'Union soviétique, qui voit en lui « un éminent révolutionnaire vietnamien et un militant de renom du mouvement communiste international », l'ordre de Lénine.

« Du sang nouveau », il en fallait pourtant du haut en bas de la hiérarchie. Des membres du précédent bureau politique, un seul avait moins de soixante-dix ans. Parmi les membres de l'ancien comité central, « beaucoup sont vieux et en mauvaise santé. Ils ont une compréhension limitée » de la gestion économique, avait dit M. Le Duc Tho devant le congrès. Et la sévère autocritique faite par M. Le Duan sur les erreurs du passé n'a épargné personne. De la base au sommet, il importait donc pour le P.C.V. de se débarrasser des « mauvais éléments ».

La ligne demeure

Six membres sur quinze quittent le bureau politique. Quatre y font leur entrée. M. Nguyen Co Thach, ministre des Affaires étrangères, y figure en tant que suppléant. Au secrétariat, cinq membres sur neuf n'ont pas été réélus : six nouveaux y ont été nommés. Quant au comité central, il rassemble cent cinquante-deux membres (soixante-trois titulaires et trente-trois suppléants), au lieu de cent trente-trois précédemment. Le général Giap y occupe le sixième rang (1).

JACQUES DE BARRIN.

(1) Mme Nguyen Thi Binh, ancien ministre des Affaires étrangères du G.P.F. sud-vietnamien et ministre de l'éducation y fait aussi son entrée. (2) Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

LES NOUVEAUX OPGANES DIRIGEANTS DU PARTI

Voici la liste des membres du nouveau bureau politique dans l'ordre où ils ont donné leur adhésion à l'agence de presse vietnamienne : M. Le Duan, secrétaire général, MM. Truong Chinh, Pham Van Dong, Pham Hung, Le Duc Tho, le général Chu Huy Man, MM. Tu Huan, Vo Van Kiet, Bo Muoi, général, et MM. Duong Anh (*) et Nguyen Duc Tam (*). Suppléants : M. Nguyen Co Thach (*) et le général Dong Si Nguyen (*). L'ordre hiérarchique des onze premiers membres du bureau politique est le même qu'à l'issue du quatrième congrès (1976). Le général Vo Nguyen Giap et MM. Nguyen Duy Trinh, Le Thanh Nhai, Tran Quang Hoa, Le Van Luong et Nguyen Van Linh quittent le bureau politique, mais restent au comité central.

Le nouveau secrétariat du comité central est ainsi composé : MM. Le Duan, Le Duc Tho, Vo Chi Cong (*), Nguyen Duc Tam (*), Nguyen Lam, Le Quang Dao, Hoang Tang (*), Nguyen Thanh Binh (*), Tran Kien (*) et Tran Xuan Bach (*).

Les quatre membres qui conservent leur poste restent dans le même ordre hiérarchique qu'en 1976. Quitte le secrétariat : MM. Nguyen Duy Trinh, Nguyen Van Linh, Tu Huan, Xuan Thuy et Song Hae, M. Xuan Thuy, qui avait dirigé la délégation de Hanoï à la conférence de Paris sur la paix et qui avait joué un rôle politique important, ne fait plus partie du comité central.

L'antérieur indique les nouveaux membres.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AMÉRICAIN A LA DÉFENSE, M. Caspar Weinberger, a quitté Séoul jeudi 1^{er} avril à destination de Manille, dernière étape de sa tournée dans trois pays d'Extrême-Orient.

(A.F.P.)

L'ÉCONOMIE CAMEROUNAISE AU SEUIL DU 1^{er} PLAN

AFRIQUE INDUSTRIELLE, bi-mensuel international d'informations économiques, publie dans son numéro du 1^{er} avril un dossier exceptionnel consacré à l'économie camerounaise.

■ **ALUMINIUM** : une interview de M. Claude Adillet, directeur général d'Alucam. ■ **BANQUES** : une interview de M. Louis-Claude Nyassa, président-directeur général de la Société nationale d'investissement, et les activités de la S.N.I. de la B.C.D. de la B.C.C. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N. de la B.C.O. de la B.C.P. de la B.C.Q. de la B.C.R. de la B.C.S. de la B.C.T. de la B.C.U. de la B.C.V. de la B.C.W. de la B.C.X. de la B.C.Y. de la B.C.Z. de la B.C.A. de la B.C.B. de la B.C.C. de la B.C.D. de la B.C.E. de la B.C.F. de la B.C.G. de la B.C.H. de la B.C.I. de la B.C.J. de la B.C.K. de la B.C.L. de la B.C.M. de la B.C.N

LA TRANSFORMATION DES STRUCTURES ÉCONOMIQUES EN CHINE

La politique industrielle reste marquée par de graves contradictions

De notre correspondant

Pékin. — Que les économistes chinois et les dirigeants chargés de la mise en œuvre du développement du pays soient divisés sur la stratégie à adopter pour réaliser la « modernisation socialiste » est un fait établi. Sans entrer dans le détail des classifications rapides qui sont parfois établies — partisans de l'industrie lourde contre « pétroliers », « réformistes » contre « planificateurs », — on peut, néanmoins, voir un sérieux indice de ces divergences dans l'incapacité dans laquelle le gouvernement s'est trouvé en décembre dernier de présenter le plan quinquennal 1981-1985 devant l'Assemblée nationale populaire. Quant au plan pour l'année 1982 — on tout au moins ce qui en a été révélé, — il n'appartient pas à son caractère sommaire.

Ces hésitations transparaissent à nouveau dans un exposé que le premier ministre, M. Zhao Ziyang, a fait au début du mois de mars à Tianjin, devant la conférence sur l'industrie et les transports, et que le *Quotidien du peuple* a publié le mardi 30 mars.

Partisan avéré des réformes — n'en avait-il pas mis un certain nombre en vigueur dans la province du Sichuan lorsqu'il la dirigeait ? — le chef du gouvernement se voit aujourd'hui contraint, pour prendre en compte des exigences opposées, de tenir un discours parfaitement contradictoire. Face aux obsédés du taux de croissance, très nombreux dans la bureaucratie dirigeante, le premier ministre ne cache pas que le rythme du développement n'est pas sa préoccupation première. Le danger principal, selon lui, n'est pas, en effet, dans le risque que l'on néglige d'accroître la production, mais dans le désintérêt envers l'« efficacité » économique. Que signifie, de fait, une croissance industrielle de 4 %, telle que celle que le pays aurait connue l'an dernier, lorsqu'on sait, comme le révélait récemment le *Quotidien du peuple*, que 25 % des articles produits pour le marché sont restés en stock dans les départements commerciaux, ce qui représente une perte de plusieurs milliards de yuans ?

Gaspiillage

M. Zhao Ziyang a lui-même donné quelques exemples de ce gaspiillage : « L'an dernier, a-t-il dit, cinquante-huit types de marchandises ont vu leurs stocks augmenter massivement. » Il s'est étonné aussi que certaines usines de l'industrie mécanique se plaignent de l'absence de matières premières, alors que la quantité d'acier non utilisé s'élevait, en décembre 1981, à 20 millions de tonnes, chiffre considérable si l'on songe que la production annuelle est de 35 millions de tonnes. La manie de produire pour produire aboutit ainsi, a démontré le chef du gouvernement, à un « gonflement artificiel » de l'activité économique, qui est, a-t-il dit, « non seulement désavantageux, mais nuisible ». Il convient donc de s'attacher à obtenir « un rythme réel et effectif » du développement, et, pour ce faire, d'accroître l'efficacité de la production, afin que celle-ci réponde mieux aux « besoins de la société ».

S'il est relativement simple d'énoncer un tel principe, il est en revanche moins facile de le mettre

en application. Et c'est là que le discours commence à entrer dans une logique différente. Satisfaire le « besoin social », en effet, n'est pas une tâche aisée dans un pays aussi grand que la Chine et où les instruments de mesure économique (statistiques, par exemple) sont notoirement insuffisants. Comment prévoir l'évolution de ces besoins, dont M. Zhao Ziyang reconnaît lui-même qu'ils changent en fonction du développement de la production, de l'amélioration du niveau de vie, du temps et des régions ? Le chef du gouvernement, à vrai dire, apparaît plutôt désarmé devant l'ampleur du problème. S'il est en mesure de cerner le véritable défi économique auquel est confrontée la Chine, il paraît être dans l'impossibilité, pour des raisons qui ne tiennent sans doute pas qu'à lui, de proposer des solutions qui y seraient adaptées.

Aussi bien les remèdes suggérés sont-ils d'un grand classicisme : il faut promouvoir des normes économiques et techniques afin d'éviter la « création aveugle » d'entreprises, économiser l'énergie et adapter le rythme de l'activité à l'approvisionnement en ce domaine. Il faut encore améliorer le travail de prévision et d'information sur l'état de marche, ne pas hésiter à intervenir par des mesures administratives pour stopper des productions jugées inutiles et, last but not least, « renforcer la planification ». Ce programme est résumé dans une

formule typiquement chinoise : « Un grand plan, de petites libertés, une grande centralisation, une petite décentralisation. »

Tendances inflationnistes

Il est significatif que rien ou presque ne soit dit en faveur des mécanismes de régulation économique, tels que, par exemple, les prix. La timidité du gouvernement en la matière peut, dans une certaine mesure, se comprendre, compte tenu des tendances inflationnistes qui se manifestent depuis deux ou trois ans sous la pression notamment d'une augmentation considérable de la masse monétaire : plus 70 % depuis 1978. Officiellement le réajustement de la vie depuis la même année aurait été d'environ 20 % (le chiffre réel serait beaucoup plus élevé). Ce phénomène nouveau dans la société chinoise d'après la libération est politiquement dangereux par ses effets sociaux déstabilisateurs. Mais, d'un autre côté, certaines augmentations de prix, après celles déjà intervenues, apparaissent indispensables si le gouvernement veut, d'une part, alléger la charge financière que représentent les subventions à certains produits (32 milliards de yuans en 1981, soit près de tiers des dépenses budgétaires) et, d'autre part, favoriser une certaine vérité économique.

Or, en la matière, M. Zhao paraît carrément tourner le dos aux méca-

nismes qui pourraient faire jouer aux prix un plus grand rôle. Sur le marché intérieur, le mot d'ordre est de « stabiliser » et de rétablir partout où ils ont été supprimés les quotas de livraison de produits agricoles à l'État afin de réduire la part des marchandises « négociées » sur le marché à un prix plus élevé.

En matière de commerce extérieur, la même retenue est recommandée. Il s'agit, a dit le premier ministre, de mettre fin à la « guerre des prix » que se livrent de plus en plus des entreprises chinoises afin de conclure des affaires. « Pas de compétition devant les commerçants étrangers », a conseillé M. Zhao. Même prudence en ce qui concerne les primes. Le chef du gouvernement reconnaît qu'il existe un phénomène de « distribution abusive » (en fait les primes sont très souvent réparties de façon uniforme sans tenir compte du rendement). Mais le seul remède, qu'il avance est de contrôler leur montant afin que leur niveau ne dépasse pas celui de l'an dernier. Et c'est encore le recours au contrôle qui est proposé pour limiter les investissements dans le domaine des infrastructures.

Par son effet centralisateur, une telle médecine peut permettre de limiter les manifestations de « particularisme » et de « libéralisme » qui seraient apparues depuis quelque temps et que le premier ministre a dénoncées. On peut douter en revanche qu'elle accroisse notablement l'efficacité d'une économie qui en aurait pourtant grand besoin.

MANUEL LUCBERT.

La fin des communes populaires ?

De notre correspondant

Pékin. — L'un des plus célèbres fleurons du système maoïste, les communes populaires, devrait bientôt disparaître du paysage chinois. Ou, à tout le moins, si l'appellation de « communes » devait finalement être maintenue pour des raisons d'opportunité politique, les fonctions de ces dernières devraient être transformées de façon telle que la nouvelle organisation des campagnes n'aurait d'ici quelques années plus rien de semblable avec celle existant actuellement. C'est ce qui ressort d'un article publié, le lundi 29 mars, dans le dernier numéro de la revue *Pékin information*. S'il prend encore quelques précautions de style, l'auteur ne cache pas cependant, d'une part que la question de la réforme du système en vigueur est, « à l'étude », et, d'autre part, qu'un nombre croissant de gens sont d'avis qu'il serait plus raisonnable de séparer les fonctions d'administration gouvernementale de celles de gestion économique des communes.

Conçues à l'origine, lors de leur création en 1958, comme devant être l'unité de base de la société socialiste, rassemblant paysans, soldats, ouvriers et employés, les communes, en supplantant les anciens « xiang », se sont, en effet, entièrement fondues avec l'appareil d'État. Elles sont, comme le dit la Constitution, la plus petite division administrative de la République populaire, du moins dans les campagnes.

Or, poursuit l'article de *Pékin information*, les expériences menées dans certaines régions depuis déjà quelque temps dans le but d'étudier la meilleure façon de transformer le système ont montré qu'il fallait se débarrasser des « limitations » inhérentes à la présente organisation afin de surmonter les « imperfections » apparues dans le travail économique.

L'auteur reconnaît aux communes populaires le mérite d'avoir joué un « rôle positif » dans la réalisation de vastes travaux hydrauliques à la campagne, d'avoir favorisé l'extension des terres arables et le développement d'industries rurales et d'activités auxiliaires, ainsi que, « dans certains endroits », celui d'avoir aidé au développement de l'économie rurale. Mais, « dans l'ensemble, ajoute-t-il, le système a plus d'un défaut ».

Confusion des tâches

En fait, écrit le collaborateur de *Pékin information*, le cumul des deux fonctions exercées par les communes est « contradictoire ». Expression du pouvoir administratif à la base, la direction des communes a le droit de « surveiller » les affaires politiques, économiques, culturelles et sociales sur les terres relevant de sa juridiction. Mais, en tant qu'organisations économiques de propriété collective, « les communes ont besoin d'une indépendance économique et comptable ». La confusion des tâches a donné lieu à des « ingérences » dans le travail des équipes de production, d'autant plus mal accueillies ces dernières années que celles-ci se sont vu accorder davantage de pouvoir de décision grâce à l'introduction de « systèmes de responsabilité » dans la production.

L'article reproche en outre au système d'imposer aux paysans la « charge » des cadres des communes (politiques, éducateurs, médecins) et de tout le personnel bureaucratique. Bien souvent, cette organisation a conduit à « une concentration excessive du pouvoir dans les mains de quelques-uns » et n'a aidé « ni à la consolidation du pouvoir politique ou à l'amélioration de la vie démocratique dans les unités de base, ni au développement de l'économie rurale socialisée indépendamment des divisions administratives ».

Ces critiques ne sont pas vraiment inattendues. Depuis environ trois ans, de nouvelles formes d'organisation de la production se sont multipliées à travers le pays, donnant plus d'autonomie aux unités de base. Par prudence politique, ces réformes ont été mises en place dans le cadre formel des communes. Cependant, certaines provinces, telles le Sichuan et l'Anhui, sont allées plus loin et ont, dans certains districts expérimentaux, démantelé l'ancien système des communes. L'exemple doit être étendu dans le courant de l'année à une dizaine d'autres provinces.

L'un des « trois drapeaux rouges »

Ces expériences étaient menées jusqu'ici avec une certaine discrétion de peur de heurter les milieux les plus hostiles à tout changement. Dans la mythologie maoïste, les communes populaires, ce « défi au monde entier », selon le mot de Mao, étaient, avec la ligne générale et le Grand Bond en avant, l'un des « trois drapeaux rouges ». Ce slogan avait symbolisé l'édification du socialisme dans la période 1958-1959. Les communes devaient être un « raccourci » vers le communisme, expression que les Soviétiques, Khrouchchev en particulier, n'avaient pas manqué par la suite de critiquer.

Entreprise devant porter la vie collective à un degré jamais connu auparavant, la mise en place des communes, toutefois, ne s'était pas faite sans difficultés. Dès l'année qui avait suivi leur création, le parti avait dû procéder à des ajustements, faisant des brigades, puis des équipes, les véritables unités de comptabilité, leur accordant le droit de participer à l'élaboration des plans de production, rétablissant dans bien des cas les parcelles privées et introduisant l'intéressement matériel. De vingt-cinq mille en 1958, le nombre des communes était passé à quelque soixante-dix mille en 1962, au lieu d'évoluer vers l'objectif de deux mille, comme le prévoyait le plan original. On en compte aujourd'hui cinquante-quatre mille, qui ont la charge de huit cent millions de paysans.

La mort des communes populaires dans leur forme actuelle était inscrite dans la logique des réformes réalisées dans les campagnes depuis trois ans.

En juin 1981, la résolution historique adoptée par le comité central ne contenait pas une seule appréciation positive de leur rôle.

M. L.

5 PIECES SEINE

à partir de 1.430.000 F*

Surface habitable : 113 m²
+ loggia 3 m² + balcon 11 m².

Dans immeuble élégant en bord de Seine, près du Pont Mirabeau, très beaux appartements plein Sud ou face à la Seine (studios, 2, 3, 4 et 5 pièces) tous prolongés de grands balcons.

*Prix 1^{er} étage, valeur mars 1982.

79, quai André Citroën
Paris 15^e. Tél. (1) 575.30.63

John Arthur et Tiffen
174, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. (1) 562.04.85

LES QUAIS FONT SALON. DEPUIS LE 30 MARS, DANS VINGT STATIONS DE METRO, LA RATP VOUS ATTEND SUR LE QUAI POUR VOUS FACILITER LE METRO, POUR VOUS ACCUEILLIR, POUR VOUS AIDER, POUR VOUS INFORMER.



Van Kleef mis en scène Patrick Quinard
au théâtre avec le Jeune Théâtre National
L'ingénieur des produits
américains. Mais il s'agit des con-
sultants détestés, qui ne peuvent
pas s'accrocher : les exploitants indésirables
d'un commerce... MK-2 Diffu-
sion) ne peut qu'applaudir au-
jourd'hui la volonté d'écarter
S'il y a séparation de...
Gaumont-Palace (on coupe l'écran)
« un bon spectacle », le maître
CLAIRE DEVARREUX.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 31 mars, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses délibérations, le communiqué suivant a été publié :

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Le ministre d'État, ministre de la recherche et de la technologie a présenté le projet de loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France, préparé après la plus large concertation avec les chercheurs, les universitaires, les responsables économiques, et après avoir été soumis à l'avis du Conseil économique et social.

Le projet, qui comporte un texte de loi et un rapport annexé également soumis à l'approbation du Parlement, définit comme objectif majeur de porter la dépense intérieure de recherche et de développement à 2,5 % du P.I.B. en 1985. Cet effort prendra notamment la forme de programmes mobilisant plusieurs milliards sur des thèmes d'intérêt national et associant des partenaires multiples.

La loi prévoit que les statuts des personnels de recherche pourront déroger au statut général de la fonction publique, afin de permettre le recrutement de chercheurs ou d'ingénieurs confirmés, français ou étrangers, d'améliorer les méthodes d'évaluation des aptitudes et de faciliter la libre circulation des hommes et des équipes entre les universités, les entreprises, notamment publiques, et les établissements d'enseignement supérieur.

Une nouvelle catégorie d'établissements publics à caractère scientifique et technique sera créée ; des groupements d'intérêt public à moyen déterminé constitueront un moyen puissant et original pour mener à bien des actions associant universités, entreprises publiques et privées ; la dimension régionale de la recherche sera prise en compte.

Les grandes lignes de ce projet de loi, que l'Assemblée nationale a voté le 11 mars, ont été exposées dans le Monde du 11 mars.

OBLIGATIONS COMPTABLES DES COMMERÇANTS ET DE CERTAINES SOCIÉTÉS

Le conseil des ministres a adopté, sur proposition du garde des sceaux, ministre de la Justice, un projet de loi relatif à la mise en harmonie des obligations comptables des commerçants et de certaines sociétés avec la quadruple directive de coordination du droit des sociétés adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 25 juillet 1978. Les adaptations ont pour but de donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats des entreprises.

Elles concernent la présentation des comptes annuels et du rapport de gestion des sociétés de capitaux, les modes d'évaluation, ainsi que la publicité des documents comptables. Les comptes annuels comprendront désormais le bilan, le compte de résultats et une annexe explicative ; leur présentation pourra être simplifiée pour les entreprises de moindre importance.

RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL

Le conseil des ministres a adopté le projet de loi sur la communication audiovisuelle, présenté par le ministre de la communication.

ORDONNANCES

Le conseil des ministres a adopté, sur la proposition du premier ministre, les deux dernières ordonnances prises en application de la loi d'orientation du 4 janvier 1982.

L'ordonnance relative à l'exercice de fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et agents de l'État, des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif, tend à faciliter le choix de ce type d'emploi dans le secteur public, y compris dans les hôpitaux, tout comme cela avait été décidé pour le secteur privé par l'ordonnance adoptée le 25 mars 1982 par le conseil des ministres.

Les fonctionnaires ou agents qui le désirent pourront aménager leur temps de travail, sans que celui-ci puisse être inférieur au mi-temps, dans des conditions qui garantiront, de façon équilibrée, les exigences de continuité du service public, et les droits et avantages des intéressés. Les comités techniques paritaires seront associés à la mise en œuvre du temps partiel.

Une autre ordonnance, relative à la cessation progressive d'activité, a pour objet de transposer aux agents civils des collectivités locales et de leurs établissements publics

administratifs des dispositions déjà prises, en vertu d'une précédente ordonnance, en faveur des fonctionnaires de l'État.

TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES

Le conseil des ministres a approuvé le décret majorant de 2,5 % les traitements des fonctionnaires au 1^{er} avril 1982 et portant ainsi leur salaire à 2 262,71 F brut, soit 2 074,59 F net. Le traitement minimum des personnels à temps incomplet est désormais calculé compte tenu de la durée effective de travail, sur la base du traitement minimum du personnel à temps complet.

FONCTION PUBLIQUE ET PÉN-D'ANCIENS COMBATTANTS

Le conseil des ministres a également approuvé les décrets aménageant, à compter du 1^{er} janvier 1982, le classement et l'indemnité de fonctionnaires dans lesquels sont classés les fonctionnaires civils et militaires des catégories C et D. Ces mesures, qui figurent dans le relevé des conclusions des négociations engagées avec les organisations syndicales par le ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, ont pour objet notamment d'adapter dans le traitement des fonctionnaires l'indemnité mensuelle spéciale existant depuis 1975. Elles ont pour effet de réajuster plus rapidement les traitements des plus bas selon des montants mensuels s'échelonnant entre 16 F et 156 F et constituent ainsi un premier élément de la remise en ordre de la grille indiciaire.

L'intégration de l'indemnité mensuelle spéciale et les modifications indiciaires qui en résultent ont pour conséquence une majoration uniforme de 1 % de l'ensemble des pensions des anciens combattants.

CONSEIL EUROPÉEN

L'essentiel des débats du Conseil européen des 23 et 24 mars a porté sur la situation économique et sociale dans les pays de la Communauté et, par conséquent, sur les problèmes liés à l'emploi. Il a été convenu que la politique sociale européenne portera d'abord

sur la coordination de la formation professionnelle des jeunes et organisera une consultation quadripartite en matière de durée du travail, à laquelle les forces syndicales seront associées.

Une politique économique anticyclonique commune a été jugée nécessaire, en vue d'obtenir la réduction des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux et d'adopter une attitude communautaire au prochain sommet de Versailles.

Un accord a été constaté sur la nécessité pour la communauté européenne de reprendre l'initiative dans le dialogue Nord-Sud à un moment où l'effort international en faveur des pays en voie de développement ne cesse de diminuer.

Afghanistan, Pologne, relations Est-Ouest, relations transatlantiques, Turquie, Chypre, ont été au centre des délibérations en matière de politique extérieure.

CONSEQUENCES DE LA DÉCENTRALISATION

Le premier ministre a fait une communication relative à la situation nouvelle créée pour les agents de l'État et des collectivités locales par la décentralisation, et à l'adaptation des statuts de ces agents qui devra en conséquence être entreprise.

CRÉDITS COOPÉRATIFS ET MUTUALISTES

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi créant le statut d'un nouveau type de banques dites « sociétés coopératives de banques ».

Ces établissements, tant par la nature de leurs actionnaires que par leurs règles de fonctionnement, seront essentiellement tournés vers le renforcement des activités financières des organismes mutualistes, coopératifs et associatifs, et la satisfaction des besoins de l'économie sociale ; ils devront accorder au moins 50 % de leurs concours à ce secteur de la vie économique et sociale. Ce projet de loi s'applique à la Banque centrale des coopératives et des mutualistes, à la Banque fédérative du Crédit mutual et à la Banque française de crédit coopératif qui pourront adopter le nouveau statut défini par le projet de loi.

Les sociétés coopératives de banques seront soumises aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux banques inscrites.

PERSONNES AGÉES

Le secrétaire d'État chargé des personnes âgées a évoqué la Journée mondiale des personnes âgées, mar-

quée le 7 avril prochain, à l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé par des manifestations dans de nombreux pays, en particulier en France où elles seront saluées par les collectivités et associations. Le secrétaire d'État a également indiqué que sera convoquée à Vienne, en juillet prochain, à l'initiative de l'ONU, une assemblée mondiale sur le vieillissement.

Le gouvernement a décidé, compte tenu notamment de l'enquête nationale réalisée en 1981, de poursuivre et d'amplifier les efforts en matière d'habitat, de services, de formation et de recherche ; plus de 5 000 emplois ont déjà été créés en dix mois dans les établissements.

En outre, les « personnes dépendantes » devenant plus nombreuses, il est important que les services de soins infirmiers à domicile soient généralisés et que soit renforcée la médicalisation des maisons de retraite. De nouvelles actions permettront à ceux des retraités qui le souhaitent, et en particulier aux plus jeunes, de participer activement à la vie sociale.

Une circulaire fixant les objectifs et les moyens de la politique d'action sociale et médico-sociale envers les retraités et les personnes âgées sera publiée. Dans le cadre de la décentralisation, elle précisera les initiatives de l'État et des collectivités locales. Pour une représentation et une participation plus réelles des retraités et personnes âgées, un comité national et des comités départementaux seront créés avant l'été. Consultés sur les programmes

d'action, ils participeront aux bilans de leur réalisation. Au sein des établissements, la création des conseils et le statut des résidents seront précisés par une loi.

En matière de ressources, le secrétaire d'État a présenté au conseil des ministres les grandes lignes du projet de loi permettant de porter de 50 à 52 % le taux des pensions de réversion du régime général et des régimes alignés, et assurant un caractère rattrapage des inégalités qui avaient frappé les retraités du régime général d'avant 1973. Ces mesures, soumises aux partenaires sociaux, seront examinées par le parlement à la session de printemps, et prendront effet au 1^{er} juillet.

M. Simon Nora nommé directeur de l'ENA

M. Simon Nora a été nommé directeur de l'École nationale d'administration, M. Bérégovoy a déclaré que cette nomination devrait être l'occasion d'adapter l'ENA aux tâches importantes du service de l'État, en l'ouvrant à l'esprit nouveau, faisant en sorte que tous ceux qui se reconnaissent cette vocation y trouvent une formation. Il a ajouté qu'un directeur adjoint serait également nommé.

(Le Monde du 24 février 1982 a publié la biographie de M. Simon Nora.)

M. Gabriel Peronnet, président d'honneur du parti radical-socialiste, souhaite « voir se créer une force de centre gauche pour l'équilibre de la vie politique française ».

L'ancien ministre estime qu'on ne peut pas laisser se poursuivre et même s'accroître l'effacement du pays en deux blocs hostiles. Selon lui, « le seul retour au scrutin proportionnel permettrait aux partis de s'exprimer librement. Seul il permettrait d' lutter contre la bipolarisation dangereuse pour la démocratie et qui ne fait, hélas ! que s'accroître ».

HAUTE-VIENNE. — La Fédération socialiste de la Haute-Vienne nous demande de publier que M.M. Lavy et Lecardeur, tous deux membres du P.S., qui avaient obtenu respectivement 2 et 1 voix lors de l'élection de M. Peyronnet (P.S.) à la présidence du conseil général, n'étaient pas candidats (le Monde du 28 mars) M. Rigout (P.C.), ministre de la formation professionnelle, qui avait également obtenu 1 voix, n'était pas non plus candidat. M. Peyronnet a obtenu 33 voix dans une assemblée de 40 membres qui comprend 19 P.S. et 14 P.C.

AGENCES : PUB • COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12 • 347.21.32

Au mois d'avril, à la Fnac...



Chaque mois, 32 pages d'informations sur les Rencontres à la Fnac, les Studios de la musique, les Amphis, les expositions et Alpha-Fnac.

Un programme complet (et gratuit) qu'il vous suffit de demander aux boîtes d'accueil de Fnac-Forum, Fnac-Montparnasse ou Fnac-Etoile.

Ci-dessous : extrait du programme avril 82.

Rencontres à la Fnac

Aventures sur l'Orénoque
Vivre l'Aventure avec un grand A... Ou pourquoi et comment, deux siècles après le baron de Humboldt et le botaniste Bonpland, Alain Rastoin et Alain Kerjean ont remonté l'Orénoque au cœur de la forêt amazonienne... Avec Alain Rastoin (et la projection du film réalisé par les deux équipiers : « Mavacca Arriba » - mention spéciale au Festival du film d'aventure vécu de La Plagne 1981).

Le 3 avril, de 15 h à 18 h

L'Allemagne de Cohn-Bendit
Pour la sortie de « Ils vivent autrement », de Eckhard Supp et Ingolf Diener (chez Stock). Une rencontre sur cette Allemagne alternative post-68, correspond pour Helmut Schmidt à « une rupture de la jeunesse avec l'ordre établi » et pour F.J. Strauss « est le ferment d'un nouveau terrorisme »... Avec Daniel Cohn-Bendit et les auteurs (animation par Pamela Tytel).

Le 20 avril, de 17 h 30

Mémoire juive, histoire juive
Autour de deux livres qui viennent de sortir : « L'avenir d'une négation - réflexion sur la question du



génocide », d'Alain Finkielkraut (au Seuil) et de « Quand j'étais juif » de Maurice Rajsfus (aux éditions Mergel). Avec les auteurs, dans un débat animé par Antoine Spire.

Le 23 avril, de 17 h 30

A propos... et le jazz ?
Une rencontre sur l'avenir du jazz. Avec François Nowak (compositeur et musicien), Gérard Terrones (producteur de disques), Bernard Rabaud (Petit Orchestre), Jean-Louis Chautemps (musicien), Bernard Loupias (« Le Matin »), André Francis (de Radio-France), Barney Willem (musicien)... Animation par Daniel Soutif (« Jazz Magazine »).

Le 27 avril, de 17 h 30

Où va la nouvelle science-fiction française ?
... Avec Serge Brussolo (« Sommeil de sang »), Dominique Douay (« Le monde est un théâtre »), Philippe Curval (« L'odeur de la bête »), Philip Goy (« Faire le mur »), et

Emmanuel Jouanne (« Damiens imaginaires »).

Le 29 avril, de 17 h 30

Toutes ces rencontres ayant lieu dans l'Auditorium de Fnac-Forum.

Amphis-Fnac

Stage photo : le portrait
Conseils généraux sur le choix de matériel de prise de vues, les focales, les éclairages, les réglages - par le photographe Jean Fichter et un mannequin professionnel.

Le 20 avril, de 10 h 30

Stage pratique diorama
Prise en main du matériel de son et de projection et réalisation d'un montage en fondus enchaînés avec bande sonore (enregistrements en extérieur, bruitage musique). Projection du montage final, commentaires et informations sur les matériels audiovisuels.

Le 23 avril, de 14 h

A l'Auditorium de Fnac-Montparnasse (Inscriptions au bureau d'accueil réservées aux adhérents)

Expos techniques

Les cristaux liquides
Dérivés du cholestérol, certains composés organiques ont l'étrange propriété de se comporter à la fois comme de l'eau (ils sont fluides) et comme des cristaux (ils décomposent la lumière)... Que peut en attendre l'industrie. Mais aussi bien l'art et la médecine ?...

Du 30 mars au 1^{er} mai à Fnac-Etoile

Galerie photo

« Homopols »

Avec des photos rapportées de Californie par Robert Van Der Hilst. Et qui, scandaleuses ou dérisoires, choquantes ou pouvant être même jugées de mauvais goût, décrivent l'étonnant mode de vie de la communauté homosexuelle de San Francisco.

Du 20 avril au 29 mai à Fnac-Montparnasse



Concerts enregistrés

Aspects du piano français

Emmanuel Chabrier (« Souvenirs de Munich ») et Fauré-Messager (« Souvenirs de Bayreuth »), par Christian Ivaldi et Noël Lee... Claude Debussy (« Berceuse héroïque ») par Aloys et Alfons Kontarsky, et (autre version) par Samson François... Paul Dukas (« La plainte au loin ») et « Prélude diégesique », par François-René Duchâble... Maurice Ravel (« Valses nobles et sentimentales »), par Vlado Perlemuter... Gabriel Fauré (« Préludes op. 103 »), par Jean-

Philippe Collard... Maurice Dutilleul (« Sonate »), par Marie-Catherine Girod.

Le 22 avril, de 12 h 30

à l'Auditorium de Fnac-Montparnasse

Studios de la musique

Variétés
Jean-Louis Foulquier accueille Neel Goven (qui se veut l'un des représentants de la musique West Coast, qui chante en français, et vient d'enregistrer son premier album).

Le 26 avril, de 17 h 30

à l'Auditorium de Fnac-Forum



Expo Fnac / « Lire »

300 couvertures de romans
Une bonne couverture, cette « une » du livre, doit-elle d'abord vendre le roman ou exprimer la vérité de l'œuvre ? La Fnac et la revue « Lire » exposent 300 de ces couvertures, accompagnées de nombreux commentaires de directeurs artistiques, d'illustrateurs, d'éditeurs, et d'auteurs.

Du 6 au 17 avril à l'Auditorium de Fnac-Forum

de Van Klief... mow en scène Patrick Guinand... en collaboration avec le Théâtre National

l'expérience absolue des produits... Mais il a eu des conséquences néfastes, qui ne peuvent que s'accroître : les exploitants ind-

quelqu'un comme... 14-Juillet... MK-2 Diffusion... ne peut qu'applaudir au... jour lui la volonté d'...

S'il y a séparation du... Gaumont-Palace... coupe Gaumont... l'histoire a

les bouleversements techn... CLAIRE DEVARRIEUX

Le Monde

société

LES SUITES DE L'ATTENTAT A BORD DU «CAPITOLE»

Les enquêteurs ne privilégient aucune piste

L'enquête sur l'attentat qui a coûté la vie à cinq voyageurs du Paris-Toulouse continue. Les policiers qui en sont chargés ne privilégient, en l'absence de revendications sérieuses, aucune piste en particulier. Le travail des experts est difficile. Ceux-ci cherchent notamment à déterminer la nature de l'explosif utilisé, ce qui permettrait d'orienter les recherches dans une

Voici les principaux développements de l'enquête sur l'attentat commis à bord du Capitole. Le travail de l'enquête continue pour les enquêteurs de l'explosion du Capitole et, ce jeudi 1^{er} avril, on avait écarté d'être très discret tant du côté du procureur de la République, M. Louis Dumond, qui fait répondre aux journalistes : « aucun nouvel élément n'est venu élargir l'enquête », que du côté du S.R.P.7 de Limoges. Les experts « techniques », M. Claude Callet, chef de service des explosifs du laboratoire central de la préfecture de police de Paris, Douati et Forestier ont terminé mercredi soir leur travail sur le terrain. Les wagons mis sous scellés ont été transportés de la petite gare d'Ambasac à Limoges. C'est à présent au laboratoire d'examiner les moindres pièces recueillies par les experts. Les résultats de leurs travaux seront joints à ceux des trois experts médicaux désignés par le juge d'instruction de Limoges chargé de l'affaire, M. Jean-Loup Delpech. Ceux-ci pratiquent au Centre hospitalier universitaire de Limoges des examens sur les corps des cinq victimes de l'explosion.

Toute trace de poudre, de cendre ou d'explosif aidera à déterminer la nature de l'explosif. Celle-ci étant établie, il sera possible de confirmer ou d'infirmer la version de l'attentat. En l'état présent de l'enquête, c'est en effet toujours cette version qui prédomine. M. Callet a révélé qu'il s'agit d'un explosif « extrêmement violent de plusieurs kilogrammes ». Un explosif de type « C » ou « D » pénètre vers une charge de « plastique » mais celui insensibilisé aux chocs, à la chaleur, et à l'humidité ne peut pas être une charge à un détecteur. Les spécialistes reconnaissent cependant qu'il peut arriver qu'un explosif très puissant se présente sous la forme d'un explosif « doux ».

Deux commissions rogatoires ont été délivrées l'une à la direction de la police judiciaire de Paris, pour rechercher les indices au départ du train qui s'est formé jeudi 23 mars au soir, en gare d'Austerlitz et la seconde qui a été confiée à M. Jean Kreps,

direction plus précise, sans qu'on sache pour l'instant laquelle. Sur les vingt-sept blessés dans l'attentat, deux étaient encore hospitalisés ce jeudi matin au centre hospitalier de Limoges, nous indique notre correspondant Georges Chatain. Il s'agit de M. Jean-Pierre Bozonnet et Thierry Lagarde, tous deux gravement blessés aux jambes.

reconnues le même jour par l'Agence France-Presse figurent celles de deux organisations qui ont déjà fait part d'elles lors de la direction centrale de la police judiciaire à Paris. L'audition systématique à travers la France des vingt-sept voyageurs sur trois ont été interrogés, l'identité a été relevée après l'explosion, se poursuit. D'autres sont déjà venus d'eux-mêmes témoigner. Le plus petit indice dans cette affaire. Parmi les témoignages recueillis celui d'un groupe de spécialistes en matière d'explosifs qui se trouvait dans le train et venait à Limoges pour assister à un stage sur les explosifs et la sécurité dans la machine à vapeur. Ces spécialistes travaillant pour une société privée de Bergerac, auraient déclaré avoir senti « l'odeur caractéristique de la poudre » et auraient noté par les obsèques. Mais, pour les enquêteurs il ne s'agit que d'un témoignage parmi d'autres.

Mercredi, une organisation d'extrême-droite, le Bataillon basque espagnol, a été aussi revendiqué. À Bilbao, l'explosion du Capitole (Le Monde du 1^{er} avril). Outre qu'à Madrid, le ministère de l'Intérieur affirme ne pas procéder à aucune enquête sur les auteurs de l'attentat. Le Bataillon basque espagnol, avait déjà revendiqué le vol d'armes de Foz, dont on a finalement recherché les auteurs (des droites communs), et l'attentat commis le 21 mars à Saint-Etienne-de-Baigorry contre deux C.R.S. Selon les enquêteurs, ce dernier attentat serait plutôt à mettre sur le compte d'un ancien militant du mouvement autonome basque Iparrizarra. M. Philippe Bidart, comme les autres organisations qui ont revendiqué l'attentat du Capitole, le Bataillon basque espagnol semble avoir d'abord voulu faire parler de lui.

Les voyages de M. Chirac. M. Chirac, qui emprunte fréquemment le Paris-Toulouse pour se rendre en Corrèze, a déclaré mercredi qu'il n'avait pu prendre le Capitole à bord duquel il se trouvait, lundi, l'attentat. Le maire de Paris et son épouse, qui devaient partir mardi matin, ont finalement renoncé, préférant emprunter un avion privé mis à disposition par un ami. Il n'y a pas eu de réservation au nom du maire de Paris dans la voiture 18 où se trouvaient les victimes de l'explosion (nos dernières éditions).

Des mesures de renforcement. Les mesures de renforcement de la surveillance des trains et des gares décidées par les ministères des transports et de l'Intérieur, ont été prises. Les trains de la S.N.C.F. ont commencé d'être appliqués mercredi 31 mars. Elles concernent à la fois les gares et un certain nombre de grands trains rapides ou express. Cependant sur les 9 000 trains qui circulent chaque jour en France, seuls les trains de nuit sont concernés. Les mesures de renforcement de la surveillance des trains et des gares décidées par les ministères des transports et de l'Intérieur, ont été prises. Les trains de la S.N.C.F. ont commencé d'être appliqués mercredi 31 mars. Elles concernent à la fois les gares et un certain nombre de grands trains rapides ou express. Cependant sur les 9 000 trains qui circulent chaque jour en France, seuls les trains de nuit sont concernés. Les mesures de renforcement de la surveillance des trains et des gares décidées par les ministères des transports et de l'Intérieur, ont été prises. Les trains de la S.N.C.F. ont commencé d'être appliqués mercredi 31 mars. Elles concernent à la fois les gares et un certain nombre de grands trains rapides ou express. Cependant sur les 9 000 trains qui circulent chaque jour en France, seuls les trains de nuit sont concernés.

Chaque des trains choisis aura à son bord une équipe de quatre fonctionnaires parmi lesquels deux C.R.S. accompagnés de deux agents de la S.N.C.F. Parmi les cinq cents dont dispose actuellement la Société nationale et qui sont spécialisés dans la surveillance des trains, les enquêteurs ont pu constater que les agents de la S.N.C.F. ne pouvaient pas surveiller quotidiennement les trains. Les enquêteurs ont pu constater que les agents de la S.N.C.F. ne pouvaient pas surveiller quotidiennement les trains. Les enquêteurs ont pu constater que les agents de la S.N.C.F. ne pouvaient pas surveiller quotidiennement les trains.

Les réactions

LE P.C. : prendre des mesures

Dans un communiqué publié ce mercredi 31 mars, le P.C.F. demande que, « à la suite de l'explosion du Capitole, une sévère enquête soit menée par les autorités de la République, et que les auteurs de ce crime soient punis ». Il rappelle son opposition fondamentale au terrorisme qui menace la démocratie et s'oppose à la société dans ses fondements et à considérer comme indispensable que soient prises, pour empêcher le terrorisme d'étendre à la France, toutes les mesures prévues par la loi.

« LA LETTRE DE LA NATION » : la tâche difficile du ministre de l'intérieur

Dans la Lettre de la Nation de ce jeudi 1^{er} avril, Dominique Carboneau commente en ces termes l'explosion à bord du Capitole : « Il s'agit d'un acte qui doit être considéré comme un acte de terrorisme. Le ministre de l'Intérieur a une tâche difficile à accomplir. Il doit d'abord assurer la sécurité de la capitale et de la région parisienne. Il doit ensuite mener une enquête sérieuse pour identifier les auteurs de l'attentat. Enfin, il doit prendre des mesures pour empêcher de tels actes de se reproduire. »

M. DEFFERRE : le besoin de sécurité des Français. M. Gaston Defferre a souligné de nouveau le besoin de sécurité des Français, mercredi 31 mars, à Créteil, lors de l'inauguration du nouveau siège administratif de la commune. Le ministre de l'Intérieur a déclaré que la sécurité est un besoin de tous les Français. Il a souligné que le gouvernement est déterminé à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des Français. Il a également souligné que le gouvernement est déterminé à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des Français.

L'ambassade d'Israël à Paris accuse l'O.L.P. d'être à l'origine de l'attentat du boulevard Malesherbes

Aucune organisation n'avait revendiqué, jeudi 1^{er} avril, en fin de matinée, l'attentat commis la veille, vers 13 heures, contre la maison d'achats du ministre israélien de la Défense, situé 128, boulevard Malesherbes, à Paris (8^e) (nos dernières éditions).

Trois hommes, le visage sans doute dissimulé par des lunettes, avaient ouvert le feu, depuis la rue, contre la façade, au moyen d'armes automatiques. Ils avaient eu le temps de tirer une trentaine de balles de calibre 9 mm avant de s'enfuir à bord d'une 804 Peugeot de couleur grise, qui avait été volée dans la matinée à Paris. Un C.R.S. était en faction devant l'immeuble au moment de la fusillade, mais il n'a pas été blessé. Les enquêteurs ont pu constater que les auteurs de l'attentat ont utilisé des armes automatiques. Les enquêteurs ont pu constater que les auteurs de l'attentat ont utilisé des armes automatiques.

Le juge d'instruction s'est rendu au domicile de René Lucet

Mlle Bernadette Augé, juge d'instruction au tribunal de Marseille, chargée de l'information ouverte pour rechercher les auteurs de l'attentat du boulevard Malesherbes, s'est rendue mercredi 31 mars en compagnie de policiers du B.R.P.J. au domicile de l'ancien directeur de la presse de la présidence de la République, René Lucet, au cours de ce transport de justice, le magistrat instructeur qui était également accompagné de M. Jean Pouchet, substitut du procureur de la République, a interrogé Mme Françoise Lucet pour établir avec précision ce qui s'est passé dans les heures qui ont précédé et celles qui ont suivi le drame. Des photographes de l'identité judiciaire ont de nouveau pris des clichés des lieux. Mlle Augé, qui a renoncé à ses vacances de Pâques pour mener son instruction rapidement, s'est refusée à toute déclaration. D'autre part, la mission à Paris de M. Villata, procureur de la République, a provoqué une vive réaction de l'Union syndicale des magistrats de Marseille, bien que ce magistrat

Campagnes, climats

(Suite de la première page)

Les peuples n'ayant pas, prétend-on, de mémoire, et les journalistes quelquefois pas davantage, non plus que nombre d'hommes politiques, on oublie, si on ne le fait, que le terrorisme n'est pas de jouer son jeu avec ceux qui lui sont contraires. Pour ce qui concerne la seule France, la machine infernale du Vaillant à la Chambre des députés en 1893, alors que la République régnait, l'assassinat de Louis Barthou et d'Alexandre Dumas, le meurtre de Paul Doumer, en 1932, sous les coups de feu du feu Gorguioff, la fin de Sadi Carnot, en 1934, les multiples attentats contre Charles

de Gaulle, devraient conduire à plus de prudence ceux qui veulent monter le terrorisme dans la France du présent immédiat. A ceux-là, il est vrai, on peut considérer que de tels attentats ne visent que des hommes publics pour qui, au fond, la mort violente est une forme noble de l'accident du travail... qui amène à l'éternité plus d'honneur posthume que pour un auteur de téléfilms qui chute de son échafaudage, que pour un teneur qui tombe dans sa tournaise. Et l'ironie macabre n'a rien à voir dans cette dernière remarque. Il est vrai que, maintenant, le terrorisme vient de frapper ceux qui, ni de près ni de loin, ne se sont approchés de ces enjeux publics qui exposent leurs problèmes à la vue de tous et des citoyens ordinaires.

Y a-t-il, dès lors, matière à lancer ces campagnes ambiguës, encore qu'elles ne soient pas très neuves, à susciter ces climats empoisonnés, bien qu'ils ne soient pas sans précédent, sur l'incertitude du gouvernement ? Ou sur ce qui ne sait quel thème que le feuilletage des journaux pourrait fournir.

Où, les journaux qui, pour une fois, s'avancent plus vite que les hommes politiques de l'opposition pour vitupérer le gouvernement. Peut-être le terrain n'est-il pas si solide et son incertitude montrerait que la politique est plus sage ou plus avérée que la presse. En effet, la droite tonne plutôt que les journaux qui lui sont dévoués que par la voix de ses dirigeants. A juste titre pourtant ? Rien n'est moins sûr.

L'écrit comportant une bien moindre violence d'expression que la radio ou la télévision, c'est l'écrit qui se manifeste le plus vivement dans ses commentaires. Mais ces écrivains ont fermé leurs oreilles et clos leurs yeux. Si le pire n'est pas sûr, a-t-on écrit, il a souvent des précédents. En revanche, l'attentat sanglant qui nous a frappés n'est pas un précédent. C'est d'une autre nature puisqu'il ne s'agit pas d'un attentat mais d'un attentat. C'est d'une autre nature puisqu'il ne s'agit pas d'un attentat mais d'un attentat.

EDUCATION

M. PIERRE VITOUX PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER-III

M. Pierre Vitoux, professeur d'anglais, a été élu, mardi 30 mars, au premier tour de scrutin, président de l'université Paul Valéry (Montpellier-III). M. Vitoux succède à M. André Maréchal, qui après un deuxième mandat obtenu le 23 août 1981, n'était pas rééligible. Né le 7 octobre 1928 à Lille, M. Pierre Vitoux est un ancien élève de l'école normale supérieure. Agrégé d'anglais en 1952, spécialiste de romantisme anglais et du roman contemporain anglo-américain, il a d'abord enseigné à l'école de Montpellier. En 1959, il est nommé assistant à la faculté des lettres de Paris-Sorbonne puis chargé d'enseignement à la faculté de Clermont-Ferrand. En 1962, il est nommé professeur de la faculté des lettres de Montpellier. Il a dirigé l'Institut d'enseignement et de recherche (U.E.R.) d'études anglo-américaines, germaniques et slaves et est titulaire de la chaire de littérature anglaise. M. Vitoux, membre du parti socialiste, est adhérent du syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup-723).

Les deux voies

Au temps où l'O.L.P. détestait des avions ou des véhicules occupés, les talons explosent, que leur pavillon soit ou ne soit pas directionnel, les enquêteurs ont pu constater que les auteurs de l'attentat ont utilisé des armes automatiques. Les enquêteurs ont pu constater que les auteurs de l'attentat ont utilisé des armes automatiques.

PHILIPPE BOUCHER.

MEDECINE

Manifestation nationale

M. Jean Weber est remplacé par le Dr

سكول من زلازل

INFORMATIONS « SERVICES »

VIVRE A PARIS

Jardins et rues

Les panneaux administratifs des jardins de la ville de Paris et des rues de la ville de Paris sont désormais « traités » de la Ville. La mairie de Paris met fin à un état de fait qui consistait à ce que les jardins et les rues de la Ville de Paris soient administrés par des services différents. Cette situation a entraîné une certaine confusion dans l'administration de ces espaces verts et de ces voies publiques. Les services de la Ville de Paris ont décidé de réunir ces deux domaines sous une même administration. Cette mesure permettra une meilleure gestion de ces espaces et de ces voies. Les services de la Ville de Paris ont également décidé de mettre fin à l'usage des panneaux administratifs des jardins et des rues de la Ville de Paris. Ces panneaux ont été remplacés par des panneaux administratifs de la Ville de Paris. Cette mesure permettra une meilleure gestion de ces espaces et de ces voies.

SERVICE NATIONAL

Recensement de la classe 1984

Les jeunes nés en avril, mai, juin 1964 sont appelés à faire recenser à la mairie de leur domicile le 15 avril 1982. Cette date est la même pour tous les jeunes de la classe 1984. Les jeunes qui ne sont pas recensés à cette date seront considérés comme non recensés. Les services de la mairie de Paris ont décidé de mettre fin à l'usage des panneaux administratifs des jardins et des rues de la Ville de Paris. Ces panneaux ont été remplacés par des panneaux administratifs de la Ville de Paris. Cette mesure permettra une meilleure gestion de ces espaces et de ces voies.

JOURNAL OFFICIEL

UN DÉCRET

Fixant les modalités d'attribution des indemnités pour services rendus aux militaires.

UN ARRÊTÉ

Fixant les mesures techniques de sécurité des piscines de la ville de Paris.

JEUX

LE LOTO

Cinq ans après sa création, le Loto français figure, par les enjeux qu'il draine, au deuxième rang des Lotos européens. Il occupe, si on le considère comme une entreprise à part entière, la sixième-neuvième place dans le classement par chiffre d'affaires des entreprises françaises. Le Loto représente aussi un important phénomène social qui intéresse chaque semaine onze millions de joueurs. Un « Que sais-je ? », le 15 avril 1982, vient de lui être consacré. Jean-Paul Bettez, l'histoire du jeu, analyse comment il est pratiqué, donne des conseils.

* P.U.F., 17 F.

BREF

ENTRAIDE

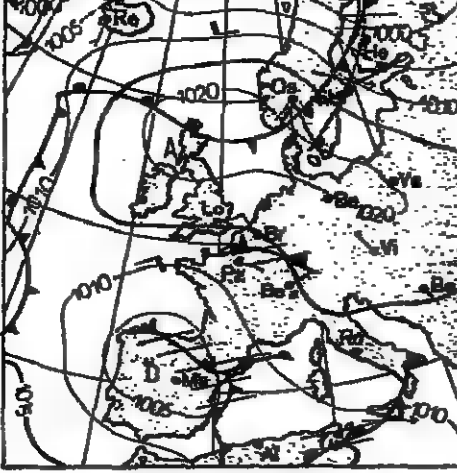
Le 15 avril 1982, tous les pharmaciens reprennent les médicaments non périmés que leur rapportent les malades. Après un an de mise en œuvre, le produit de la collecte est remis à un pool de soins sociaux humanitaires qui se charge de l'acheminement vers les pays en voie de développement. Cette opération, lancée par l'Agence française pour la récupération de médicaments (A.R.M.), devrait être élargie à l'ensemble de la France. Les médicaments achetés chaque année par les hôpitaux et les cliniques sont estimés à 100 milliards de francs. La moitié de ce montant est utilisée pour acheter des médicaments à des prix réduits. Ces médicaments sont ensuite remis aux pharmaciens pour être distribués aux malades. Cette opération permet de réduire les coûts de traitement des malades et de leur fournir des médicaments de qualité.

POUR LES IMMIGRÉS À CRÉTEIL

Une nouvelle association en faveur des immigrés vient de se créer à Créteil : l'AFRAM (Association française pour la formation, le retour et la réinsertion des Africains migrants). Elle s'est donné pour double objectif d'aider les travailleurs immigrés originaires des pays africains et de faciliter leur retour volontaire et leur réinsertion dans les structures socio-économiques de leur pays d'origine. * AFRAM : Maison des associations, 1, rue François-Mauriac, 93400 Créteil.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 01.04.82 à 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le 1^{er} avril à 0 h et le 2^{ème} avril à 24 heures :

La dépression centrée sur l'Espagne remontera sur le centre de la France en se comblant ; la perturbation pluvieuse qui lui est associée affectera notre pays en perdant de son activité, des précipitations pourront encore se produire sur nos régions méditerranéennes ; elles tomberont sous forme de neige en altitude.

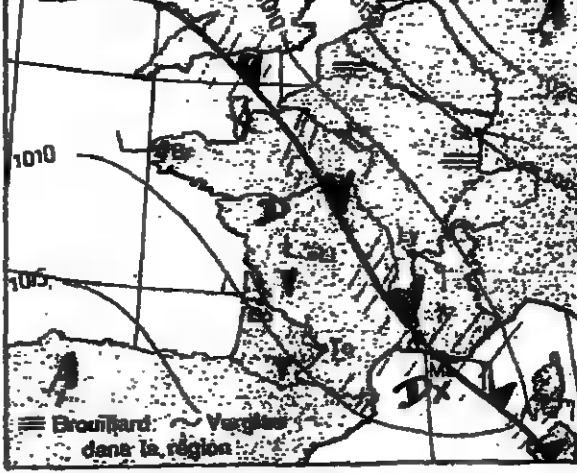
Précipitations en mm sur le Massif Central et le Massif Parisien, gèlera dans la journée le Nord, le Jura et les Alpes. Tandis que les pluies, plus rares sur nos régions, aléatoires persistent près de la Corse. Côte d'Azur en proie à un ciel d'averses. Chutes de neige en altitude. Assez belles ciels en Alsace après dissipation des brouillards matinaux.

Sur nos régions de l'Ouest et du Sud-Ouest, il y aura résiduels suivies d'éclaircies de plus en plus marquées. Les vents seront assez forts de sud-est près de la Méditerranée et dans la vallée du Rhône ; ils seront modérés ailleurs, s'orientant au nord-ouest de la Bretagne à l'Aquitaine.

Températures minimales en mm sur le quart sud-est de la France :

Températures minimales à l'étranger : Alger, 21 et 10 degrés ; Amsterdam, 10 et 2 ; Athènes, 20 et 13 ; Berlin, 10 et 0 ; Bonn, 13 et -1 ; Bruxelles, 10 et 2 ; Le Caire, -8 et -10 ; Cannes, 23 et 14 ; Genève, 9 et 0 ; Jérusalem, 20 et 8 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 10 et 4 ; Luxembourg, 7 et 0 ; Madrid, 7 et 5 ; Moscou, 6 et -2 ; Nairobi, 28 et 16 ; New-York, 13 et 7 ; Palma de Majorque, 12 et 12 ; Rome, 17 et 9 ; Stockholm, 12 et 1 ; Tunis, 21 et 11 ; Toulon, 29 et 15.

PRÉVISIONS POUR LE 2.4.82 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le 2^{ème} avril à 0 h et le 3^{ème} avril à 24 heures :

La dépression centrée sur l'Espagne remontera sur le centre de la France en se comblant ; la perturbation pluvieuse qui lui est associée affectera notre pays en perdant de son activité, des précipitations pourront encore se produire sur nos régions méditerranéennes ; elles tomberont sous forme de neige en altitude.

Précipitations en mm sur le Massif Central et le Massif Parisien, gèlera dans la journée le Nord, le Jura et les Alpes. Tandis que les pluies, plus rares sur nos régions, aléatoires persistent près de la Corse. Côte d'Azur en proie à un ciel d'averses. Chutes de neige en altitude. Assez belles ciels en Alsace après dissipation des brouillards matinaux.

Sur nos régions de l'Ouest et du Sud-Ouest, il y aura résiduels suivies d'éclaircies de plus en plus marquées. Les vents seront assez forts de sud-est près de la Méditerranée et dans la vallée du Rhône ; ils seront modérés ailleurs, s'orientant au nord-ouest de la Bretagne à l'Aquitaine.

Températures minimales en mm sur le quart sud-est de la France :

Températures minimales à l'étranger : Alger, 21 et 10 degrés ; Amsterdam, 10 et 2 ; Athènes, 20 et 13 ; Berlin, 10 et 0 ; Bonn, 13 et -1 ; Bruxelles, 10 et 2 ; Le Caire, -8 et -10 ; Cannes, 23 et 14 ; Genève, 9 et 0 ; Jérusalem, 20 et 8 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 10 et 4 ; Luxembourg, 7 et 0 ; Madrid, 7 et 5 ; Moscou, 6 et -2 ; Nairobi, 28 et 16 ; New-York, 13 et 7 ; Palma de Majorque, 12 et 12 ; Rome, 17 et 9 ; Stockholm, 12 et 1 ; Tunis, 21 et 11 ; Toulon, 29 et 15.

L'ÉTAT DE LA NEIGE EN FRANCE

L'épaisseur de neige reste importante sur tous les massifs au-dessus de 1 500 mètres environ. Sur les Alpes du nord des chutes de neige localement abondantes et dépassant 40 à 50 centimètres se sont produites du Chablais à Belledune, et l'instabilité de surface est marquée sur le Mont Blanc, la Haute-Tarentaise et la Haute-Maurienne. Sur les Alpes du sud, les chutes de neige ont été faibles de l'Oisans au Mercantour, mais au-dessus de 2 000 à 2 400 mètres des plaques de neige, peu consolidées subsistent par endroits, notamment sur le Queyras. Sur les Pyrénées, la neige est souvent croûteuse par regel sur les versants sud et ouest, et elle est tassée sur les versants est et nord. Des chutes de neige sont attendues jeudi et vendredi sur les Pyrénées orientales, les Alpes du sud et la Corse.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 11 AVRIL

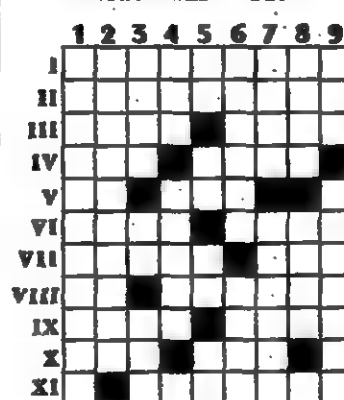
« L'œuvre » Gustave Moreau, 10h 30, 14, rue La Rochefoucauld, M^{me} Meyniel.
« Institut de France », 15 h, 23, quai Conti, M^{me} Garnier-Ahlberg.
« Les » en Biron, 15 h, 17, rue Vaneau, M^{me} Bouquet.
« L'Impressionnisme », 15 h, 2, Louis-Bouilly, M^{me} Meyniel.
« Les » Saint-Pétersbourg, 15 h, 15, angle rue des Saints-Pères, Boulevard Saint-Germain, M^{me} Penner.
« Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Vermeersch.
« Davinci », 16 h.
« Antoine », 16 h, 15, rue de la Harpe, Musée national des monuments historiques.
« La Conciergerie », 15 h, 1, quai de l'Horloge (l'Art pour tous).
« Grand Orient », 15 h, 16, rue Cadet (Approche de l'Art).
« Le Vieux Paris », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (A travers Paris).
« Faubourg Saint-Jacques », 15 h 15, 7, rue Soufflot, M^{me} Barbier.
« Hôtel de Lamoignon », 15 h, 8, place du Palais-Bourbon, M^{me} Camus.
« Montmartre », 15 h, métro Abbesses (Connaissance de Paris).
« L'Opéra », 12 h, 12, rue de la Fagade à droite, M^{me} Hager.
« L'Opéra », 15 h, place de l'Opéra, M^{me} Hager.
« Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h, de l'église (Histoire et archéologie).
« Montmartre », 11 h, Abbesses M. P.-Y. Isidore.
« La basilique de Saint-Étienne », 15 h, portail central (Lectures visuelles).
« Le Musée », 14 h 45, façade de Saint-Gervais, M. de La Roche.
« La Banque de France », 15 h, 1, place Malesherbes (Paris et son histoire).
« Quartier de la tour de Neuf », 15 h, métro Pont-Neuf (Réurrection du passé).
« De Monet à Matisse », 14 h 45, 13, avenue de la Grande Armée (Toujours culture).
« La peinture française au dix-neuvième siècle », 11 h, 11, rue de la Harpe (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

14 h 30, 5, rue Laffont, M^{me} V. B. : « La spirale » (Nouvelle Aurore).
14 h 45, 64, rue du Rocher, M^{me} D. Godot : « Si tu n'es pas gentille, ne fais pas de cinéma ».
M. C.-H. Leconte : « Les poèmes barbares de Leconte de Lisle ».
M. C.-O. Marcus : « La politique étrangère de la France aujourd'hui » (Club du faubourg).
15 h, salle Pichet, 15, rue J.-J. Rousseau, M. A. Dumas : « Hommage à Allan Kardec ».
15 h, 68, rue François-Miron, M^{me} M. Pinault : « Evolution de l'hôtel parisien de la sixième au dix-huitième siècle ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3159



HORIZONTALEMENT

I. Succession d'épreuves. — II. Plus d'un y a eu un plumet au Grand Siècle. — III. Un homme de lettres. — IV. Concerne différemment le monde. — V. Numéro d'ordre d'un roi généreux ou d'une princesse républicaine. — VI. Théorie à laquelle chacun adhère à l'époque des vaches maigres. — VII. En ce domaine, certains producteurs parfois anonymes. — VIII. Outil, mais pas sur les bords. Excess de vitesse à Vincennes. — IX. Mieux vaut le monde dans le vent. Croc planté dans la chair. — X. Plan. — XI. Teilles, des peaux affirmées.

VERTICALEMENT

I. Investigateur utilisant des clés pour s'introduire dans le secret. — II. Purificateur des âmes noires. — III. Quand le lit ne suffit plus à l'Amour. Article. Il faut vraiment être patient pour le garder. — IV. À se confier une lettre de sa vie. — V. Un chaud. — VI. Sœurs de Jésus. — VII. Un dictionnaire. Lit de milieu flamand. — VIII. Privatif. — IX. Entreprise de nettoyage. Treize pages et dix emplacements. — X. Carnassier. Domaine de la minijupe traditionnelle. — XI. Arbre à lequel on peut prendre racine. C'est quand il est très fatigué qu'il quitte son faucon. — XII. Devant.

ARLEQUIN										RÉSULTATS DU TIRAGE N° 22	
DU 11 AVRIL 1982											
Fiches et numéros		Les numéros à payer sont indiqués sous chaque catégorie pour un billet entier									
4		Tous les billets numérotés par 4 gagnent 20 F dans toutes les séries									
43		Tous les billets numérotés par 43 gagnent 220 F dans toutes les séries									
		Moyennes gagnées dans toutes les séries									
		Séries à payer									
		F. 400									
470	1047	2047	3047	4047	5047	6047	7047	8047	9047	470	
	0374	1047	2047	3074	4074	5074	6074	7074	8074	470	
	0407	1407	2407	3407	4407	5407	6407	7407	8407	470	
	0470	1470	2470	3470	4470	5470	6470	7470	8470	470	
	1704	2704	3704	4704	5704	6704	7704	8704	9704	400	
		1740	2740	3740	4740	5740	6740	7740	8740	400	
		400									
629	1289	2289	3289	4289	5289	6289	7289	8289	9289	400	
	0298	1298	2298	3298	4298	5298	6298	7298	8298	400	
	0829	1829	2829	3829	4829	5829	6829	7829	8829	400	
	0982	1982	2982	3982	4982	5982	6982	7982	8982	400	
	0928	1928	2928	3928	4928	5928	6928	7928	8928	400	
		0982	1982	2982	3982	4982	5982	6982	7982	400	
		400									
		Séries à payer									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									
		F. 30 000									

LOTTO									
TIRAGE N° 10									
23	27	28	32	39	41	NOMBRE COMPLÉMENTAIRE 12			

Cette semaine dans **Le Monde** du 4 avril

Les lobbies face au pouvoir socialiste

Les lobbies, petits et grands, n'ont pas baissé les bras depuis le 10 mai. Mais les règles du jeu ont changé.

Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS
5, rue des Italiens
75247 PARIS - CEDEX 09

ABONNEMENTS
3 mois 420 F 12 mois 1260 F

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 1117 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
1117 F 2411 F 6220 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 611 F 731 F 940 F

IL - SUISSE-TUNISIE
667 F 949 F 1230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

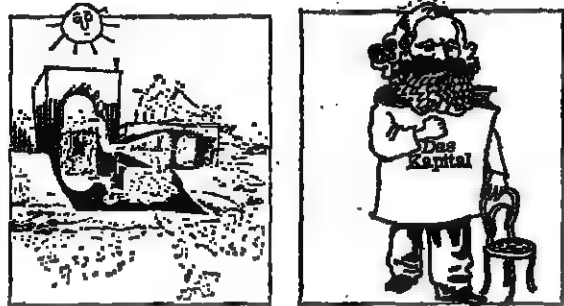
مركز الأبحاث



Vient de paraître aux éditions
François Maspero

Pour débutants

En bandes dessinées... Vous n'aviez jamais rêvé
de les comprendre si facilement !



L'énergie nucléaire
Le Capital de Marx
Trotsky

chaque volume : 40 F

Déjà parus dans la collection Pour débutants
Freud, Einstein, Lénine

La Découverte

Hernan Cortés

La conquête du Mexique

Nouvelle édition, texte intégral,
traduction de Michel Charnay 40 F

Alexandre Dumas

Impressions de voyage
en Suisse

2 volumes, 40 F chaque

Oumar Dia et Renée Colin-Noguès

Yakaré

L'autobiographie d'Oumar
Du Sénégal à Paris : le destin d'un peuple 60 F

Michel

A travers la vie et la mort

Œuvre poétique
Recueillie et présentée par D. Armogathe
et M. Piper 68 F

Entre les murailles
et la mer

Trente-deux poètes
choisis, présentés et traduits par
M. Aquien, G. Dino et P. Chuvin 47 F

Yves Lacoste

La géographie,
ça sert, d'abord,
à faire la guerre

Nouvelle édition, postface 1982 30 F

Guy Caro

La médecine en question

Édition entièrement remise à jour 30 F

Hérodote n° 24

Terres à hauts risques

L'homme et les cataclysmes
Revue trimestrielle 35 F

Recevez gratuitement notre bulletin en remplissant ce formulaire

N°

Adresse



François Maspero

1 place Paul Painlevé 75005 Paris

la vie littéraire

La mort d'un militant positiviste

Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

Le positivisme, cette philosophie qui a été le fondement de la science moderne, a été le fondement de la science moderne. Le positivisme, cette philosophie qui a été le fondement de la science moderne, a été le fondement de la science moderne. Le positivisme, cette philosophie qui a été le fondement de la science moderne, a été le fondement de la science moderne.

Le colloque suspendu

Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

vient de paraître

La mort d'un militant positiviste
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

La mort d'un militant positiviste
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

La mort d'un militant positiviste
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

Un hommage

à **Georges Condominas**
Deux volumes viennent d'être publiés en hommage à **Georges Condominas**, ethnologue français, professeur à l'université de Nanterre, qui a été directeur de l'Unesco. Ces deux volumes, **La vie littéraire** et **La mort d'un militant positiviste**, sont des hommages à son œuvre.

Pour que le Fou vive

Cela fait déjà un bon nombre de numéros que le **Fou** paraît. Ce journal, qui a été fondé par **Georges Condominas**, est un hommage à son œuvre. Le **Fou** est un journal qui a été fondé par **Georges Condominas**, ethnologue français, professeur à l'université de Nanterre, qui a été directeur de l'Unesco.

Le bloc magique

de **Freud**
En 1925, Freud publiait un article sur un petit appareil récemment commercialisé : le **bloc magique**, qui lui semblait être une « bonne métaphore pour représenter le fonctionnement psychique ». Ce bloc magique, qui a été fondé par **Georges Condominas**, est un hommage à son œuvre.

en poche

Passions à Buenos-Aires
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

La mort d'un militant positiviste
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

La mort d'un militant positiviste
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

Un hommage

à **Georges Condominas**
Deux volumes viennent d'être publiés en hommage à **Georges Condominas**, ethnologue français, professeur à l'université de Nanterre, qui a été directeur de l'Unesco. Ces deux volumes, **La vie littéraire** et **La mort d'un militant positiviste**, sont des hommages à son œuvre.

La mort d'un militant positiviste
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

La mort d'un militant positiviste
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

Laconismes

La mort d'un militant positiviste
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

La mort d'un militant positiviste
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

La mort d'un militant positiviste
Il y a quelques semaines, à Rio-de-Janeiro, **François Maspero**, un des plus importants personnages de l'école positiviste, a été assassiné. Ce chercheur à l'instinct d'homme de lettres, il fut le premier à introduire l'Amérique latine dans le monde de la recherche. Après avoir été directeur de l'Unesco, il a publié l'œuvre de jeunesse et la correspondance d'Augusto Comte, l'œuvre de ce philosophe. Après une année de recherche, il a écrit une biographie de Comte, l'œuvre de ce philosophe.

... : elles
premier d'ail,
on ne des
l'écaille, so
un pou, il s'apre
voir à l'intérieur...
La s'applique
d'Extrême-Orient ou
d'Amérique : par d'un
banal, s'en
dans la fable. « L'homme
peuplé de nagues qui le connaît
depuis l'enfance », dit
Orzellez.

Si en poétique
doutant l'homme rejoint
de sa fabulation, se ravanche,
les poèmes, proprement
qu'en trouve parmi eux,
d'un trois, et vains plus
à leur pour la compréhension
traditionnelle, et comme
à la compréhension se
définitivement vicieuses, a l'air
proclamer Orzellez, retour-

poésie pure : il, et
de son et premier lieu
de plaisir se dira,
s'imaginer vivant, et une
superbe et
comportement anti-nucléaire.

où le lion vrait se peir
avec l'homme.

Chacun, par son regard,
était si miroir à l'autre,

leur langage
des arbres.

ALAIN BOSQUET.

■ LE VOTAGEUR ARBENT,
de Jean Orzellez. Grasset. 216 p.
gros, fr.

On a connu un Marc Geyon
 maître de l'hygiène du mystère
 et de l'angoisse. Ensuite, il a été
 maître par la parole
 baroque tout de sonorités graves.
 Ses recherches, il alors qu'on avait
 reconnu lui un
 plus ~~un~~ et le plus
 prometteur de sa génération ?
 En tout cas, il trente-cinq ans,
 il semble avoir souffert d'une sou-
 veraine violence agressive, et l'on
 en juge par les poèmes dépourvus
 et lasistes des *Purifications*.
 Tout y est serré, essentiel, dé-
 taché des contingences, arraché
 au siècle :

Chacun de tes gestes,
 est le tien,
 est éternel.

Si tu venais
 me voir,
 tout d'un coup, normal,
 que tu venais.

YVES LEMAITRE aura publié
 avec Empreintes, en 1976, un
 premier petit *Manuscrit* philo-
 sophiques et d'ambiguïtés ferti-
 les, on y évoluait entre des
 courbes des métaphores aux
 sources inéconçables. La natu-
 re de ce *Manuscrit* attachant et

[illegible]

★ « JEUNES POETES ALGERIENS », choix de Jean Déjeux ;
1. Saint - Germain - des - Près,
94 pages, 65 F.

Revue trimestrielle publiée avec le concours de la Maison des Sciences de l'Homme, de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales et du CNRS

FAYARD

EXPOSITIONS

CÉZANNE, CHAGALL, CÉSAR A LIÈGE

(Suite de la première page.)

« nia », c'est l'image, mythique dans son œuvre, du village. On le redécouvre dans une baroque feuille de papier, noire avec son arborescent bouquet de fleurs, ses corps d'arabes mêlés au regard d'Adam et Eve après la « dévotion » de la pomme du paradis. Sommes-nous à « Vence », en 1912 ? Non, à « Vence », en 1962. Le temps de l'image se transforme. Chagall reste toujours Chagall.

logé sur l'autre rive de la Meuse, le musée Saint-Georges, bâtiment contemporain, d'une invincible tristesse. L'exposition, elle, est un événement exceptionnel, ne serait-ce qu'en raison des difficultés à obtenir des prêts de tableaux. Il faudrait faire un long voyage à travers des collections publiques et privées d'Europe et des États-Unis pour voir les quarante-sept œuvres réunies dans la grande salle d'entrée.

Cézanne est venu à la peinture sans préparation et l'a conquise à la force du poignet. Il est donc intéressant de trouver ici des œuvres peu connues, comme « Garçon couché en gilet bleu », du bord de l'eau, l'air pensif, dessiné avec cette gaucherie qui a caractérisé la peinture de Cézanne jusqu'à ses années de maturité.

Ce « Garçon », est peut-être son Paul, tout de Cézanne. Un moment où il peinait chez Pissarro, à Pontoise. L'herbage flûté de fluidité, mais déjà l'espace est maçonnerie à coup de ces touches typiques qui le décomposent et le reconstituent. Touches qu'ont reprises bien des peintres après lui, comme Braque et Picasso. Le trait qui dessine le corps est, lui, encore incertain, mais il définit bien le relief des volumes. Il montre le nouveau concept pictural cézannien où vont finalement s'immobiliser le tremblant impressionnisme et s'affirmer la ferme des formes, la matérialité des choses.

Cézanne ne peint qu'en plein air, sur le motif, mais il veut atteindre le monumental, « faire du Poussin nature », mener l'impressionnisme à quelque chose de durable, de définitif. Il a déjà défini sa palette, où jouent les bleus, les verts, les jaunes, les rouges, tous plus ou moins imprégnés de noir, qui donne au tableau une part de unité (une idée que Picasso a reprise de Cézanne). C'est à la fois la noirceur du motif et de l'Espe-

Vingt ans auparavant, ayant décidé de devenir peintre pour aller re-

joindre le bohème artistique parisien sur laquelle régnait Zola, l'ami d'enfance d'Alc. ne sachant pas dessiner, il peint, avec une ferveur héroïque, le portrait de son père haïr le journal. Tout en empruntant des couleurs, selon ce qu'il appelle sa « manière couillarde ». Elle est frénétique comme la peinture de Daubigny, auquel Cézanne emprunte le genre et les thèmes du Meurtre et du Voleur d'âmes. Il suffira que son mouvement serpentin se relâsse pour que la nouvelle touche, oblique ou verticale, commence à bâtir la sérénité statique des grandes Cézanne des dernières années.

Sept pommes

« Sept pommes » suffisent pour faire l'expérience de l'« aspect peint », sept sphères parfaites, maintes fois peints, Cézanne accomplit la synthèse impossible du paysage, du portrait, du nu, de l'homme. (« Je veux mourir en peintre »), mais qui est venu à bout de la peinture, malgré ou à cause de sa gaucherie ? « C'est son génie », dit Bra-

Cette réflexion est manifeste dans la remarquable série de portraits que réunit l'exposition liégeoise. Portraits du peintre par lui-même, de sa femme Hortense, de son père au Jas de l'Ambrasse Volard, d'une vieille femme égarée, d'un jeune homme en peignant ce qu'il elle, pense ? Partout cette intensité de la touche, ce côté brut mais dur, « totalitaire », qu'on avait remarqué, dès son exposition parisière, malgré le crépuscule Modène Olympique.

Railé et incompris, Cézanne voyait bien qu'il n'était pas de la même école. « Je méprise tous les peintres », écrit Monet et Renoir, disait-il au moment de prendre le chemin de la solitude à travers le paysage alba, le chemin des Lauves, à Château noir, à Bèthune, au pied de la Sainte-Victoire, cherchant toujours une hauteur pour dominer le motif. S'il a fait du plein air, vérité, il est moins pour peindre plus clair, comme Monet ou Renoir, que pour provoquer sa « petite sensation » (en fait : « sensation forte ») et la peindre. Elle est, au-delà de l'image, le sujet même de ses tableaux.

Cézanne ne pouvait peindre que des paysages qu'il connaissait bien et aimait. Cette aventure est illustrée par le second ensemble intéressant de cette exposition : quatre de l'Estaque, années 1870 dans l'ignorance des événements qui ef-

fectaient la France, alors que ses recherches plastiques le préoccupaient. Le phénomène ne fera que s'accroître un peu plus tard, lorsque, la cinquantaine, ayant hérité de son père, déchargé de tout problème financier et se souciant peu de vendre ou d'exposer, il est tout à sa peinture et à ses rapports charnels avec la Provence - dont il donne le premier l'image typique dans l'art moderne.

Quelques œuvres dernières dans le parc de Château noir, la Sainte-Victoire, la suite d'esquisses pour les Baigneuses, évoquent ces années où, rompu par ses forces, Cézanne accomplissait la synthèse impossible du paysage, du portrait, du nu, de l'homme. (« Je veux mourir en peintre »), mais qui est venu à bout de la peinture, malgré ou à cause de sa gaucherie ? « C'est son génie », dit Bra-

JACQUES MICHEL

* Lithographies de Chagall, jusqu'au 18 avril.

* Peintures de Cézanne, jusqu'au 9 mai.

* L'exposition de l'architecte milanais Vittorio Gregotti sur « La ville et le territoire » est prolongée jusqu'au samedi 3 avril. Cet architecte sera par ailleurs la vedette du second numéro de magazine « Aux arts citoyens » d'Automne 2, diffusé dimanche 4 avril, où il sera confronté à Paul Chastan, Henri Gaudin, Christian de Portzamparc et Jean-Louis Cohen.

* Institut français d'architecture, 6, rue de Tournai, Paris-6. Ouvert de 12 h 30 à 19 h.

CINÉMA

L'ÉTOILE DU NORD, de Pierre Granier-Deferre

Le soleil d'Egypte à Charleroi

Le Locataire, court et serré roman de meurs de Georges Simenon fut adapté, une première fois, en 1939, sous le titre Dernier refuge. Le récit de ce film, réalisé par Jacques Coeurant, fut déstabilisé dans un incendie de laboratoire. On ne l'a jamais vu. En 1947, Marc Maurin tourne une adaptation, également intitulée Dernier refuge et très éloignée du roman, par l'intrigue et les lieux géographiques. L'Étoile du Nord est, aujourd'hui, la troisième adaptation du Locataire. Son réalisateur, Pierre Granier-Deferre est, depuis le Chat, le Veuve Couderc et le Train, le grand spécialiste de la fameuse « atmosphère Simenon » à l'écran. Pourtant, avec Jean Aurenche et Michel Grisolia, il a considérablement brodé sur le récit original, comme il, en l'occurrence, Simenon n'avait fourni qu'un synopsis, une sorte de base.

On ne va pas rouvrir, il se propose, la vieille querelle de l'esprit et la lettre dans les adaptations littéraires. L'esprit de Simenon n'est certes pas au film de Granier-Deferre, non plus que 1934 et la petite maison de Charleroi où Madame Baron tient une pension de famille pour étudiants pauvres. Mais une nouvelle mythologie exotique s'est greffée sur le thème du roman. Le film commence en Egypte, où à longtempes vécu Edouard Binet, aventurier habile et portant beau, qui se voit riche d'un rubis légué par une célèbre chanteuse dont il fut l'amant.

En prenant le bateau pour l'Europe, Binet rencontre Sylvie Baron, « reine de cabaret », qu'il pousse dans les bras d'un riche homme d'affaires égyptien. Il le retrouve à Bruxelles et suit dans

L'Étoile du Nord, un petit juif portugais né en Turquie, arabe du style et meurtrier. L'Étoile du Nord est son surnom. Baron et son meurtrier n'étaient pas tout à fait dupes. Chez Granier-Deferre, Edouard Binet est totalement, par ses souvenirs et son passé, un homme du monde, paisible et immobile au pavillon de Charleroi. Il fait entrer les Pyramides, le Sphinx, une illustration du rêve et une illustration du réel, dans la Belgique où la ménagère prépare les repas, surveille son fourneau et s'occupe plus d'un monde de pensionnaires. Il y a cette femme vieille, qui n'a jamais bougé chez elle et cache le secret d'un amour de jeunesse par la guerre de 1914.

La passion de Simone Signoret

La passion de Simone Signoret mêle les deux mondes, celui du rêve égyptien, travestie et grisaille de Charleroi, en des images concrètes, dans la maison de Binet, représentée par les décors de Dominique Rosta et les éclairages de Pierre-

William. Du reste, ce qui était implicite dans le roman, est explicite dans le film, par le réalisme psychologique et l'importance des dialogues, attribués aux personnages. L'Étoile du Nord, avec ses enjolivements rétro, son côté de l'aventure, son côté de l'acte divers, est devenue l'histoire d'un homme et d'une femme mythomane assassins, peu à peu démasqués, et la logeuse et les principes moraux, l'autorité et la répression fondent à son tour.

Philippe Baron, le meurtrier, la comédie farfelue, le refus de voir la vérité en face et la passion. Simone Signoret, trop souvent vouée, dans ses années, à des rôles de femme fatale et de femme grise, se livre à une performance intérieure, à une performance qui faisait agir « Casque d'or » ou la femme mûre des Chemins de fer. La scène finale à l'Étoile du Nord, où elle apparaît dans une robe blanche comme un linceul, est une scène qui fait du film de Jacques Granier-Deferre.

Il est évident que, par la puissance de son scénario, l'écriture brillante de ses dialogues, la retenue de son interprétation (tous les petits rôles sont bien tenus, et Fanny Cottençon, dans un rôle fou, est légèrément façon 30), l'Étoile du Nord participe à la renaissance actuelle du « cinéma de qualité ». Cela peut-être ses limites, mais les spectateurs n'auront pas à se plaindre.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films ci-dessus.

MUSIQUE

UN CONCERT DU NOUVEAU QUATUOR PRAT

Murray Schafer et Josette Morata

On connaît bien, par son grand livre, le Paysage sonore (éditions Jean-Claude Lattès), le nom de Murray Schafer, observateur et compositeur des bruits du monde qui vit aujourd'hui dans une maison perdue du grand Nord canadien. N'ont guère franchi l'Atlantique, Son Premier Quatuor à cordes (1970), auquel a été judicieusement adjoint le prix Arthur Honegger, il y a deux ans, n'a été joué que le 29 mars à Radio-Prat (retransmission en direct sur France-Musique), par le nouveau Quatuor Prat.

C'est une œuvre très abrupte, brève, d'une pièce. Son début féroce, où les instruments restent amalgamés, une grande tension, courts glissandos, trémolos serrés et virulents, etc. L'effort brusque de longues solitaires des violons, auxquels viennent s'ajouter de curieux motifs rythmiques en pizzicati. Et puis se brouille le nouveau, les instruments se croisent et s'entrecroisent comme des oiseaux fous, escaladent le vertigineux unisson, et précipitent enfin dans une récapitulation rapide des différentes séquences séparées par des effets de percussion, « claps », comme si un appareil de photo prenait des instantanés, écrit l'auteur.

Lyrisme incontestable, mais fort étrange, traverse cette partition qui demande une interprétation fulgurante. « Immédiate » (11). Je doute qu'elle ait produit tout son effet l'autre soir, cette exécution insuffisamment marquée par de bons instrumentistes (dont l'excellent altiste Bruno Pasquier) qui ne jouent pas encore un véritable ensemble (comme l'a prouvé en suite).

Le Quatuor en la mineur de Schumann. Mais... permettez-moi de découvrir une toute jeune pianiste, Josette Morata, dont la coiffure et la robe l'ancienne faisaient curieusement revivre les portraits de Clara Schumann; elle jouait, avec le même air pénétré de sa mission, trois jolies pièces récentes de Jean Rivier et de très beaux Preludes de Rachmaninov. Il n'y a pas de musique sans âme, un jeu sans l'ombre de densité et de sécheresse qui ouvrait toutes les perspectives et les transparenances de ces pages d'un romantisme merveilleux, au plus profond du cœur.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) - Ainsi dans le superbe enregistrement du Quatuor Orford (Gallie internationale du disque, SMS 2902).

Mort du compositeur Pierre Hasquenoph

Le compositeur Pierre Hasquenoph, chef du service de la musique chambre à Radio-France, s'est donné la mort dans la nuit du 31 mars. Il était âgé de cinquante-neuf ans. [Né à Paris le 20 octobre 1922, Pierre Hasquenoph est élève au Conservatoire dans la classe de César Franck, ensuite de Darius Milhaud. En 1956, il entre à la radio - alors R.T.F. - comme musicien metteur en ondes. Il devient, en 1959, directeur du service symphonique, puis du service lyrique, enfin du service de la musique de chambre. Parallèlement, il compose une œuvre importante dont plusieurs symphonies, un concerto, de la musique de ballet et un opéra bouffe, Lucrèce de Padoue.]

Le Monde de la MUSIQUE

Télérama



PIANO: A VOUS DE JOUER

DALBERTO ENGERER

DEUX PIANISTES DONT ON PARLE ONT ESSAYÉ POUR VOUS PLUS DE 15 PIANOS A QUEUE ET DROITS.

OPERA: FESTIVALS

LES FESTIVALS D'OPÉRA DU MONDE ENTIER. COMMENT RÉSERVER VOS PLACES.

Dans le numéro d'avril: un grand dossier piano.

220 DISQUES CHRONIQUÉS

TOUTE L'ACTUALITÉ CLASSIQUE ET JAZZ, CHANSON ET ROCK. LES 7 DISQUES "CHOC" DU MONDE DE LA MUSIQUE.

de Vor Ritz: mise en scène Patrick Gilmont

protège le contenu des produits l'ingénierie absolue des produits américains. Mais il a eu des conséquences néfastes, qui ne peuvent que s'aggraver: les exploitants indi-

qu'un scénario d'après un roman de Georges Simenon, 14-Juillet. MK-2 Diffusion ne peut qu'appuyer sur la volonté d'aujourd'hui.

S'il y a séparation du GIE Gaumont-Palace son coupe, tournant une fois l'autre, le mi restera à

les bouleversements technologiques. CLAIRE DEVARRIEUX.

SPECTACLES

*** LE MONDE - Vendredi 2 avril 1982 - Page 21
OLYMPIC - 222-57-23 - St-Germain-des-Prés 6^e
OLYMPIC ENTREPOT - 7, rue F. de - 149
PRIX JEAN-LOUIS BORY

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinéma-thèque

CHARLOT (704-24-24)

15 h : la Fée de J. Nottan; 19 h : Cinéma du réel 1982 : Tendresse et Coïté, de J. Flutsch; 21 h : le Pays en-gendré, de C. Bouché et G. Rensig.

REAUROURG (278-35-57)

15 h : Forbidden paradise, de E. Lu-bitsch; 17 h : Neuf jours d'une année, de M. Roum; 19 h : le cinéma et le monde de la presse : Confim' or deny, de A. Meyer.

Les exclusivités

ABSENCE DE MALICE (A. v.o.)

Studio-Médias, 11 (633-25-97); Paramount-Oddon, 6 (325-59-83); Publicis-Champs-Élysées, 9 (720-72-23); U.G.C.-Cando, 9 (759-24-24); U.G.C.-Opéra, 9 (742-56-31); Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10); Convention-Saint-Charles, 15 (575-33-00); Paramount-Mall, 17 (759-24-24).

ALLEMAGNE NÈRE (A. v.o.)

DE FER (A. v.o.), 14

Juliet-Parasce, 6 (326-58-00).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ

PERDUE (A. v.o.), Saint-Michel, 9 (326-79-17); George-V, 9 (562-41-46); 3 Haussmann, 9 (770-47-55); Paris-Loisirs-Bowling, 18 (606-64-98).

BANDITS, BANDITS (Arg. v.o.)

Cluny-Étoile, 9 (356-20-12); Norma-

die, 8 (359-41-18); 14

Juliet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79);

V.F., 12 (236-83-53); U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32); U.G.C.-

Gobelins, 13 (336-23-44); Miramar, 18

(320-89-52).

LE RATEAU (A. v.o.)

Blaritz, 7

(723-69-23); V.F., Breagne, 6 (222-

77-97); U.G.C.-Cando, 9 (759-24-24);

BLOW OUT (A. v.o.)

Forum, 10 (297-

53-74); Blaritz, 7 (723-69-23);

V.F., U.G.C.-Opéra, 9 (261-50-32).

LE BOURGEOIS GENTILHOMME

(Fr.)

Templiers, 9 (272-94-56);

George-V, 9 (562-41-46).

LE CADEAU (Fr.)

Reiz, 11 (236-83-53);

U.G.C.-Opéra, 9 (261-50-32);

Ciné-Beaubourg, 9 (271-52-36);

U.G.C.-Danton, 6 (329-

42-42); La Paris, 8 (359-53-99);

U.G.C.-

Normandie, 11 (359-41-18);

Heldes, 12

(770-11-24); U.G.C.-Gare de Lyon, 13

(343-01-59); U.G.C.-Gobelins, 13

(336-23-44); Miramar, 18 (320-89-52);

U.G.C.-Opéra, 9 (261-50-32);

Miramar, 18 (320-89-52);

Securam, 19 (341-77-89).

CARMIN JONES (A. v.o.)

Épée de

Bois, 9 (337-57-47).

CHASSE-CROISÉ (Fr.)

Olympic

Luxembourg, 6 (633-97-77).

LA CHÈVRE (Fr.)

Capit, 2 (308-

11-44); Montparnasse 13, 6 (344-

10-71); Amérique, 21 (390-04-09);

France, 9 (11-88);

France, 13 (335-56-86);

Paramount-Galaxie, 13

(380-13-03);

Clichy-Paill, 18 (322-

46-41).

CONTÉ DE LA FOLLE ORDINAIRE

(A. v.o.)

Paramount-Oddon, 6

(825-59-83).

COURTISAN (Fr.)

Marivaux, 2

(326-50-40);

Montparnasse 13, 6 (325-

72-97).

LE DERNIER VOL DE L'ARCHÉ

DE NOË (A. v.o.)

Napoleon, 17 (380-

41-46);

Tourville, 20 (364-31-98).

DIYA (Fr.)

Capit, 2 (308-11-44);

Le GRAND

(Fr.)

Richelieu, 9 (233-56-70);

Colisée, 9 (359-

29-46).

LA GUERRE DU FEU (Fr.)

Movies, 1-

(260-43-99);

Impérial, 9 (742-72-53);

U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62);

Amé-

lieux, 8 (359-19-08);

Adhéma, 13 (343-

00-65);

Parasce, 14 (359-43-11);

Kino-

panorama, 11 (306-50-50);

Co-

lypée, 17 (380-30-11).

L'HIVER LE PLUS FROID À PÉKIN

(Chin. v.o.)

Clas-Seine, 9 (325-

95-99).

IL ÉTAIT UNE FOIS DES GENS HEU-

REUX : LES PLOUFFE (Can.)

11 (326-79-17);

Amélie, 7

(359-19-08);

Parasce, 14 (329-

83-11).

LES JEUX DE LA COMTESSE DO-

LINGEN DE GRATZ (Fr.)

11 (325-59-83);

U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62);

U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32);

U.G.C.-

Gobelins, 13 (336-23-44);

Miramar, 18

(320-89-52).

JOSEPH (Fr.)

Gaumont-les Halles, 1-

(297-49-70);

Richelieu, 9 (233-56-70);

Haute-

feuille, 6 (633-97-77);

Mont-

parnasse 13, 6 (329-42-62);

France, 9 (359-19-08);

U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32);

U.G.C.-

Gobelins, 13 (336-23-44);

Miramar, 18

(320-89-52).

LE LARRON (Il. v.o.)

Madruan, 2

(296-80-40).

LA MAISON PRÈS DU CIMETIÈRE

(Il. v.o.)

U.G.C.-Danton, 6 (329-

42-62);

V.F., 12 (236-83-53);

U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32);

U.G.C.-

Gobelins, 13 (336-23-44);

Miramar, 18

(320-89-52).

LA MAÎTRESSE DU LIEUTENANT

FRANÇAIS (A. v.o.)

Gaumont-les Halles, 1-

(297-49-70);

Quar-

tiers-Louis, 9 (359-19-08);

Haute-

feuille, 6 (633-97-77);

Mont-

parnasse 13, 6 (329-42-62);

France, 9 (359-19-08);

U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32);

U.G.C.-

Les grandes reprises

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES

(A. v.o.)

Grand Rex, 2 (236-83-53);

U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32);

U.G.C.-

Gobelins, 13 (336-23-44);

Miramar, 18

(320-89-52);

U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32);

U.G.C.-

Gobelins, 13 (336-23-44);

Miramar, 18

(320-89-52).

ANNA ET LES LOUPS (Esp. v.o.)

Studio

Lopez, 9 (354-35-42).

ALICES RESTAURANT (A. v.o.)

Acier

École, 9 (325-72-07);

Ma-

Mahon, 17 (380-24-81).

ANNIE ET LES LOUPS (Esp. v.o.)

Studio

Lopez, 9 (354-35-42).

ARSENAL ET VIEILLES DENTELLES

(A. v.o.)

Nickel-École, 11 (325-

72-07).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT

(A. v.o.)

3 Haussmann, 9 (770-47-55).

LA DAME DE L'HERMINE (A. v.o.)

Olympic

Luxembourg, 6 (633-97-77).

LE DESERT DES TARTARES (Fr.)

Studio

Bernard, 7 (783-64-66).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ANNÉES DE FLORE, film

allemand de Margarethe von Trotta.

V.o. : Forum, 10 (297-

53-74);

U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62);

U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32);

U.G.C.-

Gobelins, 13 (336-23-44);

Miramar, 18

(320-89-52).

BEATLEMAN, film américain de

Joseph Mandel.

V.o. : Bio-Opéra, 2

(742-52-54);

U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62);

U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32);

U.G.C.-

Gobelins, 13 (336-23-44);

Miramar, 18

(320-89-52).

LES BLEUS, film américain d'Ivan

Reitman.

V.o. : U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62);

U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32);

U.G.C.-

Gobelins, 13 (336-23-44);

Miramar, 18

(320-89-52).

BOULEVARD DES ASSASSINS,

film français de Bernard

Toulon.

V.o. : U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62);

U.G.C.-

Opéra, 9 (261-50-32);

U.G.C.-

Gobelins, 13 (336-23-44);

Miramar, 18

(320-89-52).

BOULEVARD DES ASSASSINS,

film français de Bernard

Toulon.

bution des excédents au prorata des opérations (la « ristourne »); intérêt limité versé en capital; indisponibilité des réserves. Vivrant secteur de l'économie sociale pour laquelle le gouvernement marque un intérêt certain, au moins au niveau des structures et des discours, les Coop n'ont-elles — à Lorient qu'un incident de parcours sans gravité et demeurent-elles capables d'être un « secteur témoin » prouvant qu'il existe une autre façon de faire du commerce ?

(1) Enseigne d'un magasin indépendant, dont le responsable adhère à cette commission de commerçants.

(2) Enseigne des magasins de vente du groupe Rallye.

(3) C'est-à-dire d'une enseigne ne nécessitant pas l'autorisation de la commission départementale d'urbanisme commercial (C.D.U.C.).

(4) Le Centre départemental d'équipement commercial de la région de Lorient, réalisé en janvier 1979 par le Cedoc (Centre départemental du commerce et de la distribution), organisme spécialisé de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, à la demande de la chambre de commerce et d'industrie du Morbihan et du conseil d'expansion économique du Lorient (Expalor).

Enfin, l'activité de l'U.C.B. est très saisonnière.

Exercises

مکتبہ اہل بیت

MARCHE INTERNATIONAL DES ETOILES
TAUX DES EURO-MONNAIES

La grève du personnel de l'épuration des eaux en Ile-de-France

A ACHÈRES : machines à l'arrêt dans la plus grande station d'Europe

« Vous êtes ici dans la station d'épuration biologique, la plus grande d'Europe et la seconde dans le monde, après celle de Chicago. Mais vous êtes surtout dans une station paralysée pour longtemps si Chirac et le gouvernement ne cadent pas. L'homme, la bonne quarantaine, vêtu d'un bleu de travail, que la grève a gardé propre, parcourt des yeux l'immense station d'Achères (Yvelines), arrêtée depuis le 8 mars par un conflit du travail dont plus personne ne sait comment sortir. »

Conçue dès 1920 pour épurer plus de dix millions de litres d'eau de la région parisienne, la station d'Achères est du ressort direct de la Ville de Paris, dont le maire, accablé des grévistes, « a envie de faire le bras de fer avec la C.G.T. ».

Sur environ trois cent cinquante salariés, plus de deux cents ont cessé le travail. Ce sont surtout les éboueurs, ceux qui, en quatre équipes successives, s'affairent jour et nuit autour des basses où sont traitées les eaux d'égout des gens de la grande ville. »

« Nous faisons un travail sale, classé insalubre comme celui des mineurs », explique un militant de la C.G.T., syndicat à l'origine du conflit. Nous voulons une cinquième équipe avec l'embauche d'effectifs nouveaux, la semaine de 35 heures et la retraite à cinquante-cinq ans. »

Pour la retraite à cinquante-cinq ans, le maire de Paris n'a pas dit non, mais a renvoyé le dossier dans le camp du gouvernement, qui a seul compétence en ce domaine. Les grévistes se sont donc aussitôt adressés au premier ministre. Sans résultat jusqu'ici. Par contre, la réduction de la semaine de travail à 35 h. 35, M. Chirac a opposé un refus caté-

gorique. La semaine de travail, qui était de 39 heures, a été ramenée à 37 h. 34 au 1^{er} janvier dernier, avec l'aval de la C.G.T. « C'est non et non, a-t-il dit. Il n'y a plus de raison de s'arrêter. »

Depuis, bientôt un mois, les vannes basses de décanisation de la station sont donc arrêtées. Chaque jour, plus de 2 millions de mètres cubes d'eau d'égout non épurés se déversent directement dans la Seine. Depuis une semaine, elles sont rejetées en trois points de la région parisienne, mais du côté de la Seine. Vingt mille mètres cubes ont été rejetés le 24 mars. D'autres purges ont eu lieu depuis.

« Jacques Chirac ne semble guère se soucier des effets de cette grève sur l'écologie du fleuve », ironise un jeune gréviste. Les riverains de la Seine commencent à être incommodés par les odeurs qui émanent d'un cours d'eau chaque jour un peu plus sombre. « Le temps est assez frais, c'est une chance, explique l'un d'eux, mais si la chaleur arrive, ça va devenir insupportable. »

« Les grévistes ont été très nombreux lors du conflit de juin 1980. Déjà au cours du dernier week-end de mars, qui fut assez chaud, nous avons dû fermer portes et fenêtres. »

DAMIEN RÉGIS.

Le rythme annuel d'augmentation des dépenses de l'assurance-maladie frôle les 20 %

Le rythme de progression annuelle des dépenses de l'assurance-maladie a atteint 19,3 % à la fin février 1982, indiquent les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie publiées le 31 mars. Ce taux est supérieur à celui enregistré à la fin janvier 1982 (18,9 %) et au rythme annuel observé à la fin février 1981 (14,9 %). Le taux d'évolution des dépenses de soins de santé se situe à 20,2 %, contre 19,3 % au 31 janvier 1982.

La progression des frais de séjour hospitaliers en rythme annuel est de 20,5 % (contre 19,3 % fin janvier 1982 et 16,3 % fin février 1981), celle des dépenses hospitalières du secteur public s'établissant à 21,7 %, et celle du secteur privé à 17,2 %. L'augmentation des honoraires du secteur privé atteint 17,8 % contre 17,1 % fin janvier 1982. Les prescriptions croissent au total de 22,7 %. Dans cet ensemble, la pharmacie augmente de 22,3 %.

LE MINISTRE DU TRAVAIL INVITE LES CHEFS D'ENTREPRISE A « AGIR »

« La balle est aussi dans votre camp. Nous ne nous demandons pas de partir, mais d'agir », a déclaré jeudi 1^{er} avril au Forum de l'Expansion, M. Jean Auroux, ministre du travail, qui a défendu « les droits de la loi du 14 juin 1975 » devant un certain nombre de chefs d'entreprise.

Après avoir rappelé que l'unité de direction et de responsabilité de gestion avait été maintenue dans l'entreprise et que le gouvernement entendait aussi faire preuve de « réformes et de pragmatisme », M. Auroux, qui a centré son intervention sur les thèmes « dialogue, responsabilité, solidarité », a assuré : « La négociation est le seul moyen de résoudre les conflits. Elle appelle la confrontation au réel du terrain. Elle permet la souplesse qui vous est chère. »

Ensuite, « le rendez-vous annuel en matière de négociation correspond à un minimum pour entretenir un vrai dialogue. Nous voulons susciter des habitudes ». D'autre part, « la reconnaissance et la valorisation du fait syndical nous protègent d'explosions de revendications spontanées et de contradictions ». Enfin, « quand il existe une réalité financière de groupe, il paraît logique de mettre en place une structure de gestion et de personnel adéquate ». Affirmant que le ministère du travail « aura pour souci de surmonter les blocages », M. Auroux a aussi invité les syndicats à prendre en compte toutes les réalités économiques de l'entreprise.

Apparavant, M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., avait réaffirmé les inquiétudes du patronat face aux projets de loi du ministre du travail. La veille, devant la commission des affaires sociales, familiales et culturelles de l'Assemblée nationale, M. Chotard avait attiré l'attention des parlementaires sur « les conséquences considérables », selon lui, « de la dégradation de l'emploi introduit » et qui risquent d'entraîner « des effets pervers ». « Le patronat, avait-il souligné, ne peut approuver un dispositif qui fait de l'emploi une affaire de salaires, ce qui est contradictoire ».

AGRICULTURE

MANIFESTATION DE VITICULTEURS A MONTPELLIER

Plus de dix mille viticulteurs ont manifesté dans le plus grand calme, mercredi 31 mars, à Montpellier. Les représentants des comités d'action viticole de l'Aude, du Gard, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales ont rasé les vignes avec force, mais sans violence, que tout laxisme dans les négociations européennes provoquerait la colère vigneronne. M. Guillot, président de la FNSEA, a été pris à partie, et son nom cité pour les déclarations qu'il avait faites condamnant les événements de Sète il y a quelques semaines.

Les manifestants ont remis une motion réclamant un nouveau règlement communautaire à l'égard des viticulteurs. Edgard Chailhades, président (socialiste) du conseil régional du Languedoc-Roussillon. Celui-ci a lu, en réponse, un message de Mme Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, et de M. André Chénier, secrétaire d'Etat, rappelant que le gouvernement exigeait à Bruxelles, depuis plusieurs mois, un nouveau règlement communautaire permettant la fixation d'un « prix minimum » (du vin) conçu comme une mesure permanente de gestion du marché. « Nous avons clairement dit à nos partenaires que nous exigeons que la fixation des prix soit accompagnée d'une réforme des règlements pour les productions méditerranéennes », précise Mme Cresson.

A PARTIR DE L'EXEMPLE DES N.M.P.P.

Force Ouvrière met en cause la gestion de la C.G.T. dans les comités d'entreprise

Lors d'une conférence de presse organisée le mercredi 31 mars par l'union des syndicats Force Ouvrière de la région parisienne, M. J.-P. Fontaine, secrétaire général du comité d'établissement des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (N.M.P.P., secteur Réaumur), a déclaré « avoir constaté un déficit estimé à 3 ou 4 millions de francs sur les années passées pour lequel F.O. demande à voir les documents pour en situer exactement le montant et les postes de dépenses ». Pour autant, M. Fontaine s'interdit de parler de « quoi que ce soit de frauduleux ». Cette « découverte » de Force

Ouvrière dans les comptes du comité d'entreprise est consécutive aux élections d'octobre 1981. Alors que la C.G.T. était majoritaire depuis plus de vingt ans au C.E. des N.M.P.P., un recensement en deux comités d'établissement, l'un au siège social, l'autre à la Villette, a modifié la répartition des sièges. Rue Réaumur, une liste commune F.O.-C.F.D.T. a obtenu quatre sièges, la C.G.T. trois et la C.G.C. un. A la Villette, la C.G.T. a conservé la majorité avec sept sièges sur huit (le huitième étant pour la C.F.D.T.). Force Ouvrière met également en cause la dotation financière faite au comité d'établissement du siège social, qu'elle n'a été que de 10 millions de francs (un milliard de centimes) — deux millions trois cent trois francs représentant 49 % de la masse salariale — tandis que le comité d'établissement de la Villette a perçu 15 millions de francs pour deux mille huit cent quatre-vingt-douze personnes et 21 % de la masse salariale. « Avec ces méthodes », ajoute M. Fontaine, la direction des N.M.P.P. émanation des patrons de presse, signifie qu'elle ne peut pas nous donner une dotation correspondant à celle de la Villette. En pourcentage, on obtient un taux de 3,60 % pour la Villette et de 2,40 % pour le siège. »

Fort de ce succès électoral et de façon plus générale de gains de voix et de sièges lors des élections professionnelles dans d'autres secteurs depuis un an, F.O. a décidé de « dénoncer » en s'appuyant sur l'exemple de l'ex-comité d'entreprise des N.M.P.P. « le monopole de la C.G.T. dans la presse, monopole dans l'impression, la diffusion et l'embauche, mettant en question la liberté de la presse ainsi que les hautes spécialités et privilèges réservés entre les C.E. où la C.G.T. est majoritaire et certaines organisations, comme Tourisme et Travail pour les vacances, comme la Mutuelle de la presse, rattachée à la Mutuelle des travailleurs pour la couverture des frais de maladie, comme INTERCO pour la gestion de cantine. »

« D'autres éléments vont sortir », affirme les responsables F.O. qui annoncent une série d'« offensives ». Prochain objectif : l'ex-comité d'entreprise de la Caisse primaire d'assurance-maladie de la région parisienne, démantelée en août 1980 et pour lequel on aurait constaté, toujours selon F.O., un « trou » évalué à environ 10 millions de francs.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

AUX FAIENCERIES ET ÉMAUX DE LONGWY

La constitution d'une coopérative ouvrière de production est envisagée pour mettre fin au conflit qui paralyse la firme

De notre correspondant

Metz. — La Société des faïenceries et émaux de Longwy (quarante-cinq salariés dont cinq à Paris) installée dès novembre 1980 dans une nouvelle usine à l'ombre des haute fourneaux d'Usinor, est menacée de disparition. Son activité est totalement paralysée depuis le 16 décembre dernier par une grève avec occupation nuit et jour des locaux par les faïenciers soutenus par les sections C.F.D.T. de Longwy. Motif de ce conflit : l'annexion par la direction de quinze vingt licenciements pour raisons économiques. Jusqu'à présent, les négociations syndicat-direction, provoquées par les pouvoirs publics, se sont soldées par un échec, d'autant que l'inspection du travail a refusé les licenciements. La seule planche de salut réside dans la constitution d'une société coopérative ouvrière de production (SCOP).

« C'est la seule solution légale pour sortir le conflit de l'impasse », a déclaré M. Astruc, sous-préfet de Briey.

De son côté, M. André Dadoun, l'actuel P.D.G., qui s'insurge contre la non-exécution d'une ordonnance d'expulsion des grévistes en date du 22 janvier 1982, s'est élevé avec force dans une lettre adressée en ces termes en date du 18 mars au préfet de la

Meurthe-et-Moselle, M. Jean Pinaud : « La République des syndicats leur permet de faire disparaître une société, sa direction et son conseil d'administration et de s'approprier tous ses actifs pour zéro franc. »

« Le travail est réalisé dans l'illégalité mais il reste un caractère de légitimité », rétorque M. Pinaud (C.F.D.T.), fort de l'appui des élus locaux communistes et socialistes.

Dans ce climat où chacun des partenaires campe sur ses positions, le dialogue est difficile, malgré la présence de médiateurs. La remise en cause par la C.F.D.T. d'un accord de principe sur la reprise provisoire du travail n'a pas arrangé les choses. « L'entreprise n'est ni à vendre ni à louer, mais faites-moi des propositions sérieuses », avait alors déclaré M. André Dadoun en faisant valoir que, si la SCOP devait être créée, elle devait maintenir intégralement l'emploi. Le P.D.G. qui annonce une série d'une des clés en acceptant une proposition de rachat de l'usine dans la mesure où le tribunal de commerce de Briey n'a pas prononcé la mise en liquidation des biens. Faute de quoi la balle sera dans le camp des pouvoirs publics.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

POUR LA SEINE

Le poison quotidien

Les poisons qui peuplent encore la Seine en aval de Paris ont de la chance. La grève d'Achères ne semble pas pour l'instant, leur causer de dommages.

Trois raisons expliquent ce qui peut passer pour un miracle, si on se réfère à ce qui s'était produit en mai 1980 lors d'un précédent conflit. A l'époque, alors que la grève n'avait duré qu'une semaine, on avait constaté une forte mortalité dans la population piscicole : les poissons avaient été rapidement asphyxiés par les eaux d'égout.

Cette fois, il en va autrement. D'abord les eaux usées sont déversées en trois points distants à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), à Clamart (Seine-Saint-Denis) et à La Frette (Val-d'Oise). Ainsi la pollution est-elle répartie sur une certaine longueur. Elle est également diluée dans un volume d'eau fort important puisque, en aval de son confluent avec l'Oise, la Seine charrie actuellement 900 mètres cubes d'eau à la seconde, soit dix fois plus que son débit estival le plus modeste.

Sa température ne dépasse pas 8 degrés, ce qui favorise la dissolution de l'oxygène de l'air, indispensable aux organismes vivants. La teneur en oxygène, qui est de 9 milligrammes par litre en amont de Paris, ne descend après rejet des égouts qu'à 6 milligrammes par litre. C'est plus qu'il n'en faut pour que les poissons respirent. Ils ne seraient menacés d'asphyxie qu'au-dessous de 3 milligrammes d'oxygène par litre d'eau.

Il n'empêche que l'arrêt de l'usine d'épuration deviendrait

préjudiciable s'il se prolongeait outre mesure. Le niveau des eaux va inévitablement baisser et leur température augmenter au fur et à mesure que les baux jours vont revenir. La Seine va perdre progressivement sa capacité à digérer les rejets des Parisiens. Si ce phénomène intervient avant la fin avril, elle risque d'en mourir. Il faut savoir, en effet, qu'une station d'épuration n'est pas une machine qui redonne son rendement du jour au lendemain. Ce sont des bactéries qui, dans les bassins, digèrent les matières organiques. Si on cesse de les alimenter en eaux grasses elles meurent. Même si la remise en route d'Achères intervenait aujourd'hui, il faudrait un bon mois pour que l'usine retrouve son efficacité.

On ne peut pas compter non plus sur une station de remplissage. Le chantier de la nouvelle usine de Valenton — celle-ci doit épurer les rejets de cinq cent mille Parisiens habitant au sud-est de la capitale — ne démarra qu'à la fin de l'année. Sa mise en eau est prévue pour 1985.

Il faut donc souhaiter qu'un accord intervienne au plus vite entre les employés d'Achères et le syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne. D'autant que, en raison de la pollution provoquée par ce conflit, l'Agence française Seine-Normandie cesse de verser au syndicat la prime d'épuration à laquelle, normalement, il a droit. Parts de recettes : 300 000 francs par jour. Voilà un conflit qui risque de coûter cher aux Parisiens mais aussi aux contribuables de l'Ile-de-France. — M. A.-R.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	DE MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas - haut	Rep. - au bas -	Rep. - au bas -	Rep. - au bas -
S. E.-U. ...	6,2863 6,2935	+ 60 + 115	+ 80 + 170	+ 80 + 280
S. E.-U. ...	5,1211 5,1270	+ 8 + 30	+ 10 + 50	+ 10 + 85
Yen (100) ...	2,3825 2,3835	+ 180 + 235	+ 295 + 445	+ 1085 + 1135
D.M.	2,6025 2,6100	+ 185 + 185	+ 310 + 380	+ 815 + 990
Florin ...	2,3510 2,3590	+ 180 + 185	+ 315 + 325	+ 880 + 105
F. D. (100) ...	12,8935 12,9215	+ 150 + 160	+ 250 + 30	+ 390 + 460
F. S. (100) ...	3,5490 3,5510	+ 120 + 125	+ 180 + 185	+ 1015 + 1020
L. (1 000) ...	4,7875 4,7975	+ 685 + 715	+ 1090 + 1190	+ 2825 + 2875
S.	11,2180 11,2340	+ 215 + 480	+ 520 + 695	+ 1060 + 1440

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
D.M.	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8
S. E.-U. ...	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8
Florin ...	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8
F. D. (100) ...	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8
F. S. (100) ...	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8
L. (1 000) ...	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8
F. français ...	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8	15 7/8

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LE CHAMP DE MARS, C'EST NON !

Il n'y aura pas de vigne sous la Tour Eiffel, les spécialistes sont contre. Comme il « n'est de bon bec qu'à Paris », on ne peut faire de bons vins blancs secs de Bordeaux qu'en Gironde, sur nos côtes autour de Blaye, dans nos vallons d'Entre-Deux-Mers, en terres de Graves. Merci tout de même aux Parisiens.

Nous aurions été contents de vivre un peu avec eux.

Et qu'ils se consolent : nos vins blancs secs du millésime 81 sont arrivés, clairs, secs et fruités, dans toute la fraîcheur de leur jeunesse. Buons vite... que la fête commence.

Conseil Interprofessionnel du Vin de Bordeaux
1, cours du XXX Juillet - 33075 Bordeaux Cedex - Tél. (56) 44.37.82

de Vin Blanc mis en scène Patrick Guillard

en collaboration avec le Théâtre National

l'expérience absolue des produits étrangers. Mais il a eu des conséquences néfastes, qui ne peuvent que s'aggraver : les exploitants ind-

quelque un comme était l'ancien de Chénas à 14-Juillet, MK-2 Diffusion) ne peut qu'applaudir : aujourd'hui la volonté d'ou-

S'il y a séparation du GIE Gaumont-Pathe son coupé Gaumont-Pathe, le théâtre a

les bouleversements technologiques

CLAIRE DEVARUEUX

ÉNERGIE

PLUSIEURS COMPAGNIES VONT AUGMENTER LEURS ACHATS DE PÉTROLE AU NIGÉRIA

Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, a confirmé le 31 mars à Londres que l'organisation des pays exportateurs pourrait se réunir afin de prendre des mesures contre les compagnies pétrolières qui font pression sur le Nigéria pour qu'il baisse ses prix. Le ministre saoudien a néanmoins formulé le vœu qu'une telle réunion ne soit pas nécessaire.

Cheikh Yamani, qui participait à une rencontre du groupe Europe-Atlantique, organe britannique de discussion sur les affaires internationales, a ajouté qu'il serait injuste que les compagnies pétrolières profitent de l'engorgement temporaire du marché pour contraindre le Nigéria à court de devises, à réduire ses prix. Le ministre saoudien a rappelé que l'article 4 des statuts de l'OPEP prévoit le cas où un pays membre devient la cible des compagnies : « Les autres pays membres se trouvent dans l'obligation de se réunir et de discuter des mesures à prendre contre ces compagnies ».

Les menaces saoudiennes, pour n'avoir pas été, semble-t-il, proférées officiellement, n'en ont pas moins été entendues par les compagnies. L'agence de presse OPECNA — organe officiel de l'OPEP — a annoncé le 31 mars que les compagnies acheteuses de brut au Nigéria avaient averti les autorités de Lagos de l'augmentation de leurs achats pendant un mois. Shell, Mobil, Texaco, Gulf, Elf et l'AGIP ont négocié pendant deux jours de compromis avec les responsables pétroliers du Nigéria.

D'autre part, le président du Nigéria, M. Shehu Shagari, dans un discours au Parlement, a affirmé que la suspension des importations décidée la semaine passée serait levée à la mi-avril. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.).

Vous pourriez terminer un réacteur nucléaire en Iran. Kraftwerk Union (K.W.U.), le constructeur allemand de centrales nucléaires, vient de reprendre contact avec l'autorité iranienne de l'atome, à la demande de cette dernière. K.W.U. pourrait se voir confier l'achèvement du réacteur de Bushehr, construit à 70 % avant la révolution iranienne. — (A.F.P.).

La centrale nucléaire de Wylfa, en Angleterre fédérale, pourra être construite. Le tribunal administratif de Manchester a donné le 31 mars un « feu vert » à la construction de la centrale nucléaire de Wylfa, théâtre depuis 1976 de nombreux incidents entre forces de l'ordre et manifestants anti-nucléaires. Les juges ont rejeté, en seconde instance, une plainte de vingt citoyens, habitants du sud du pays de Galles, qui tentaient de freiner la construction de la centrale. — (A.F.P.).

PRESSE

Le Syndicat national des dépositaires de presse, dont les instances nationales viennent de se réunir, a élu son nouveau bureau :

M. Gérard Boissin, président sortant (Le Monde), a été réélu pour un nouveau mandat de quatre ans ; vice-président : André Vigier (Clement-Ferrand) ; secrétaire général : Raymond Coppen (Perpignan) ; secrétaire général adjoint : Jean Bastoull (Carcassonne) ; trésorier général : Robert Damidot (Dijon) ; délégués généraux : Christian Kleffler (Champigny-sur-Marne) et Maurice Touraton (Bayonne).

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Banque tunisienne en pleine expansion recherche bureaux d'études comprenant :

1) Ingénieurs informaticiens ayant élaboré, conçu et mis en place systèmes informatiques intégrés et ayant utilisé la technique des bases de données et des traitements dans le domaine bancaire afin d'examiner et de porter un jugement à l'attention des dirigeants de la banque sur système informatique en cours de conception et de la réalisation par l'équipe d'informaticiens internes.

2) Ingénieur en organisation bancaire ayant réalisé des projets en la matière pour assister le département d'organisation de la banque.

Veillez adresser curriculum vitae des ingénieurs ayant réalisé et mis en place des systèmes informatiques et organisations avec détail des projets réalisés et mis en place, à l'attention personnelle de M. le Secrétaire général, M. Habib FOURATI, de la Banque Internationale Arabe de Tunisie, 70-72, av. H. Bourguiba, TUNIS. Tél. : 252655 - Téléc. : 12396, 13090, 13091.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE NATIONALE DE PARIS

M. René Thomas, administrateur général, vient de procéder à d'importantes nominations à la tête de la BANQUE NATIONALE DE PARIS.

Ces modifications répondent au désir de rendre plus collégiale la direction de la Banque et de renforcer l'état-major :

- en intégrant des hommes venus d'autres horizons afin de bénéficier de leur expérience différente, par la force des choses, de celle de la B.N.P. ;
- en faisant en sorte que les responsables de la direction générale, plutôt que de se perpétuer dans des fonctions identiques, trouvent des occasions d'accomplissement par la prise en charge d'attributions nouvelles ;
- en sachant donner une promotion accréditée aux responsables de la maison dont les capacités sont certaines et reconnues.

Les nominations suivantes ont été décidées par l'administrateur général, conformément à l'article 19 de la loi n° 82.185 du 11 février 1982 :

I. — NOMINATIONS

— M. Gérard Llewellyn, directeur général délégué, nommé conseiller de l'administrateur général ;

— M. Jacques Masson, directeur général adjoint, nommé directeur général ;

— M. Jacques Wahl entre à la B.N.P. à compter du 5 avril 1982. Il est nommé directeur général.

Diplômé d'études supérieures de droit public, de sciences économiques et d'économie politique, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Jacques Wahl est directeur des affaires internationales multinationales à la direction du Trésor, il a été, de 1977 à 1979, directeur adjoint et conseiller financier auprès des ambassades de France aux États-Unis et au Canada et membre des conseils d'administration au Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. A son retour en France, il occupe les fonctions de directeur adjoint, puis de secrétaire général de la présidence de la République, de juin 1979 à mai 1981.

— M. Pierre-Yves Cosé entre à la B.N.P. à compter du 5 avril 1982. Il est nommé directeur général adjoint et prend la direction des grandes entreprises et du développement (D.G.E.).

Diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'E.N.A., M. Pierre-Yves Cosé est nommé en

1964 inspecteur des finances, chef de la division des programmes financiers, puis des budgets économiques à la direction de la prévision, de 1969 à 1973, directeur administratif et financier de la Société centrale pour l'équipement du territoire (S.C.E.T.), de 1973 à 1978. M. Pierre-Yves Cosé est nommé en 1979 ministre conseiller près l'ambassade de France à Alger pour les affaires économiques et financières. Il est depuis mai 1981 chargé de mission auprès du ministre de l'économie et des finances. M. Cosé a écrit, en collaboration, « 1981 et la prévision macroéconomique » (Berger-Levrault, 1978).

— M. Michel Rubinstein, directeur central, est nommé conseiller de l'administrateur général.

— M. Jean Gagne, directeur du réseau Rhône-Alpes, Auvergne, est nommé directeur central et prend la direction centrale des réseaux métropolitains (D.C.R.M.).

II. — AFFECTATIONS

— M. Claude Reinhardt, directeur général adjoint, est chargé de la direction financière. La direction de la comptabilité générale et du contrôle de gestion lui est rattachée.

— M. Guy Hazard, directeur central, conserve ses attributions relatives à la direction des opérations d'administration et à la direction de l'administration générale. La direction de l'organisation lui est rattachée.

Enfin, l'administrateur général a décidé les promotions et nominations suivantes :

— M. Bernard Cassard, directeur de département à la direction des grandes entreprises et du développement ;

— M. Jean-Louis Hautecœur, directeur de département à la direction de la Trésorerie et des affaires internationales ;

— M. Gérard Frêche, directeur de département à la direction de la Trésorerie et des affaires internationales ;

— M. Daniel Oichanski, directeur de département à la direction financière ;

— M. Guy Lapomme, directeur adjoint, qui est affecté à la direction du personnel ;

— M. Gérard Wols, directeur adjoint en service détaché auprès de la BANEXI, qui demeure chargé du département des participations.

SOURCE PERRIER

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Source Perrier s'est tenue à Vézère (Gard), le 30 mars 1982.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1981, se soldant par un bénéfice de 40 023 000 F, et les dividendes de 40 023 000 F pour l'exercice précédent (hors reprise de provision sur titres de participation de 34 millions 759 934,44 F intervenus à l'époque).

Le résultat consolidé s'est élevé à la même date à 82 874 173 F (81 132 802,38 F au 30 septembre 1980). Elle a décidé la distribution d'un dividende de 12,50 F par action, soit 12,50 F compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, dividende qui s'ajoute au dividende de 12,50 F distribué en 1980.

Le dividende sera mis en paiement le 15 avril 1982 contre remise du coupon n° 43.

UNION IMMOBILIERE DE FRANCE

UF

Le conseil d'administration s'est réuni le 26 mars 1982 pour arrêter les comptes de l'exercice 1981 et prendre connaissance du compte rendu d'activité de la société.

Le taux d'occupation des immeubles d'habitation demeure proche de 100 %, et les 37 443 m² de surface à usage commercial ou de bureaux sont entièrement loués.

Les résultats sont en nette progression, l'ensemble des recettes locatives s'élevant à 89 835 000 F à 101 855 000 F. Elles incluent cette année les fruits supplémentaires en provenance de l'Assemblée Départementale, cependant qu'est enregistrée une nouvelle diminution des indemnités dues par l'Etat au titre de la garantie.

Après affectation de 10 172 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice net s'établit à 79 983 000 F contre 69 536 000 F en 1980.

Le conseil proposera à l'Assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 15 juin 1982, la distribution d'un dividende de 17 F par action contre 14,75 F en 1980.

SOGEVAR

Société d'investissement à capital variable SICA V

L'Assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 20 mars 1982 sous la présidence de M. Daniel Sica, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981.

Au cours de cet exercice, l'actif net est passé de 821,2 millions de francs à 868,5 millions après absorption le 6 avril 1981, de la Sina Interrelance. La valeur liquidative de l'action en revenu de 1981, soit 12,50 F, a été versée aux actionnaires, après prise en compte du dividende net décaissé en avril 1981, une participation de 3,5 %.

Le compte de résultat fait apparaître un montant distribuable de 26,5 millions de francs, permettant la mise en paiement d'un dividende net de 23,75 F assorti d'un crédit d'impôt de 2,75 F, soit un revenu global de 26,50 F (contre 25,38 F global pour l'exercice précédent) ; sur la base de la valeur liquidative en-coupon de 26,50 F, le rendement global ressort ainsi à 5,93 %.

Le dividende sera mis en paiement le 5 avril 1982, contre remise du coupon n° 33 aux guichets des banques domiciliées :

— Société Générale, Banque de Paris et des Pays-Bas, Société Générale Alsacienne de Banque.

— Société Centrale de Banque. Les actionnaires de SOGEVAR pourront, jusqu'au 31 juillet 1982 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICA V sans droit d'entrée.

SÉLECTION VALEURS FRANÇAISES

Société d'investissement à capital variable

Réunie le 29 mars sous la présidence de M. Daniel Sica, l'Assemblée générale a approuvé les comptes du troisième trimestre de la société, arrêtés au 31 décembre 1981.

Le dividende global a été porté à 10,42 F (dont un avoir fiscal de 2,92 F) contre 9,22 F (dont un avoir fiscal de 1,82 F) au titre de l'exercice précédent. La date de mise en paiement de ce dividende a été fixée au 31 mars.

Les actionnaires auront la faculté de réinvestir le dividende brut en actions de Sélection Valeurs Françaises en exonération totale de la contribution d'entrée, sous réserve de faire connaître leur option avant le 30 juin 1982.

Ce réinvestissement ouvre droit aux avantages de la loi Monory au titre de l'année 1982.

Trade Development Bank (France) S.A.
20, Place Vendôme, 75001 Paris

Le Conseil d'Administration, réuni le 25 mars 1982 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, a examiné les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981.

Le total du bilan a dépassé un milliard de francs, pour atteindre 1 146 407 000 contre 870 510 000 en 1980. Les dépôts de la clientèle totalisent 458 000 000 contre 325 000 000.

Les crédits accordés à la clientèle s'élevaient à 447 000 000 contre 385 000 000.

Les bénéfices après impôts, amortissements et provisions s'élevaient à 6 098 000.

La prochaine Assemblée Générale des actionnaires aura lieu sur les comptes de l'exercice 1981, décidée de l'effectuation des résultats.

Il est rappelé que la TRADE DEVELOPMENT BANK (FRANCE) S.A. a procédé le 22 mars 1982 à l'émission, sur le marché national, d'un emprunt obligataire à taux variable pour 50 000 000.

VILLARS Suisse

La station de prestige des Alpes vaudoises 1300 m d'altitude, à 20 m de Montreux

A VENDRE dans un grand parc arborisé privé, avec environnement protégé, quelques

APPARTEMENTS DANS CHALETS TIPIQUES De 5 à 8 appartements seulement avec les prestations les plus raffinées

Vue panoramique inégalable sur la chaîne des Alpes Crédit jusqu'à 60 % sur vingt ans, intérêts 8 % env.

Direction du constructeur IMMOBILIERE DE VILLARS S.A.

Casa postale 62 CH-1884 VILLARS-sur-OLLON

Tél. : (25) 35-35-31 Téléc. 456213

ÉPARGNE - VALEUR

Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 30 mars 1982 sous la présidence de M. Bailly, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables, compte tenu du report des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, s'élevaient à 183 741 442 F. Elles permettaient, après report à concurrence de 21 211 308,21 F des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende de 14,33 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 2,48 F, soit un dividende global par action de 17,01 F.

L'Assemblée générale a fixé au 31 mars la mise en paiement de ce dividende, qui sera matérialisé par le coupon n° 34 ventilé de la façon suivante :

— Revenus non imposables : 1,07 F ;

— Revenus d'obligations françaises non indexées : 4,19 F + crédit d'impôt de 0,31 F ;

— Revenus d'actions françaises : 5,63 F + crédit d'impôt 1,84 F ;

— Autres revenus : 5,64 F + crédit d'impôt de 0,31 F.

Comme les années précédentes les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la société en exonération totale de droit d'entrée.

L'Assemblée générale a par ailleurs modifié les statuts de la société pour les mettre en harmonie avec les dispositions de la loi n° 81-1162 du 30 décembre 1981.

ÉPARGNE - OBLIGATIONS

Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 30 mars 1982, sous la présidence de M. Pierre Jara, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1981, qui dégageant un résultat net de 328 123 220,80 F.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 12,86 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 1,24 F, soit un revenu global de 14,10 F.

Le paiement de ce dividende sera effectué à partir du 31 mars 1982 sur présentation du coupon n° 28 se décomposant ainsi :

— Produits des obligations françaises non indexées : 10,23 F ;

— Produits de l'emprunt 8,50 % 1977 : 0,04 F ;

— Produits des actions françaises : 0,67 F ;

— Autres produits : 3,02 F ;

Total : 13,96 F ;

Il est rappelé que les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société, en exonération totale de droit d'entrée.

L'Assemblée générale a nommé administrateur M. Georges P. et renouvelé le mandat de M. Jean-Claude Assou.

ÉPARGNE - INTER

Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 30 mars 1982 sous la présidence de M. Oichanski, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables au titre de l'exercice 1981 s'élevaient, compte tenu du report à nouveau de l'exercice 1980, à 46 864 279,56 F. Elles permettaient après report à concurrence de 9 759 873,38 F des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende par action de 19,02 F, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 0,87 F, soit un revenu global de 19,89 F.

L'Assemblée générale a fixé au 31 mars 1982 la mise en paiement de ce dividende, qui sera matérialisé par le coupon n° 19 ventilé de la façon suivante :

— Revenus d'obligations françaises non indexées : 5,05 F + crédit d'impôt de 0,22 F ;

— Autres produits : 13,97 F + crédit d'impôt de 0,78 F.

Comme les années précédentes les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la société, en exonération totale de droit d'entrée.

Par ailleurs, l'Assemblée générale a modifié les statuts de la société pour les mettre en harmonie avec les dispositions de la loi n° 81-1162 du 30 décembre 1981.

NATIO - VALEURS

Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 30 mars 1982 sous la présidence de M. Oichanski, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables au titre de l'exercice 1981 s'élevaient, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, à 290 878 880,99 F. Elles permettaient, après report à concurrence de 46 729 586,13 F des lots et primes de remboursement, de distribuer un dividende par action de 23,03 F, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 4,50 F, soit un dividende global de 27,53 F.

L'Assemblée générale a fixé au 31 mars 1982 la mise en paiement de ce dividende, qui sera matérialisé par le coupon n° 3 ventilé de la façon suivante :

— Revenus d'obligations françaises non indexées : 6,33 F + crédit d'impôt de 0,37 F, soit au total 6,70 F, dont 0,11 F correspondant aux produits des obligations de l'emprunt d'Etat 8,50 % 1977 ;

— Revenus d'actions françaises : 10,87 F + crédit d'impôt de 4,34 F ;

— Autres produits : 5,83 F + crédit d'impôt de 0,06 F.

Comme l'année précédente, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la société, en exonération totale de droit d'entrée.

L'Assemblée générale a renouvelé pour une période de six ans, sans l'effet du renouvellement prévu à l'article 17 des statuts, le mandat de M. Daniel Oichanski, Pierre Bailly et Pierre Simon, et de la Banque nationale de Paris.

Par ailleurs, l'Assemblée générale a modifié les statuts de la société pour les mettre en harmonie avec les dispositions de la loi n° 81-1162 du 30 décembre 1981.

FRANCE - NORVÈGE : UNE COOPÉRATION AXÉE SUR LES P.M.E.

En collaboration avec la chambre de commerce franco-norvégienne, la Christiania Bank, Riksbank et l'Aprome, la Société générale a organisé les 22 et 23 mars 1982 des journées franco-norvégiennes sur le thème :

« Développement et perspectives des échanges franco-norvégiens, coopération industrielle entre partenaires des deux pays ».

Ces journées ont été inaugurées par une réunion générale d'information, présidée par M. Auberg, directeur central de la Société générale et ouverte par M. Saint-Gulley, directeur de la Société générale en la présence de nombreuses personnalités norvégiennes du commerce et de l'industrie, de nombreux représentants de la chambre de commerce franco-norvégienne ; M. Nielsen, directeur général de la Christiania Bank ainsi que M. Bastoul, directeur Europe de la Société nationale Riksbank.

Elle a été suivie par des sessions de travail et de nombreux contacts individuels entre industriels norvégiens et français représentant une centaine de petites et moyennes entreprises.

NEUBAUER

PEUGEOT - TALBOT LE MEILLEUR PRIX !

LE MEILLEUR SERVICE !

TELEPHONEZ-NOUS, VOUS SEREZ ÉTONNÉ

SERVICE VENTE : M. GÉRARD

APRÈS VENTE : M. MARCOM

821 - 60 - 21

مركز زلازل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. AUDIOVISUEL : « Un service public, pour quel faire ? », par Jean-Marie Drot ; « Pour une média collective », par Jean-Noël Jeanneney ; « Annoncer les couleurs », par Paul Collovald.

ÉTRANGER

3. EUROPE
4. AMÉRIQUES
— EL SALVADOR : M. Reagan estime qu'un gouvernement d'extrême droite créerait aux États-Unis de « grandes difficultés ».
5. — 6. PROCHE-ORIENT
— CISJORDANIE : « Doudou contre Goliath » (III), de notre correspondant Francis Corra.
6. AFRIQUE
7. ASIE
— La transformation des structures économiques en Chine.

POLITIQUE

8. M. Jospin invite les députés socialistes à proscrire « l'implication et le verbalisme ».
9. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

10. JUSTICE : après l'attentat contre la Capitale.
11. MÉDECINE : les mouvements de grève dans les hôpitaux.
12. SPORTS : crise à l'A.S. Saint-Etienne.

LIVRES

13. La feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : une fennec aventure.
14. La vie littéraire.
15. Poésie : sous les soleils de Jean Sarrac.
16. En poche : le domaine étranger de 10/18.
17. Édition : bilan de Salon du livre.

ÉCONOMIE

25. ÉTRANGER : le « fonds commun » pour les matières premières n'est pas entré en vigueur.
26. AFFAIRES : « Quel avenir pour les Coop ? » (I), par Josée Doyère.
27. SOCIAL : l'impact de la C.G.T. dans les comités d'entreprise.
28. ÉNERGIE.

CULTURE

19. CINÉMA : « Fête du Nord », de Pierre Guéhenne.
20. THÉÂTRE : un concert de nouveau théâtre.
21. RADIO-TELEVISION : la réforme de l'audiovisuel ; FR 3 - Godeloupe : les risques du métier.

RADIOTELEVISION

(12 et 23)
INFORMATIONS
SERVICES - (12)
Vivre à Paris : Météorologie ; l'état de la neige ; « Journal officiel » ; Mots croisés ; Loterie nationale. Loto et Ariquin.
Annonces classées (24) ; Programmes spectacles (20 et 21) ; Carnet (11) ; Bourse (29).

Le numéro du « Monde », daté 1^{er} avril 1982 a été tiré à 509 353 exemplaires.

BUICK
Soyez à l'avant-garde.
Jean Charles s.a.
28, rue Claude-Terrance, Paris-10^e, 524.43.33

FORTS ou GRANDS
DES HOMMES BIEN
HABILLÉS, A DES PRIX
RAISONNABLES :
RAFAL 3
15, place du Havre
face gare St-Lazare

A B C D E F G

Le franc est de nouveau attaqué

Le dollar à 6,29 francs

Les attaques ont repris sur le franc, jeudi 1^{er} avril, sur le marché des changes. Le cours du mark qui était revenu, mardi et mercredi, de 2,61 francs à un peu plus de 2,68 francs, est remonté très brutalement à près de 2,81 francs, non loin du cours-piège de 2,83 francs.

Le dollar, très ferme à Francfort, a battu ses records à Paris à 6,29 francs après 6,30 francs. La Banque de France est assez peu intervenue.

Le redressement du franc, assez vite mardi et mercredi, aura été le fruit de deux facteurs techniques, notamment le règlement d'opérations spéculatives pour la fin du mois. Il n'a pu résister à de nouvelles attaques amorcées mercredi soir à New-York et relayées par les places européennes jeudi.

L'approche du week-end et des rumeurs sur une sortie éventuelle du système monétaire européen, non par des francs mais des marks, expliquent ces nouvelles attaques.

L'Allemagne fédérale estime mal que sa monnaie est, vis-à-vis du dollar, tirée en bas par le bas par les monnaies les plus faibles du S.M.E., notamment le franc français et le franc belge, et manifeste donc quelque impatience.

D'autre part, M. Raymond Barre a déclaré mercredi, que

s'est toujours fixé, il s'est abstenu « conformément à la règle qu'il a tenu des propos publics sur la situation du franc ». Cette mise au point de l'ancien premier ministre, fait suite à des déclarations rapportées, mardi, par l'agence télégraphique suisse (A.T.S.), suivant lesquelles la France devait, si elle ne changeait pas de politique, « se mettre en congé du système monétaire européen et laisser flotter le franc, qui, selon M. Barre, « ne devrait pas passer l'automne », du moins à sa parité actuelle.

L'A.T.S. a précisé que les déclarations de M. Raymond Barre avaient été faites lors d'un entretien « à bâtons rompus » avec des journalistes. « Il ne s'agit donc pas d'une déclaration publique, et c'est par erreur que ce texte a été publié ».

Dans l'entourage du premier ministre, M. Pierre Mauroy, on affirmait, mercredi, « ne pas comprendre » que M. Raymond Barre « ait soit laissé aller à des propos contraires aux intérêts de la France ». On s'étonne vivement, de même source, que l'ancien premier ministre ait pu adopter un pareil comportement alors qu'il « morigénait les journalistes lorsque ces derniers prononçaient la moindre parole contre le franc, estimant même qu'il s'agissait d'un délit passible du code pénal ».

Selon les nouvelles propositions de la Commission

Les prix agricoles augmenteraient de 12,5 % en France

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne a ajusté en hausse ses propositions concernant les prix agricoles à appliquer au cours de la prochaine campagne. Les ministres de l'Agriculture des Dix devaient reprendre leur débat ce jeudi, sur la base de ce projet de compromis. Les propositions, si elles étaient acceptées par le conseil, se traduiraient en France — compte tenu des mesures d'accompagnement monétaires — par une hausse moyenne de l'ordre de 12,5 %.

La Commission, d'après les premières informations dont on dispose, propose une augmentation supplémentaire de 1,5 % des prix des céréales, du lait et de la viande bovine, de 2 % de ceux des produits méditerranéens (vins, fruits et légumes, riz et huile d'olive) et de 3 % de ceux de certaines variétés de tabac. On s'attendait ainsi à une augmentation en France de 9,08 % du prix de référence du blé tendre (qualité moyenne) et du prix d'intervention de l'orge et du maïs, de 10,5 % du prix indicatif du lait, et du prix d'orientation de la viande bovine (pour la viande bovine, l'augmentation s'effectuerait en deux étapes). Sans erreur, les ajustements de la Commission ne modifient pas la hiérarchie des prix telle qu'elle figurait dans les propositions initiales.

Les hausses appliquées varieront d'un État membre à l'autre, en raison des modifications à apporter aux taux de conversion monétaires (le cours utilisé pour convertir l'écu en monnaie nationale) après les variations intervenues récemment dans les relations de change au sein du Système monétaire européen (S.M.E.). La Commission propose que les monnaies vertes soient dévaluées de la sorte : franc français, 1,5 % ; lire, 3,6 % ; franc belge, 4,6 % ; couronne danoise, 3,2 % ; dracme, 1 %. Il en résulterait dans chacun des pays concernés des augmentations supplémentaires de prix du même montant.

S'agissant des pays à monnaie forte, la régularisation de la situation (c'est-à-dire l'alignement progressif des taux de conversion sur le taux du marché) aboutit à réduire les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) positifs actuellement appliqués dans les échanges. Ces M.C.M., qui jouent comme des taxes à l'importation et des subventions à l'exportation, gênent les agriculteurs des pays à monnaie faible en particulier les Français. La Commission propose de réduire de 4 % les M.C.M. allemands, au lieu de 4,5 % dans sa proposition initiale (ceux-ci sont actuellement de 8,5 % et les Français demandent qu'ils soient réduits de 5,5 %).

Deux autres modifications notables des propositions initiales

sont à signaler. En ce qui concerne la réforme du marché des céréales, le vin, il est suggéré qu'outre la distillation obligatoire à bas prix que l'on propose d'introduire en début de campagne en cas de vendanges pléthoriques, la Commission puisse décider elle-même par la suite d'autres distillations à prix plus élevés afin d'assurer l'équilibre du marché. Cela signifie que l'on admette le rôle régulateur de la distillation obligatoire à bas prix, ce que souhaitent en Italie, mais il en résulterait une augmentation sensible du prix de l'orge et du maïs, deux produits de base de l'alimentation humaine.

La Commission a, en outre, semblé-t-il, assouplir les objectifs de production figurant dans ses propositions initiales pour les céréales. Elle a, comme on le sait, tenté de réduire la production de céréales dans les pays à excédent, en particulier la France, de facilités techniques dans l'archipel des Açores lors de certains essais de ses matériels stratégiques.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

● Le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, a reçu, mercredi 31 mars à Paris, le général Mario Egidio, chef d'état-major général des forces armées portugaises. L'entretien a porté sur les différents aspects de la coopération militaire entre les deux pays. Le Portugal a fait bénéficier la France de facilités techniques dans l'archipel des Açores lors de certains essais de ses matériels stratégiques.

● Dernier vol du Concorde entre Rio-de-Janeiro et Paris. — Le Concorde piloté par le commandant André Gaty, a quitté Rio-de-Janeiro, le mercredi 31 avril, à 18 h 50 (heure locale) pour sa dernière liaison Rio-de-Janeiro-Paris avec 72 passagers à son bord. Sur cette ligne il aura transporté 70 000 passagers au cours de 1 263 vols. Au cours de son avant-dernier vol, le dimanche 28 mars, le super-jet franco-brésilien avait couvert les 9 323 kilomètres qui séparent la métropole brésilienne de la capitale française en cinq heures, trente-quatre minutes et trente-trois secondes.

NOUVELLES RUMEURS A MOSCOU

M. Brejnev aurait été hospitalisé

De notre correspondant

Moscou. — L'état de santé du président Brejnev fait l'objet depuis quelques jours de nouvelles spéculations dans les milieux occidentaux de Moscou.

Selon certaines rumeurs, qui n'ont trouvé jusqu'à présent aucune confirmation officielle, le chef du P.C. et de l'Etat soviétique aurait été très épuisé par son séjour, du 22 au 25 mars, à Tachkent, en Ouzbékistan. M. Brejnev serait rentré fatigué de ce voyage et ses médecins lui auraient conseillé d'annuler tous ses rendez-vous pendant quelques jours pour se reposer. Il est vrai que la télévision soviétique, contrairement à son habitude, n'a pas transmis de reportage sur les cérémonies du retour du président à Moscou. Depuis cette date d'ailleurs, le chef de l'Etat soviétique n'est plus réapparu en public. Ces rumeurs ont encore été accentuées par le report, sans explication officielle, de la visite que devait faire, fin mars, à Moscou, le président du Sud-Yémen, M. Ali Nasir Muhammad.

Marxisme et marxisme, de nouvelles rumeurs se répandaient dans les milieux occidentaux de la capitale soviétique faisant état de l'hospitalisation du président Brejnev. Là encore, aucune confirmation n'a pu être obtenue de source soviétique (1).

M. Leonid Brejnev est âgé de soixante-cinq ans. Son état de santé s'est nettement amélioré au début de 1980 après une période difficile, ce qui lui avait permis d'entreprendre plusieurs voyages à l'étranger, notamment à Belgrade, Varsovie, New-Delhi et Bonn. Cependant, le chef de l'Etat soviétique,

d'ion, avait été très épuisé par la mort de M. Soultov, disparu en janvier dernier, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Le programme de M. Brejnev ne prévoit aucune manifestation officielle et aucune apparition publique ces jours-ci. Il faudra probablement attendre le 22 avril prochain, date de l'anniversaire de la naissance de Lénine, pour savoir si l'état de santé du chef de l'Etat soviétique lui permet d'exercer normalement ses fonctions.

(Initia.)

M. GISCARD D'ESTAING A RÉUNI SON GROUPE DE TRAVAIL

Le « conseil pour l'avenir de la France » a tenu mercredi 31 mars sa troisième réunion à Paris sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Les deux précédentes avaient eu lieu les 2 et 15 février. Elles avaient permis l'identification de sept thèmes de réflexion sur lesquels travailleront les sept groupes de travail mis en place mercredi. Ces thèmes sont l'éducation, les entreprises et la fiscalité, le patrimoine et la propriété, l'information, l'énergie, les scénarios pour l'avenir, l'emploi.

LA RÉFORME DU CINÉMA

M. Jack Lang annonce la fin de la concentration des pouvoirs et un soutien accru à la création

M. Jack Lang, ministre de la culture, a présenté, ce jeudi 1^{er} avril, à la presse et aux représentants des organisations professionnelles, les grandes lignes de la réforme du cinéma, qui s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

Il a souligné que la réforme du cinéma s'appuie sur les conclusions du rapport Bredin (remis en novembre dernier), et les observations de la profession. « Depuis plus de trente ans », souligne M. Jack Lang, « c'est-à-dire depuis la mise en place d'un régime

d'aide à l'industrie cinématographique, le cinéma n'avait fait l'objet ni d'un examen aussi approfondi, ni d'une rénovation d'une telle ampleur ». Le ministre de la culture a défini l'intervention du gouvernement en ces termes : « Ni ingérence ni indifférence ; ni abandon aux seules lois du marché, ni cinéma d'Etat ».

ACCORD A E.D.F.-G.D.F. SUR UNE NOUVELLE STRUCTURE DE LA GRILLE DES SALAIRES

La C.G.T., la C.F.D.T., F.O., la C.F.T.C. et l'U.N.C.M.-C.G.C. ont signé le 31 mars avec la direction générale d'E.D.F.-G.D.F. un accord portant « réforme des structures des rémunérations ». Une telle unanimité syndicale, réalisée « pour la première fois depuis 1971 », souligne le ministère de l'Énergie, était indispensable pour que la grille de rémunération en vigueur depuis 1960 puisse être modifiée. La négociation avait commencé à l'automne 1981. La nouvelle grille, qui intéresse les quelque deux cent cinquante mille actifs et retraités de l'entreprise, à l'exception des chefs d'unité qui font l'objet d'une classification spéciale, entrera en vigueur au 1^{er} juillet.

L'unicité de la grille est conservée et la rémunération reste liée à la fonction. Mais alors que précédemment il n'y avait que deux niveaux de rémunération pour le personnel d'exécution et trois pour la maîtrise et les cadres, il y aura désormais six niveaux de rémunération pour chaque fonction. Ainsi, par exemple, un moniteur électrique débutant au niveau 3 pourra, à l'intérieur de la même fonction, atteindre le niveau 6, un chef de service commençant au niveau 3 pourra atteindre le niveau 6. La nouvelle grille comporte dix-neuf groupes fonctionnels (avec six niveaux par fonction) et trente-cinq niveaux de rémunération, de l'ouvrier spécialisé jusqu'au cadre supérieur.

Les syndicats ont exprimé leur satisfaction tout en faisant noter en substance de l'accord la non-prise en compte de certaines de leurs revendications. Pour le ministère de l'Énergie, cet accord « permet d'organiser une évolution des carrières plus conforme aux nouvelles techniques utilisées par E.D.F. et G.D.F. ».

du temps pour payer toute la vie pour en profiter...

Crée par-MP cette bague saphir et diamants vaut 13 700 F vous la porterez sans attendre avec un versement comptant de 1 370 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier

MP

4, pl. de la Madeleine 260.31.44

86, rue de Rivoli 135, rue La Fayette

catalogue couleur gratuit sur demande.

Chaque jour dans **Le Monde** ventes dans les 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 15^e, 16^e et 17^e arrondissements **NEUILLY, BOULOGNE et SAINT-CLOUD**

Le Monde tient à la disposition de ses lecteurs les résultats des deux tours des élections cantonales publiés dans les numéros datés 16 et 23 mars 1982.

Prix : 3 F (+ frais d'envoi)

S'adresser au journal **Le Monde**

Vente au numéro

5, rue des Italiens - 75427 PARIS Cedex 09

Jacques YO PIC
Pour la première fois
Picasso pour si Jacques
Débarasse le vrai Picasso
J.C.P.

سكزا من زلازل